

De l'INFLUENCE de la LÉGISLATION
du
TRAVAIL sur les TRANSFORMATIONS
et l'
ÉVOLUTION du DROIT

THÈSE

PRÉSENTÉE

POUR LE DOCTORAT DES SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

Jean TAULELLE



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU
42, Quai Gailleton, 42

1927

**De l'INFLUENCE de la LÉGISLATION du TRAVAIL
sur les TRANSFORMATIONS et l'ÉVOLUTION du DROIT**

De l'INFLUENCE de la LÉGISLATION
du
TRAVAIL sur les TRANSFORMATIONS
et l'
ÉVOLUTION du DROIT

THÈSE

PRÉSENTÉE

POUR LE DOCTORAT DES SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

Jean TAULELLE



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

—
1927

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

VALERY, Doyen honoraire, professeur de Droit Commercial.
MOYE, Doyen, professeur de Droit International Public.
MORIN, professeur de Droit Civil.
BECQUÉ, professeur de Droit Civil.
DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.
ROCHE-AGUSSOL, professeur d'Economie Politique.
BOSC, professeur de Procédure Civile.
VIALLETON, professeur de Droit Civil.
VIARD, professeur d'Histoire du Droit.
GUENOUN, professeur de Droit Romain.
GABOLDE, professeur de Droit Criminel.
DIJOL, Chargé de Cours de Législation Industrielle.
TEILLARD, Chargé du Cours d'Economie politique approfondie.
MAGNAN DE BORNIER, Chargé de Cours de Droit Constitutionnel.
COURTIN, Chargé de Cours d'Economie politique.
VIGIÉ, doyen honoraire.
LABORDE, Professeur honoraire.
DUBOIS, Secrétaire.
ROCHETTE, Secrétaire honoraire.



Membres du Jury :

MM.

MORIN, *Président.*
VIALLETON, *Assesseur.*
DIJOL, —

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

MEIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

« Un Code du Travail s'élabore
contraire à l'esprit du Code Civil ; un
droit social tend à se substituer au
droit individualiste. Il jaillit de la
mêlée des hommes vivant dans la
réalité et non dans la fiction et fait
émerger, du fond de leur conscience,
les rapports de justice établis entre
les hommes par la communauté de
leur origine et de leur fin. »

HENRI LORIN.

De l'INFLUENCE de la LÉGISLATION du TRAVAIL
sur les TRANSFORMATIONS et l'ÉVOLUTION du DROIT

Introduction

I

C'est une idée généralement admise aujourd'hui que le droit n'est pas, comme on le croyait dans l'antiquité, une donnée de la révélation divine, ni comme on le pensait au siècle dernier, le résultat d'une conception dogmatique, « révélant pour les hommes de toutes les époques et de tous les pays le juste définitif » (1), mais bien plutôt un produit historique, né sous la pression des nécessités économiques et sous l'influence des sentiments et des croyances.

En effet, sans vouloir nier l'influence, considérable bien souvent et d'ailleurs nécessaire, que le législateur peut exercer sur les créations juridiques de son pays, on est obligé de reconnaître que c'est surtout au sein de la société elle-même, dans les mille et mille rapports sociaux des individus, que s'élabore

(1) G. MORIN. La révolte des faits contre le Code (Paris, Grasset, 1920), p. I.

véritablement le droit ⁽²⁾. La science expérimentale, qui s'est si heureusement appliquée dans le domaine juridique, a su montrer que l'action du législateur, monarque ou assemblées politiques, n'était pas toujours à proprement parler créatrice de droit, et que, bien souvent, elle se bornait à reconnaître officiellement un droit qui existait déjà dans les mœurs, qui s'exprimait parfois dans des opinions particulièrement représentatives de l'esprit social, qui avait reçu une première consécration au prétoire, dans la manière dont le juge « disait le droit ». Aussi ne considère-t-on plus aujourd'hui les lois de Lycurgue, de Solon, des Douze Tables, comme des manifestations d'une volonté divine et arbitraire, mais « comme des coordinations systématiques de réalités juridiques antérieures » ⁽³⁾ analogues aux codifications de Justinien, à la rédaction des coutumes au Moyen Age, à l'unification de notre droit sous Napoléon I^{er}.

En réalité, les peuples ont le droit qu'ils se font et que la nature de leur société exige. « Un peuple, dit quelque part M. Edmond Picard, sue son droit. Il l'émane comme la fleur son parfum ».

Mais, du fait même de son origine proprement humaine, la loi ne peut prétendre à l'éternité. Comme tous les éléments qui la conditionnent, besoins collectifs, croyances morales, elle est vouée à un perpétuel devenir ⁽⁴⁾. Le droit, pour remplir utilement sa

(2) FR. GENY. *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, 2^e éd. (Paris, Libr. gén. D. et J., 1919), Préface de R. SALEILLES, 1899, p. XX.

(3) E. PICARD. *Le droit pur* (Paris, Alcan, 1899), p. 349.

(4) R. VON IHERING. *La lutte pour le droit* (Paris, Maresq, 1890), p. 10.

tâche, ne saurait rester immuable. Etabli en vue d'une société définie et des exigences qu'elle présente, il ne vaudra rien pour une société différente et il devra changer quand celle à laquelle il s'applique changera. « Le droit ne saurait conserver sa forme et sa portée premières, lorsque tout change autour de lui : les hommes, les choses, le juge et le législateur lui-même. » (5). Son évolution est liée intimément à celle de la société. C'est l'adaptation nécessaire de l'outil à la matière qu'il doit façonner.

Cette adaptation du droit à des besoins nouveaux, soit économiques, soit moraux, se traduit évidemment dans une société moderne comme la nôtre, par toute une floraison de décisions jurisprudentielles novatrices, par une éclosion considérable de lois nouvelles.

Cependant, comme il est vrai que le droit ne subit pas des transformations totales, mais graduelles, par tranches, il est assez facile de trouver dans la production juridique d'une époque, des lois qui, plus que d'autres, présentent le caractère d'un droit nouveau. Nées sous l'action des phénomènes économiques récents, modelées par un esprit moderne, ces lois paraissent comme la formule nouvelle d'une conscience sociale rajeunie. Mieux adaptées aux besoins de la collectivité, elles sont considérées comme l'instrument perfectionné d'une justice plus éclair-

(5) M. DIOU. La justice dans les contrats et les obligations lésionnaires (Paris, Sirey, 1918), p. 1.

rée. Et c'est en elles que la société trouve son expression juridique la plus parfaite.

Mais n'est-ce pas là, dans le droit actuel, le cas de l'ensemble des lois qui forment la législation du travail ?

Effectivement, si en prenant en considération le travail législatif accompli depuis la promulgation des Codes napoléoniens jusqu'à nos jours, on se demande quelles sont, parmi les lois nouvelles, celles qui ont le plus contribué à faire évoluer notre droit, en le vivifiant par des concepts juridiques nouveaux, en l'associant d'une façon plus précise aux préoccupations économiques et morales de la société, on ne pourra s'empêcher de mettre au premier plan les lois ouvrières.

Celles-ci, en effet, se signalent à notre attention, dès leur naissance, par leur caractère novateur.

Nées directement sous l'impulsion des besoins et de l'opinion, elles rompent délibérément avec les dogmes de notre droit classique. Par leur existence même, accusant l'imperfection de ceux-ci, elles élaborent, pour y remédier, des formules juridiques nouvelles. Traduisant une conception plus réaliste de la vie sociale, elles sont les garanties de libertés plus larges, les prodromes d'un droit plus humain.

Comment ces lois ouvrières ne seraient-elles pas alors un facteur important dans les transformations et l'évolution que subit notre droit ?

II

Novatrice, la législation du travail l'a été dès sa naissance, peut-on dire, alors qu'elle ne se composait que de quelques lois isolées et de dispositions fragmentaires. On pourrait ajouter, elle l'a été par le seul fait de son existence.

En effet, s'occupant uniquement d'une catégorie de citoyens, créant pour eux des droits spéciaux, la législation du travail est ainsi un échec grave au principe du « droit commun » que la Révolution avait proclamé et « auquel la pensée juridique française adhère encore généralement » (6).

Ce fut, on le sait, un principe cher aux hommes de la Révolution, que tous les citoyens étant égaux devant la loi, il ne fallait en aucun cas prendre en considération leur situation personnelle. Le droit était le même pour tous, et on n'aurait su admettre qu'une catégorie quelconque de citoyens puisse se prévaloir de l'application d'un droit spécial tendant à faire renaître ainsi les privilèges de l'Ancien Régime. — Un droit unique devait être appliqué, c'était le « droit commun ».

Mais ce principe — « contre la vie il n'y a pas de principes », a dit M. Charles Benoist — fut trop rigide et, par la force même des choses, des dérogations notables se produisirent, telles que la création d'un droit spécial pour l'Etat et ses agents, pour

(6) G. SCILLE. Le droit ouvrier (Paris, Colin, 1922), p. 3.

le commerçant, et enfin pour l'ouvrier. Cependant on ne saurait mettre ces dérogations sur le même plan. Les deux premières s'occupent surtout de l'acte juridique accompli, tandis que la troisième est beaucoup plus large et envisage l'individu dans toutes les manifestations de son activité. Aussi la législation du travail constitue-t-elle une atteinte véritablement importante au principe du « droit commun » (7).

Et c'est pour cela qu'elle paraît être, au premier chef, transformatrice. En effet, surtout dans ses débuts, elle fut une *législation de classe*, introduisant dans le droit cette idée nouvelle que tous les citoyens d'une même nation ne sauraient être regardés sous le même angle, et qu'il importe quelquefois, pour faire régner la justice, de prendre en considération les situations de faits différentes dans lesquelles ils se trouvent. C'était là, on s'en rend compte, une réaction sérieuse contre l'esprit dogmatique et égalitaire du droit de l'époque, mais qui devait s'imposer irrésistiblement, car elle dérivait de « la nature des choses ».

En effet, lorsque l'industrie subit en France, dès la Restauration et sous la Monarchie de juillet, le développement que l'on sait, le nombre des ouvriers, cela va de soi, augmenta dans des proportions considérables. On assistait alors à l'avènement de ce que l'on a appelé depuis la grande industrie, ainsi qu'à la naissance de la classe ouvrière telle que nous la connaissons aujourd'hui. Et il apparut vite, à voir vivre

(7) G. SCELLE, *Le droit ouvrier* (op. cit.), p. 4.

les ouvriers « groupés en agglomérations serrées, autour d'établissements parfois géants » (8), que « par cela seul qu'il naît de la classe ouvrière, s'inscrit dans un métier, passe un contrat de travail, entre dans une entreprise industrielle, reçoit un salaire à caractère alimentaire, s'associe à des professionnels comme lui, l'ouvrier se trouve investi de droits et pressé d'obligations très sensiblement différents de ceux que créeraient les mêmes actes juridiques pour des non ouvriers » (9).

Cette vérité cependant ne s'imposa pas immédiatement à l'esprit du législateur. Pendant longtemps il ne sut comprendre l'importance des « prétendus intérêts communs » (10) des personnes d'une même profession. « Il n'entraît alors dans l'idée de personne, dit Korkounov, que l'individu dépendait du milieu dans lequel il vivait » (11). Mais à ne pas vouloir prendre en considération les besoins spéciaux de la classe ouvrière, il en résulta pour celle-ci une effroyable misère devenant la source de troubles sociaux graves. Ce fut alors que le législateur se convainquit. Il comprit enfin que l'ouvrier n'était pas un citoyen comme un autre et que, contrairement à ce que l'on avait pu penser jusque-là, il devait exister pour lui un droit spécial, un « droit de classe ».

La législation du travail naquit alors, et le développement qu'elle prit par la suite ne fut que la mise en œuvre de ce nouveau principe.

(8) et (9) G. SCILLE. Le droit ouvrier (op cit.), p. 2 et 4.

(10) Loi Chapelier, Décret du 14 et du 17 juin 1791, Art. 1.

(11) KORKOUNOV. Théorie générale du droit, 1898, trad. Tchernoff (Paris, Giard et Brière, 1903), p. 284.

Cette orientation nouvelle du législateur ne pouvait qu'être fertile en résultats. En effet, dès l'instant que, réagissant contre la doctrine individualiste de la Révolution, on cessait de considérer l'ouvrier comme un individu quelconque, dépourvu de personnalité et de besoins propres, et qu'on le replaçait dans son milieu, jusqu'alors négligé, et auquel pourtant il se trouvait lié par ses besoins et ses sentiments, on était amené à accorder une plus grande importance aux institutions se rattachant à sa profession et à sa famille. On se trouvait dans la nécessité de prendre en considération les rapports particuliers qui l'unissaient à ces groupes, de concevoir, par suite, des différenciations possibles à introduire dans le Droit pour une protection plus efficace de ses intérêts.

La situation juridique de la femme ouvrière mariée ne pouvait pas être identique à celle de la femme bourgeoise, il importait de la relever de certaines incapacités qui pesaient sur cette dernière; les circonstances spéciales dans laquelle la plaçait sa profession l'exigeaient. Le mineur ouvrier, en raison de son état de salarié, devait aussi dans certains cas posséder des libertés qu'il était inutile d'accorder à tous les mineurs. Le contrat qui liait l'ouvrier à son patron ne devait pas être absolument conçu suivant le contrat type donné par le Code Civil : le salarié devait avoir des moyens spéciaux lui permettant de souvegarder ses droits particuliers.

Un droit nouveau devait ainsi prendre naissance, plus humain, plus secourable, parce que plus adapté à la réalité sensible des faits.



Ce droit qui se traduisit tout d'abord par les lois ouvrières du xix^{me} siècle, premiers éléments de ce que l'on appelle aujourd'hui Législation du travail, paraît à l'étude une seconde fois novateur : par son application constante aux intérêts du monde des travailleurs, il met en échec le dogme économique de l'école libérale, contredit la confiance que le législateur avait montrée jusqu'alors pour le régime de la libre concurrence et introduit à nouveau dans notre droit le système de *l'intervention de l'Etat*.

On sait combien pendant longtemps l'intervention de l'Etat dans le monde économique parut, sous l'influence des Economistes du xviii^e siècle, comme une chose inutile et même nuisible. Ceux-ci, en effet, n'avaient-ils pas enseigné que la meilleure façon de faire régner la justice dans les rapports sociaux des individus était de leur garantir une entière liberté dans la manifestation de leur activité économique ? L'individu, disaient-ils souvent, doit trouver naturellement son intérêt personnel, et comme il n'y a pas, ne peut pas y avoir d'antagonisme entre l'intérêt individuel et l'intérêt social, il travaille, en agissant ainsi, pour la société tout entière (12). Dès lors, le rôle de l'Etat se trouvait simplifié, il n'avait qu'à « **laisser faire** » (13).

Mais le système du « **laisser faire** » que les législa-

(12) Voir MERCIER DE LA RIVIÈRE. *Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, t. II, p. 617.

(13) Voir Ch. GIDE et Ch. RIST. *Histoire des Doctrines économiques*, 4^e éd. (Paris, Sirey, 1922), p. 12.

teurs de la Révolution et du Premier Empire, abolissant le régime réglementaire des corporations, s'étaient empressés d'établir, se trouva assez vite en contradiction avec les faits. La libre concurrence, dès que se dessina en France l'avènement de la grande industrie, se montra incapable de faire régner la justice dans le domaine économique. Elle entraîna des abus criants. Elle eut demandé, pour fonctionner convenablement, que chaque individu fut assez fort pour discuter avec son patron les modalités suivant lesquelles le travail devait être exécuté. Or, il n'en était rien. L'industrie, en se développant librement, accentuait la différence qu'il pouvait déjà y avoir entre l'employeur et l'employé, creusait un fossé, devenu de plus en plus profond, entre les entreprises patronales, augmentant en puissance tous les jours, et les travailleurs voués à leur seule force individuelle. L'ouvrier était trop faible, trop sous la domination des nécessités vitales, pour discuter valablement les clauses d'un contrat de travail. Pressé par la faim, il acceptait de travailler 16 et 17 heures par jour ⁽¹⁴⁾, pour un salaire dérisoire. Il acceptait même d'envoyer à l'usine sa femme et ses enfants que le patron, dont aucune loi n'entravait la liberté, pouvait employer aux besognes les plus dures ⁽¹⁵⁾.

(14) Voir RIST. *Durée du Travail dans l'Industrie française*, de 1820 à 1870 (*Rev. d'Ec. Pol.*, 1897, p. 371).

(15) Dr VILLERME. *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, 1840. — BURET. *De la misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*. — J. SIMON. *L'ouvrier de huit ans*, L'ouvrière.

Aussi la condition des ouvriers pendant la plus grande partie du XIX^{me} siècle fut-elle des plus déplorables (16). Elle fut, nous dit M. Charles Gide, « pire probablement qu'elle ne l'a été à aucune époque de l'histoire, très inférieure, en tout cas, à celle des siècles qui ont précédé » (17).

La constatation des abus qu'engendrait la libre concurrence, le trouble social que causait l'état lamentable de la classe ouvrière vainquirent toutes les théories. On comprit enfin, avec Lacordaire, qu'« entre le fort et le faible, le riche et le pauvre, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit ». L'abstention systématique du législateur devait être définitivement condamnée. Il était nécessaire pour le maintien de la paix sociale que celui-ci « intervint ». Seul le pouvoir de l'Etat pouvait faire régner une justice que le libre jeu des forces naturelles était incapable de faire naître.

Mais en faisant ainsi appel à l'Etat, on reconnaissait, d'une part, le rôle efficace que la société considérée en tant qu'organisme particulier, pouvait jouer dans la solution des conflits d'ordre économique; d'autre part, et par voie de conséquence, on redonnait à la loi toute la portée sociale et morale que l'individualisme lui avait ôtée.

Cette notion de l'Etat arbitre possible des conflits d'individus à individus dans le domaine économique, qui s'imposait aux esprits par la force même des

(16) SOUCHON. La situation des ouvriers en France à la fin du XIX^e siècle (V. *Mus. Soc.*, novembre 1899).

(17) Ch. GIDE. Institutions de progrès social, 4 éd., 1911, p. 90.

choses, les individualistes l'avait totalement mécon nue. Cela, sans doute par réaction contre l'Ancien Régime, mais surtout parce que leur philosophie, en plaçant la source de toute activité dans l'individu isolé, leur avait masqué le rôle véritablement fécond que la société peut remplir, qu'il est de son essence de remplir.

En effet, pour les philosophes et les économistes du XIX^{me} siècle qui n'avaient pris en considération que l'entité abstraite de « l'homme en soi », la société devait se réduire uniquement « à une collection amorphe d'individus, à une somme d'unités, à un agrégat d'atomes » (18). C'est ce que Korkounov a appelé la conception mécanique de la Société (19). C'est ce que d'autres ont nommé l'atomisme social (20).

Comment alors, en face d'un pareil émiettement de la force sociale, concevoir un rôle important de justice et d'équité pour la Société ?

C'était à ce rôle pourtant qu'il importait de revenir. Les individualistes avaient trop présumé de l'individu. Seul, celui-ci est incapable de remplir sa fin humaine. La misère de l'ouvrier, lors de l'avènement de la grande industrie, l'avait amplement prouvé.

En vérité, l'individu isolé est faible. L'homme, être social, doit vivre en société. Il ne faut évidemment pas faire de celui-ci un esclave de la société, un

(18) E. GOUNOT. Le principe de l'autonomie de la volonté en droit privé (Thèse de Dijon, 1912), p. 51.

(19) KORKOUNOV. Théorie générale du droit (op. cit.), p. 281.

(20) GOUNOT (op. cit.), p. 51.

moyen et non plus un but, mais il importe de ne pas négliger le rôle de celle-ci. Sans doute, chacun de nous doit viser à atteindre des fins individuelles, à accomplir sa mission; mais ces fins ne sauraient être atteintes par l'individu seul, il a pour cela besoin de l'aide de la société tout entière. « L'idée mère de la société des êtres raisonnables, nous dit Renouvier, consiste en ce que chacun est une fin pour lui-même et doit posséder les moyens de cette fin par l'aide d'autrui, s'il est besoin et s'il est possible. » (21). Nos fins individuelles doivent être socialement poursuivies.

Au fond, c'est là la doctrine dont il y a près de deux mille ans le Christ a enrichi le patrimoine moral de l'humanité (22). C'était celle, sans aucun doute, qu'en face des désordres provoqués par l'application d'un libéralisme intransigeant, il fallait opposer aux individualistes.

Mais une telle conception de la société et de son rôle allait communiquer à la loi émanant de celle-ci, un esprit nouveau et, cela va de soi, lui redonner, comme il a déjà été dit, toute la portée sociale et morale que l'individualisme lui avait enlevée. Le législateur de la Révolution et de l'Empire, en effet, n'avait pas conçu le rôle de la loi dans le même sens que les interventionnistes d'hier et d'aujourd'hui. Pour lui, la justice devait découler indubitablement

(21) RENOUVIER. *Science de la Morale*, t. II, p. 15 (Edition de 1908).

(22) P. CUCHE. En lisant les juristes philosophes (Paris, de Gigord, 1919), p. 88 à 101 : *Le droit et la Croyance. Interprétation juridique de la Croyance chrétienne.*

du régime de liberté, panacée universelle. Il n'avait alors pour unique mission que celle d'assurer la coexistence des libertés rivales et de préserver chacune d'elles contre les empiètements possibles des autres. Dans ces conditions, la loi n'était plus que la « juste limite imposée à l'usage extérieur de la liberté humaine à raison de la coexistence des hommes ». (23). Aussi, avec une telle conception de l'acte législatif et de son esprit, en arrivait-on fatalement à cette conclusion que toute loi en soi était un mal (24), puisqu'elle n'était que la limitation d'une liberté, et que, dès lors, il importait de restreindre le plus possible le nombre des prescriptions législatives.

Ce fut le mérite des interventionnistes, en prouvant qu'il était possible de demander à la Société un rôle d'équité et de coopération, de montrer qu'il était erroné de ne voir dans la loi que des limites à la liberté de la volonté individuelle; qu'à côté de ce rôle de limitation des volontés privées, elle avait à accomplir une fonction positive, plus féconde, celle de régler l'aménagement de l'édifice social et d'organiser des institutions (25). Ils ont montré surtout que « la règle de droit a pour but d'assurer la coopération et non pas seulement la coexistence des activités rivales »; que « la loi doit stimuler, aider, diriger ces activités et non pas seulement les entraver »; « qu'il n'est pas de son essence de défendre mais plu-

(23) ROUSSEL. *Encyclopédie du droit*, p. 3.

(24) CH. BEUDANT. *Le droit individuel et l'Etat* (Paris, Rousseau, 1891), p. 148.

(25) HAURIOU. *Principes de droit administratif*, 6^e éd., p. 7.

tôt d'ordonner ⁽²⁶⁾. Ordonner, entendu certainement dans son acception la plus large, mettre de l'ordre, aménager en vue d'une fin, celle qui est employée par saint Thomas d'Aquin dans sa définition de la loi : « *Lex est quædam rationis ordinatio ad bonum commune* ». ⁽²⁷⁾.

Mettre de l'ordre, aménager en vue d'une fin, c'est bien là le sens que l'on peut donner à l'activité « interventioniste » du législateur dès la fin du XIX^{me} siècle. C'est bien celui qui s'impose au législateur à venir. M. le Professeur Pic le reconnaît d'ailleurs parfaitement lorsqu'il donne pour but aux lois ouvrières de « substituer sans soubresauts brusques, à l'ordre naturel qui demeure l'idéal des économistes libéraux, malgré les cruels démentis d'une expérience qui s'est prolongée pendant un siècle, un ordre moralement et pratiquement supérieur » ⁽²⁸⁾.



Cependant, à vouloir introduire dans la vie économique de la nation plus de justice et d'humanité, protéger la classe ouvrière contre toute exploitation patronale, l'Etat ne pouvait se fier uniquement au système de l'intervention législative proprement dite.

C'était là un procédé commode, notamment pour réprimer certains abus, les plus criants, tel que l'emploi des femmes et des enfants à des travaux dange-

(26) P. CUCHE (op. cit.), p. 99.

(27) Somme Théologique, I a, II oe, Quest 90.

(28) P. PIC. Traité élémentaire de législation industrielle, 5^e éd., p. 10.

reux et insalubres, mais qui paraissait insuffisant pour soutenir l'ouvrier d'une façon continue et efficace dans les divers conflits qu'il pouvait avoir avec son patron.

D'autre part, le système de l'intervention, s'il était utile à la classe ouvrière, n'avait pas toutefois le mérite d'atteindre, d'une façon totale, la source même du mal qu'il fallait guérir. Ce qui faisait la misère des ouvriers au XIX^{me} siècle c'était, avant tout, leur isolement en face des patrons puissants. Alors que ceux-ci pouvaient entre eux, bien souvent, prendre, en secret, des mesures quant à une politique commune, toute tentative de coalition ouvrière, d'association professionnelle était sévèrement réprimée par le Gouvernement. A aucun prix, celui-ci ne voulait d'un organisme social qui eut quelques ressemblances, si lointaines fussent-elles, avec les corporations de l'ancien régime. Et pourtant, il apparaissait plus clairement chaque jour, au fur et à mesure que la vie industrielle prenait plus d'importance, que plus que tout autre moyen, l'association pouvait donner aux ouvriers la force nécessaire leur permettant de parler aux patrons d'égaux à égaux et d'obtenir de ceux-ci des conditions de travail plus humaines, des salaires plus rémunérateurs. D'ailleurs, les ouvriers ne s'y trompaient pas. Aussi, en dépit d'une législation sévère, on voyait dans tous les milieux industriels, naître spontanément, irrésistiblement, des coalitions, des associations. En 1884, quand fut promulguée la loi sur les Syndicats, on pouvait

compter 237 syndicats ouvriers, composés de 50.000 adhérents et 350 en province ⁽²⁹⁾.

Le droit ouvrier se devait donc d'être un *droit d'association*. Il ratifiait ainsi l'opinion générale, il régularisait un état de chose qui n'aurait su disparaître. Au surplus, dans l'association autant que dans l'intervention, nos dirigeants devaient trouver un moyen de rétablir un certain équilibre entre le capital et le travail, de porter remède aux divers abus entraînés par le régime anarchique de la libre concurrence, de garantir aux travailleurs une protection plus efficace de leurs intérêts.

Mais, en introduisant dans la législation du travail la liberté d'association, le législateur faisait, une troisième fois, œuvre novatrice.

En effet, notre droit traditionnel n'a jamais été favorable à la libre association. Instrument destiné à assurer la prépondérance du Pouvoir Central, il était logique qu'il combattit les associations : les hommes de l'Ancien Régime comme les Constituants de la Révolution, avaient compris « qu'il y a dans toute association une souveraineté qui commence » ⁽³⁰⁾.

Aussi voit-on, dans les temps les plus reculés de notre histoire, les seigneurs interdire toutes ententes, toutes associations soit entre patron, soit entre ou-

(29) Chiffres donnés par M. P. PIC dans son *Traité élém. de législ. indust.* (op. cit.), p. 225.

(30) CRUET. *La vie du droit* (Paris, Flammarion), p. 148. La tendance des associations à la souveraineté se trouve de nos jours nettement exprimée par Paul Boncour (*Le Fédéralisme économique*, 1900), qui réclame pour les syndicats ouvriers la « souveraineté économique ».

vriers (31). La royauté, elle aussi, tâche de tenir les associations en tutelle ; et les légistes font triompher cette idée que « toute personne morale émane du roi et ne peut se constituer sans une approbation expresse du souverain sur la cause de l'utilité qui peut s'y trouver » (32). « L'on ne se peut assembler, nous dit Loisel, pour faire corps de communauté sans congé et lettre du roi » (33). Aussi les ouvriers qui voulaient s'unir en dehors du cadre légal et institutionnel des corporations, en des associations libres de défense et de secours dites compagnonnages, ancêtres de nos syndicats actuels, se voyaient poursuivis et traqués comme des agitateurs et sévèrement punis (34). Cette rigueur, d'ailleurs, se poursuit durant tout l'Ancien Régime et devient particulièrement sérieuse au cours du XVIII^{me} siècle, se traduisant par de nombreuses ordonnances (ordonn. du 13 août 1720, 2 janv. 1744, 17 fév. 1777), et aussi par un édit d'août 1749 déclarant nettement que les corps et communautés ecclésiastiques ou laïques ne pourraient être créés sans autorisation du roi.

Les législateurs de la Révolution trouvèrent dans les enseignements des Physiocrates une nouvelle raison de prohiber les associations. On pensait à l'épo-

(31) BEAUMANOIR. Coutumes de Beauvoisis, chap. XXX, 62. Jean BOUTELLER. Somme rurale, liv. I (cit. 23; Ord. de Philippe IV, 1305) (Isambert, Rec. des ordonn., II, p. 830); Ordonn. de Philippe V, 1330 (Isambert, IV, p. 383).

(32) Voir H. CAPITANT et P. CUGHE. Cours de législation industrielle (2^e éd., 1921), p. 96.

(33) LOISEL. Institutes *coutum.*, livre III, cit. III, max. 29.

(34) Ordonn. roy. 1401, 1466, édit. de 1541, décl. roy. du 10 sept. 1572 ; voir d'autre part, MARTIN-SAINT-LÉON. Histoire des classes ouvrières avant 1789, p. 238, 239. LEVASSEUR. Histoire des corporations de métiers, t. I, p. 497.

que, comme nous avons déjà eu l'occasion de le noter, que l'association était une institution dangereuse qui ne pouvait que nuire à la liberté individuelle. C'est ce qui explique qu'on ne découvre « dans aucune des déclarations et constitutions de l'époque révolutionnaire, un seul mot qui soit même une simple allusion à la liberté d'association » (35). On y voit au contraire, avec la loi Chapelier (décret du 14-17 juin 1791) l'interdiction de toutes coalitions et associations. Mais cette interdiction n'était plus une simple mesure politique, susceptible d'une application plus ou moins rigoureuse et pouvant d'autre part comporter des exceptions, elle avait été élevée, par le dogmatisme des révolutionnaires, à la hauteur d'un principe constitutionnel. Elle était absolue. « L'anéantissement de toutes les espèces de corporations des citoyens du même état et profession, disait l'article 1^{er} de la loi Chapelier, étant une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait sous quelque prétexte et forme que ce soit ».

Ce principe apparut lors de l'avènement de la grande industrie en France comme la sauvegarde de l'ordre et de la paix dans le monde économique. On croyait avec Adam Smith que « des gens du même métier se rencontrent rarement même pour s'amuser ou se distraire sans que la conversation n'aboutisse à quelque complot contre le public ou à quelque entente pour élever les prix. » (36).

(35) DUGUIT. Droit constitutionnel, p. 621.

(36) Richesse des nations, t. I, p. 130.

Un tel sentiment amena le législateur à renforcer les prohibitions énoncées par la loi Chapelier, ce qu'il fit avec les lois du 21 Germinal an XI, les articles 414, 415, 416 du Code Pénal, les lois du 16 avril 1834, du 25 novembre 1849, exaspéré de voir que les faits ne voulaient pas obéir à la loi, effrayé surtout des conséquences désastreuses selon lui, qui devaient découler de la liberté d'association pour les patrons et les ouvriers.

Aussi, devant une telle continuité de vue chez les législateurs successifs et différents de la France, est-on fondé à dire que les lois du 25 mai 1864 et du 21 mars 1884, rompant avec la tradition en autorisant chacune respectivement les coalitions et les syndicats, marquèrent une ère nouvelle dans la vie de notre droit.

Désormais, la vie économique allait prendre un aspect nouveau. En effet, patrons et ouvriers pouvant s'associer, il allait être possible de donner une réglementation juridique aux diverses formes de solidarité qui tendaient irrésistiblement à se faire jour dans le milieu social et dont la méconnaissance avait causé tant de troubles. De nouveaux organismes allaient naître par où le monde économique pourrait trouver plus d'équité et de justice, grâce à des rapports mieux réglés entre les divers agents de la production.

Dans la réalisation de cette structure nouvelle des forces économiques de la société, le syndicat serait un adjuvant précieux de la loi. Plus adapté aux réalités sociales il pourrait même par des prescriptions

plus souples et plus précises lui suppléer. Représentant fidèle des intérêts et des besoins de ses composants, il lui serait possible par ailleurs de jouer un rôle utile dans son élaboration. Et pour toutes ces raisons, il était permis de voir en lui le germe d'un droit profondément novateur.

III

Quand, d'une part, on a analysé les concepts juridiques nouveaux introduits dans notre droit avec la législation du travail, essayé de déterminer leur esprit, de voir sommairement leur portée possible, et que, d'autre part, libéré du préjugé de l'immuabilité du droit, on s'est rendu compte des transformations qu'il devait fatalement subir, on est tout naturellement amené à se demander quelle a pu être, en détail, l'influence de ces nouveaux concepts sur les transformations de notre législation. Alors qu'on les a étudiés à l'état statique, on veut se rendre compte de leur puissance dynamique. On veut savoir dans quels domaines, dans quelle mesure, ils ont pu faire sentir leur influence, et s'ils ont apporté un concours important dans l'évolution de ce que M. Edmond Picard appelle la « juricité ». On en vient à se demander quelle est l'influence que la législation du travail a exercée sur les transformations et l'évolution du droit, quel est l'aspect plus nouveau, le sens plus précis de sa raison d'être qu'elle lui a apportés.

La question a son importance. En effet, ayant lu le « *Traité de législation industrielle* » de M. le Professeur Pic, M. Edouard Lambert écrivait en 1904 dans la *Revue Générale du Droit* : « J'en rapporte la conviction que la civilistique peut et doit recevoir de nombreux et décisifs enseignements de sa jeune rivale, la législation ouvrière », et plus loin il ajoutait : « Je me demande même si la différenciation qui s'opère actuellement entre la législation du travail et le droit civil n'est pas un phénomène passager, symptôme précurseur de révolutions plus profondes, et si les spécialistes comme M. Pic, qui, en apparence, travaillent à accélérer cette différenciation, ne sont pas, en réalité, de simples éclaireurs qui, momentanément séparés du gros de la colonne des juristes, reconnaissent et occupent des points avancés de la route vers le progrès, par lesquels la civilistique tout entière devra passer tôt ou tard » (37).

Ce phénomène juridique de la puissance d'évolution de la législation du travail dont M. le Professeur Lambert avait eu en 1904 l'intuition plus que la certitude n'a pu, depuis lors, que s'affirmer tous les jours davantage.

Au fur et à mesure de son développement, et grâce à la mise en œuvre de ses principes novateurs de *spécialisation du droit, d'intervention, d'association*, la législation du travail s'est révélée de plus en plus comme une législation d'avant-garde. Elle a su répudier, en prenant de l'ampleur, les formules vieil-

(37) *Revue Générale du Droit, le Code civil et la Législation ouvrière*, mai 1904, p. 152 à 166.

lies du droit codifié et donner aux exigences sociales de la vie actuelle des solutions bien souvent neuves et hardies, toujours soucieuses des faits, humaines et secourables.

Mettre en lumière cet aspect particulier de la législation du travail, indiquer les transformations juridiques que de ce fait elle a réalisées, déterminer les « points avancés de la route vers le progrès » qu'elle a su établir et par lesquels semble-t-il « la civilisation tout entière devra passer tôt ou tard », c'est-à-dire, d'une façon générale, étudier son *influence sur les transformations et l'évolution du droit*, tel est le but qu'on se propose ici d'atteindre.

Pour réussir dans cette entreprise, il paraît nécessaire, parmi l'amas prodigieux des lois ouvrières, d'en choisir les plus typiques et de montrer comment ayant rompu avec les principes du Code Napoléon elles ont pu modifier, au profit de leurs ressortissants, l'organisation de *la famille*, la notion de la *propriété*, la conception du *contrat*. Il y aura lieu ensuite, de voir dans quelle mesure, sous la pression des nécessités sociales, ces nouvelles solutions juridiques ont suscité des réformes analogues dans les autres branches du Droit, dans quel sens elles ont imprimé une impulsion à l'évolution générale de la « *juricité* ».

CHAPITRE PREMIER

La Famille

C'est un fait, difficilement contestable, que la famille, plus que tout autre institution, est directement influencée par les transformations matérielles et morales de l'existence. Plus qu'aucune autre, semble-t-il, elle se diversifie suivant le caractère de ses membres (1).

C'est ainsi que l'on peut percevoir une différence notable entre la famille rurale profondément enracinée dans son terroir et la famille ouvrière d'une quelconque cité moderne. L'état des mœurs et l'organisation pratique sont différents par bien d'endroits. A d'autres temps d'autres mœurs, dit-on parfois, et l'on peut affirmer de même, à d'autres métiers d'autres mœurs : les transformations industrielles du XIX^{me} siècle furent évidemment trop importantes pour

(1) Voir P. LEREBOURS-PIGEONNIÈRE. La famille et le Code civil (Livre du Centenaire du C. civ., t. I, p. 265).

ne pas avoir créé, pour ceux qui en étaient directement influencés, un esprit, des besoins et des intérêts nouveaux.

Dans une société aussi juridiquement organisée que la nôtre, ces phénomènes sociaux ont une influence inéluctable sur le droit. Ils commandent au juge et au législateur. Aussi la famille ouvrière s'est-elle trouvée, peu à peu, posséder un statut légal sensiblement différent de celui de la famille type envisagée par le Code Civil.

L'étudier, dans le désir d'en mettre en relief les dispositions progressives et novatrices, de noter tout particulièrement celles qui ont tendance à s'étendre de la famille ouvrière à la famille en général, tel est le but de ce premier chapitre.

I

Mais, pour saisir l'importance et la valeur propre de l'œuvre accomplie par la législation du travail dans le domaine de la famille, il convient, tout d'abord, d'apporter quelque attention au problème législatif qui l'a fait naître.

Si les lois ouvrières ont dû intervenir parfois et modifier, au profit de leurs ressortissants, les principes généraux énoncés par le Code Civil, c'est que, bien souvent, *la famille ouvrière ne pouvait véritablement pas trouver dans le Code la formule d'organisation nécessaire à son bon fonctionnement.*

En effet, en dépit de son apparence démocratique, le Code Civil ne s'est pas révélé à l'usage comme trop favorable aux classes ouvrières (2). Sans doute, on a pu croire pendant quelque temps qu'il était « le résumé pacifique des principes libéraux et populaires de la grande révolutions de 1789 » (3), ou bien, suivant les expressions de Thiers, qu'il réalisait la législation que doit réclamer « une société devenue démocratique » (4), consacrant ainsi « la meilleure forme de l'Etat social » (5). Mais cependant, l'expérience des années a dû dissiper ces nébuleuses admirations. A juger le Code Civil d'une façon plus positive, il a bien fallu s'apercevoir que toute sa valeur démocratique était vaine, car en aucun endroit il ne s'était occupé de « protéger les classes ouvrières et d'aider à leur développement matériel et moral » (6). Et pourtant il est bien certain que, même en 1804, elles constituaient une part importante de la nation, méritant par suite de ne pas être négligées.

Cette incompréhension véritable des besoins ouvriers se traduit d'ailleurs à tous les instants dans l'œuvre napoléonienne. Ainsi, par exemple, « des textes nombreux, comme le fait remarquer M. Tissier, sont destinés à sauvegarder la fortune des enfants mineurs; la réglementation y est minutieuse, peut-être excessive. Où a-t-on protégé les seuls biens des

(2) Voir A. TISSIER. Le Code civil et les classes ouvrières (Livre du centenaire du C. civ., t. I, p. 73); GLASSON. Le Code civil et les ouvriers.

(3) THIRIET *Revue de lég.*, t. 35, p. 281.

(4) et (5) THIERS. Histoire du Consulat et de l'Empire, t. IV, p. 726, et t. III, p. 345.

(6) TISSIER. Le Code civil et les classes ouvrières (op. cit.), p. 74.

enfants pauvres, leur santé, leur intelligence qui sont leurs ressources et leurs moyens de vivre ? » (7). De même si on a tenu à protéger par une armature solide la dot de la femme bourgeoise, pourquoi ne s'est-on pas parallèlement occupé des seuls biens de la femme ouvrière, ceux provenant de ses gains personnels, de son salaire ? Pourquoi aussi a-t-on décidé avec l'art. 1781 que le maître serait « cru sur son affirmation pour la quotité des gages; pour le paiement du salaire de l'année échue; et pour les acomptes donnés pour l'année courante » ? Cette supériorité que l'on donnait au patron sur cette question n'était-elle pas profondément anti-démocratique ? Il est vrai qu'on a pu soutenir que l'art. 1781, pourtant si peu équitable, si manifestement partial, avait été édicté dans l'intérêt de l'ouvrier ! (8). La loi du 2 août 1868, en supprimant purement et simplement l'art. 1781, a d'ailleurs fait justice de tout cela.

A la vérité, et les faits ci-dessus indiqués suffisent sans doute à le prouver, les rédacteurs du Code Napoléon n'ont nullement légiféré pour les classes pauvres. Appartenant, pour la plupart, à la bourgeoisie, héritiers politiques de ceux qui avaient commencé la Révolution, ils ont statué avec égoïsme, parfois d'une façon inconsciente peut-être, mais certaine toutefois, dans l'intérêt unique de la classe moyenne (9). C'était elle qui, somme toute, avait eu

(7) Id., p. 88.

(8) Voir COLMET DE SANTERRE Cours analytique de Code civil, t. VII, p. 340, n° 232 bis.

(9) Voir L. DELZONS. La famille française et son évolution (Paris, Colin, 1913), p. 8.

« le profit exclusif des conquêtes faites, sur le terrain juridique, par la Révolution » ⁽¹⁰⁾, et le Code Civil n'eût pour but que de sanctionner ces conquêtes. Aussi fut-il bien, suivant l'expression de M. Edmond Picard, « l'épopée bourgeoise du droit privé » ⁽¹¹⁾.

L'œuvre législative napoléonienne ne s'étant donc pas préoccupée d'une façon suffisante des intérêts de la classe pauvre de la nation, ne pouvait, par suite, que présenter des dispositions qui, alors même qu'elles n'étaient pas directement hostiles à cette classe, comme celles de l'article 1781, ne pouvaient lui convenir, malgré ce, que d'une façon bien imparfaite.

En effet, la réglementation de la famille dans le Code Civil, faite surtout en vue de la famille bourgeoise, et comprenant des mécanismes compliqués pour la protection et la fixation des droits de chacun (puissance paternelle, puissance maritale, inaliénabilité de la dot...) ne pouvait, selon toute évidence, que mal cadrer avec les besoins urgents, la précarité des moyens d'existence de la famille ouvrière. Celle-ci ne pouvait supporter que difficilement cette réglementation trop rigoureuse, trop formaliste. De par sa nature particulière, elle exigeait des cadres plus souples, une organisation juridique plus facile à réaliser.

Tout spécialement il importait de libérer la femme

(10) A. TISSIER. Le Code civil et les classes ouvrières (op. cit.), p. 74.

(11) E. PICARD. L'évol. hist. du Dr. civil français, 1898, p. 68.

ouvrière de certaines incapacités juridiques se trouvant en contradiction manifeste avec sa nouvelle fonction ; d'harmoniser, d'autre part, les prérogatives découlant de la puissance paternelle avec les intérêts particuliers de l'enfant salarié et de faire en sorte qu'elles ne puissent point les léser, mais bien plutôt les protéger.

Sans doute, comme on a pu le faire remarquer ⁽¹²⁾, cette réforme se trouve déjà en germe dans le Code Civil. Avec lui, en effet, on doit le reconnaître, l'autorité maritale paraît bien être fondée surtout sur une pensée de protection de la femme et la puissance paternelle n'être établie que dans l'intérêt de l'enfant. Mais à dire vrai, l'idée est simplement indiquée, confusément même pour la puissance maritale. Peu de conséquences s'en dégagent nettement. Et en fait l'autorité maritale et paternelle pèse lourdement sur la femme et les enfants pendant la plus grande partie du XIX^{me} siècle.

Ce devait être surtout au sujet de la femme et de l'enfant ouvrier que s'imposerait la nécessité de se rallier à la notion d'une autorité uniquement dirigée dans l'intérêt de ceux auxquels elle s'applique, non point destinée à avantager le chef de famille, mais au contraire à lui permettre de mieux servir les intérêts de ceux placés sous sa protection. Dans la famille ouvrière plus que dans toute autre, en effet, l'autorité maritale, la puissance paternelle trop abso-

(12) Voir J. CHARMONT. *Les transformations du droit civil* (Paris, Colin, 1912), p. XI. L. DELZONS. *La famille française et son évolution* (op. cit.), p. 24.

lue pouvaient produire de fâcheuses conséquences, permettre par exemple au chef de famille d'abuser du travail de sa femme et de ses enfants, de dilapider leur salaire personnel. Il importait donc qu'elle ne fut admise que dans la mesure où elle pouvait être profitable à la personne qui la subissait. Une certaine *émancipation* devait être accordée dans le cas où manifestement rien ne pouvait légitimer une sujétion trop lourde pour les conditions modernes de l'existence.

Mais toutefois cet assouplissement des principes du Code Civil, quant au statut de la famille, ne pouvait s'accomplir utilement que si celle-ci se trouvait protégée par ailleurs dans son existence et son organisation. Sinon c'était la vouer au désordre et à la désagrégation.

Or, il n'en était rien. Quand on analyse, en effet, la façon dont le Code Napoléon a statué sur la famille, on s'aperçoit qu'en définitive dans une réglementation juridique de celle-ci, il a envisagé surtout la protection des intérêts matériels de ses membres. Comme on a pu le faire remarquer très justement, le Code de 1804 a été surtout « le Code des intérêts » (13). « Les droits acquis, les fortunes constituées, tel est l'objet de sa principale sollicitude, dit dans le même sens M. Tissier (14); les intérêts pécuniaires sont ceux qu'il s'est attaché à réglementer en

(13) M. DIJOL à son cours.

(14) A. TISSIER. Le Code civil et les classes ouvrières (op. cit.), p. 88.

détail. Mais la personne même dans son intégrité physique et morale, sa vie, sa santé, son activité, son développement physique, moral et intellectuel, il s'en est moins soucié. »

Il s'est peu soucié par suite de l'importance propre du groupe familial et du rôle qu'il doit jouer dans la société. Pour lui, la famille, loin d'être une institution ordonnée vers des fins supérieures aux volontés privées et aux intérêts individuels, se résout en un ensemble de liens volontaires et d'obligations conventionnelles, car le fondement sur lequel elle repose, le mariage, n'est, somme toute, dans son esprit, qu'un contrat, ne se concevant qu'en fonction d'un accord de volonté et en dehors de toute finalité sociale. Les rédacteurs du Code Civil, tous imbus de l'individualisme de l'époque, ne connaissent que les individus. Ils ignorent les institutions et les organismes. A tel point, qu'on a pu dire que le mot famille n'existait pas dans le Code Civil, et qu'il avait fallu la loi de 1909 sur le Bien de famille pour qu'il ait droit de cité dans notre législation ⁽¹⁵⁾.

Or, cette méconnaissance profonde d'une institution et d'un organisme primordial ne pouvait qu'aboutir à un désordre, plus ou moins prochain sans doute, mais inévitable. En négligeant de considérer la famille comme la cellule sociale par excellence, on négligeait le rôle qu'il est de son essence de remplir, celui d'assurer l'avenir de la race et d'être un facteur d'organisation et de stabilisation de la société.

(15) E. GOUNOT. Le princ. de l'aut. de la vol. (op. cit.), p. 261.

Il appartenait donc au droit moderne, qui avait pour tâche de remédier aux insuffisances de la législation napoléonienne, de ne point se désintéresser du problème de la famille, de ne point y voir seulement une simple question d'intérêts pécuniaires à régler, mais bien plutôt la nécessité impérieuse de protéger, dans une certaine mesure par l'intervention directe de la loi, une institution de première importance, et de l'organiser en vue de sa véritable fonction sociale.

La famille ouvrière d'ailleurs, demandait la première cette *protection*. Plus que toute autre, à cause de sa faiblesse naturelle et de son importance dans la société, elle avait besoin du secours de la loi.

Deux idées se trouvaient donc à la base du problème que le législateur avait à résoudre pour la satisfaction des besoins ouvriers : émancipation et protection. Dans quelle mesure ces deux idées ont pu amener des transformations dans notre droit traditionnel, c'est ce qu'il importe maintenant de se demander.

II

La législation du travail intervenant dans le domaine de la famille, il est aisé de comprendre que les modifications de droit qui s'imposaient immédiatement au premier plan se trouvaient être celles se rapportant au *statut de la femme et de l'enfant*.

Ces derniers n'avaient trouvé, en effet, dans le Code de 1804, qu'une situation très subordonnée. La femme mariée notamment y subissait les conséquences néfastes de la politique anti-féministe de la Révolution ⁽¹⁶⁾ que le génie autoritaire de Bonaparte n'avait fait qu'aggraver. N'avait-il pas dit au cours d'une séance au Conseil d'Etat : « La nature a fait de nos femmes des esclaves ! Le mari a le droit de dire à sa femme : Madame, vous ne sortirez pas ! Madame, vous n'irez pas à la Comédie ! Madame, vous ne verrez pas telle ou telle personne ! c'est-à-dire : Madame, vous m'appartenez corps et âme ! » ⁽¹⁷⁾.

Une pareille conception autocratique de la puissance maritale ne pouvait valablement se concevoir lorsqu'on se trouvait en présence de la femme qui avait su acquérir une certaine émancipation économique, telle la femme ouvrière. L'incapacité prévue par le Code ne devait peser sur cette dernière. Au contraire, elle avait besoin qu'une émancipation juridique vint reconnaître et protéger son émancipation de fait. Ici plus que partout ailleurs, le droit devait s'accorder avec les mœurs.

Cette réforme en faveur de la *femme salariée* s'accomplit timidement au début, d'une façon toute empirique et fragmentaire, soit par des décisions jurisprudentielles, soit par des dispositions incidentes dans certaines lois, n'apportant sans doute pas

(16) M^{me} CHELIGA. L'esprit anti-féministe de la Révol. (*Rev. Pol. et Parl.*, 10, VIII, 1897.

(17) THIBEAudeau. Mémoires sur le Consulat, p. 426.

des modifications formelles aux principes du droit traditionnel, mais présentant cependant certains palliatifs propres à atténuer ce qu'ils pouvaient avoir de trop rigoureux dans la réglementation de l'autorité maritale.

Tout d'abord, il fallut admettre, en dépit de l'article 217 du Code Civil, que la femme pouvait conclure un contrat de travail sans l'autorisation réelle du mari. Exiger en effet de celui-ci une autorisation écrite, alors que le contrat d'embauche se réalise la plupart du temps par un simple échange de consentement, était évidemment excessif. On se contenta d'une autorisation tacite, c'est-à-dire supposée (18). De plus, la jurisprudence permit d'une façon très nette à la femme mariée abandonnée par son mari d'exercer un métier (19). Elle soutint que le mari en abandonnant sa femme lui avait implicitement donné l'autorisation de contracter. Evidemment, cette décision était juridiquement contestable et aurait été rejetée bien certainement pour un autre contrat, une vente d'immeuble par exemple, mais pour le contrat de travail elle se justifiait pleinement par des considérations d'équité. Il eût été inadmissible, en effet, qu'une ouvrière abandonnée par son mari ne put s'embaucher dans une usine pour gagner sa vie et dut subir l'autorité d'un individu qui se montrait indigne de l'exercer.

La question de la disposition du salaire de la

(18) Voir G. SGELLE. Le droit ouvrier (op. cit.), p. 110.

Voir aussi note de A. COLIN sous cass., 11 nox. 1907, D. 07-1-25.

(19) Paris, 23 août 1851, D. 52-2-10; cass., 6 août 1878; D. 79-1-400,

femme mariée s'imposa, d'autre part, rapidement à l'attention du législateur. Il apparût vite, en effet, que c'était là un point par lequel la femme ouvrière souffrait le plus de son étroite dépendance à l'égard de son mari. Généralement mariée sans contrat, elle voyait son époux, d'après les règles mêmes de la communauté, seul administrateur et comptable des biens communs. Celui-ci pouvait par suite demander que le salaire de sa femme lui soit versé et ses créanciers avaient le droit de le saisir-arrêter. D'ailleurs, il n'était pas rare qu'il le dissipât au jeu ou au cabaret.

Pour porter remède à ces inconvénients, le législateur essaya d'accorder à la femme ouvrière certaines facilités de placement d'épargnes, pensant lui permettre de cette façon de défendre une partie de son salaire contre les entreprises de son mari. C'est ainsi que la loi du 3 *avril* 1881 (art. 6, al. 5) complétée par celle du 20 *juillet* 1895 (art. 16), permit aux femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, de se faire ouvrir des livrets de la Caisse d'Epargne sans l'assistance de leur mari, et de retirer sans cette assistance les sommes inscrites sur leur livret. Toutefois, l'opposition du mari était prévue et sanctionnée. Mais l'expérience montra qu'elle était difficilement efficace, le législateur s'étant contenté de poser le principe sans prévoir pratiquement son application ⁽²⁰⁾. D'autre part, la loi du 20 *juillet* 1886 sur la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse autorisa la femme à faire des ver-

(20) Voir J. CHARMONT. Les transf. du droit civil (op. cit.), p. 102.

sements à cette caisse sans le concours de son mari. Enfin, la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels lui permit de s'affilier librement à une de ces sociétés.

Mais, à vrai dire, ces quelques dispositions ne répondaient que partiellement aux nécessités de la situation. Elles permettaient sans doute à l'épouse de constituer quelques économies, mais elles ne protégeaient pas son salaire directement. Avant d'être versé à une caisse d'épargne quelconque, il était entièrement exposé à l'action du mari et de ses créanciers. Une enquête faite en 1899 par l'Office du travail, à l'occasion de l'application de la loi du 12 janvier 1895, avait montré que les saisies du salaire de la femme, faites à l'instigation des créanciers du mari, se pratiquaient fréquemment et que, parfois même, les ouvrières subissaient des retenues, alors que leurs maris les avaient abandonnées (21). Les lois sur l'épargne ne pouvaient rien contre cela. Et pourtant, une telle situation était intolérable.

Pour y remédier, dès 1893, Mlle Chauvin avait proposé, à l'imitation de la législation scandinave (lois suédoise du 11 décembre 1874, danoise du 7 mai 1880, norvégienne du 27 juin 1888, finlandaise du 15 avril 1889 (22), un système juridique qui avait pour but de protéger directement le salaire de la femme mariée ouvrière, lui accordant, nonobstant les prin-

(21) Voir CAPITANT et CUCHE. Cours de législ. indust. (op. cit.), p. 277.

(22) Voir *Annales étrangères*, t. IV, p. 566; t. X, p. 533; t. XVIII, p. 762.

cipes du droit traditionnel, la libre disposition de ce salaire, et en retirant au mari, et à ses ayants droit personnels, tout pouvoir sur les gains de sa femme, ainsi que sur les économies réalisées par celle-ci. Ainsi, un double objectif était atteint. On protégeait le salaire de la femme contre les dissipations de son mari, et, d'autre part, on lui accordait, à l'occasion même de ce salaire, l'émancipation juridique que nécessitait sa nouvelle fonction et qui devait être le meilleur instrument de sa protection contre les abus de l'autorité maritale.

En 1894, un projet de loi en ce sens fut déposé par M. Goirand, sur le Bureau de la Chambre ⁽²³⁾. Un long mouvement féministe s'ensuivit ⁽²⁴⁾ qui aboutit enfin, en 1907, au vote de la loi relative au libre salaire de la femme mariée.

Par cette loi du 13 juillet 1907, qui a été la première s'occupant d'une façon complète de la condition juridique de l'ouvrière, et qui, suivant M. Planiol, « bouleverse profondément tous les principes de notre droit matrimonial » ⁽²⁵⁾, le législateur a voulu accorder à la femme qui exerce une profession ou un métier distinct de celui de son mari, de la façon la plus large, la plus efficace, la libre disposition de ses gains et salaires. Désormais, elle a le droit seule, et sans avoir besoin de l'autorisation maritale, de toucher ses salaires, d'en disposer, d'employer ses

(23) Voir le rapport GUILLIER au Sénat, 20 mars 1907, *Doc. Parl.*, n° 77. Voir aussi PERCEAU. Le libre salaire de la femme mariée (thèse de Paris, 1908), p. 107 et s.

(24) C. TURGEON. Le féminisme français, 1901.

(25) PLANIOL. Traité élémentaire de droit civil, 8^e éd., t. I, p. 310.

économies en acquisitions de valeurs mobilières ou immobilières, d'aliéner à titre onéreux les biens ainsi acquis, et ce, sous tous les régimes matrimoniaux et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage.

Cette liberté a d'ailleurs été accrue par une loi plus récente, celle du 19 mars 1919. Elle établit que la femme qui n'a pas d'enfants ni de descendants et qui est âgée de plus de quarante-cinq ans peut, sans l'autorisation de son mari, disposer des biens qu'elle a acquis, en faveur des œuvres d'assistance publique ou privée.

Enfin, avec la loi de 1907, la femme peut ester en justice sans autorisation, dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus au sujet de ces biens (art. 6).

Ainsi, elle se trouve, par le fait de son travail, dotée d'une certaine autonomie. Tout d'abord, les biens provenant de son salaire et des économies sont « réservés » et hors de toute atteinte du mari et de ses créanciers (sauf dans le cas où le mari s'est engagé dans l'intérêt du ménage, mais c'est là la réglementation de la contribution des époux aux charges du ménage, qui sera étudiée dans le paragraphe suivant). D'autre part, agissant pour la gestion de ces biens réservés, elle se comporte comme si elle n'était pas assujettie par le mariage. Elle se trouve, à cette occasion, relevée de l'incapacité générale de la femme mariée et pleinement indépendante. Le travail l'a émancipée économiquement et juridiquement.

En définitive, si la loi de 1907 ne prononce pas la

suppression totale de l'incapacité de la femme mariée ouvrière — le mari, en effet, en cas de mauvaise gestion peut obtenir, par voie de justice, la suppression du privilège de libre gestion du salaire (art. 2) — elle n'en constitue pas moins un régime de quasi séparation de biens ⁽²⁶⁾, s'appliquant automatiquement et accordant à la femme une forte liberté juridique.

Envisagée sous cette forme d'ailleurs, la loi de 1907 paraît n'avoir été que le prélude d'un mouvement, qui s'est précisé depuis, en faveur des régimes matrimoniaux de séparations de biens, ceux-ci paraissant plus conformes aux besoins modernes d'émancipation féminine et d'indépendance. Déjà avec elle-même, à vrai dire, on avait vu cette tendance s'affirmer. En effet, alors qu'elle n'avait été conçue tout d'abord que pour la protection de l'ouvrière mariée, elle s'est trouvée, après les dernières discussions de la Chambre, appliquée à toutes les femmes, quel que soit le genre de leur travail, aux employées, aux fonctionnaires, aux femmes exerçant une industrie, un commerce, une profession libérale, etc..., tant le besoin d'autonomie juridique se faisait sentir dans tous les milieux.

Mais cette extension de la loi de 1907, outre qu'elle établissait immédiatement, dans un grand nombre de ménages, un régime d'indépendance assez important, a eu une conséquence qu'on ne prévoyait pas tout d'abord et qui paraît se dégager assez nettement

(26) PIC. Traité élément. de législ. indust. (op. cit.), 5^e éd., p. 714.

aujourd'hui. Il semble, en effet, que la loi sur le libre salaire s'appliquant dans les ménages aisés, soumis à un régime de communauté — celui de tradition, d'après le Code Civil — et où la femme exerce, par exemple, une industrie prospère, fausse sensiblement le fonctionnement du régime communautaire, en accordant à la femme un privilège trop considérable, et rende, par suite, désirable un système de séparation de biens s'adaptant mieux avec la technique de la loi de 1907.

Effectivement, si sous un régime de communauté, la femme réalise de gros bénéfices, il y a, par suite, dans les biens communs, une masse importante dont elle a la gestion, sans que son mari puisse s'interposer. Elle a même, vis-à-vis de ses biens réservés presque autant de liberté que le mari quant aux autres biens communs, car ce dernier est toujours gêné par l'hypothèque légale. D'ailleurs, à la liquidation, la femme est à nouveau privilégiée. En effet, si elle renonce à la communauté, elle a le droit, toutefois, de reprendre ses biens réservés et l'on voit ainsi qu'ils ne tombent qu'imparfaitement dans la communauté. La communauté, c'est tout ce qui se partage. Or, les biens réservés peuvent très bien ne pas se partager si la femme le veut. Ils sont tenus seulement de répondre des dettes contractées dans l'intérêt du ménage. A vrai dire, les biens réservés ne restent dans la communauté que si cela est conforme aux intérêts de la femme et si celle-ci le veut bien. Elle ne partagera ses gains et économies avec ceux de son mari que si tel est son bon plaisir ou son avantage. Mais

cela est-il conforme à l'esprit de l'association communautaire ?

Evidemment non. Il faut le reconnaître, une certaine antinomie demeure entre le régime de la communauté et celui de 1907. Aussi doit-on dire, avec M. le professeur Planiol, que la loi sur le libre salaire en rompant l'équilibre au profit de la femme, « a rendu inutile et même dangereuse l'adoption du régime de la communauté toutes les fois que la femme gagne de l'argent » (27). Il faut même reconnaître qu'elle « rend désirable l'établissement de la séparation de bien comme régime légal » (28) afin qu'une certaine logique soit introduite dans le droit, et que disparaissent les complications qu'entraîne la superposition de deux régimes différents.

De la sorte, on le voit, la loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée tend, par une action indirecte sans doute, mais certaine cependant, à faire disparaître peu à peu le régime traditionnel de la communauté au profit des régimes séparatistes. Alors qu'on avait cru, au début de sa promulgation, qu'elle serait une réforme suffisante pour assurer à la femme laborieuse l'indépendance qu'elle mérite et qu'elle rendrait inutile désormais l'adoption du régime de séparation de biens (29), on se rend compte, après l'expérience des années, que la loi de 1907 ne doit être considérée, au contraire, que com-

(27) PLANIOL. *Traité élémentaire de droit civil* (op. cit.), t. III, p. 62.

(28) PLANIOL (op. cit.), p. 5.

(29) En ce sens M. P. PIC. *Traité élémentaire de législation industrielle* (op. cit.), p. 715.

me une première étape dans l'acheminement vers une application du régime de séparation de biens, qui paraît être véritablement celui de l'avenir.

Voilà donc bien avec elle un de ces « points avancés de la route vers le progrès » dont parlait M. le professeur Lambert, et par lesquels, disait-il, « la civilistique tout entière devra passer tôt ou tard » !

Le besoin d'autonomie juridique dans le groupement familial dont on vient de constater l'importance dans la famille ouvrière et le rôle qu'il joue dans l'organisation du régime matrimonial, n'a pas été le seul point qui ait préoccupé le législateur moderne soucieux des droits de la femme laborieuse. Il a dû faire plus. Après avoir protégé, comme on vient de le voir, avec la loi du 13 juillet 1907, l'indépendance élémentaire que comportait son état, il a dû assurer son émancipation en dehors du groupe de la famille et reconnaître, pour elle, certaines prérogatives nécessitées de toute évidence par sa profession.

C'est ainsi qu'il a permis, avec la loi du 27 mars 1907, sur les conseils de Prud'hommes, aux femmes « réunissant les conditions d'âge, d'exercice de la profession et n'ayant encouru aucune condamnation » (art. 6) de prendre part aux élections prud'homales. Un an plus tard, il les autorisait, par la loi du 15 novembre 1908, à être elles-mêmes éligibles. D'ailleurs, la femme commerçante avait été déjà admise aux élections des tribunaux de commerce par la loi du 22 janvier 1898, mais il n'avait pu être tou-

tefois question de l'appeler à siéger. D'autre part, organisant les Chambres de Commerce et les Chambres consultatives des Arts et Manufactures, la loi du 15 février 1908 comprit les femmes dans le collège électoral de ces institutions.

C'est, inspiré du même souci d'accorder à la femme qui travaille les droits complémentaires de sa profession, que, plus récemment, le législateur ayant rédigé la loi du 12 mars 1920 sur les syndicats professionnels, a admis la femme dans le conseil d'administration de ces syndicats, et a supprimé, pour la femme mariée voulant adhérer à un syndicat, la formalité de l'autorisation maritale (art. 4).

La première de ces dispositions en permettant à la femme d'être administrateur d'un syndicat ne fait, sans doute, que sanctionner un état de chose qui existait fréquemment auparavant, mais la seconde marque un progrès plus important dans le sens de l'émancipation de la femme. En effet, bien que la loi du 21 mars 1884 relative à la création des syndicats professionnels ne s'en expliquât pas expressément, on s'accordait à n'accepter l'entrée d'une femme mariée dans un syndicat que si celle-ci était munie de l'autorisation de son mari. La loi de 1920 supprimant la nécessité de l'autorisation maritale simplifie la question et l'accorde avec la logique.

Mais, dira-t-on, le législateur, en permettant à la femme d'entrer dans un syndicat sans l'autorisation de son mari, ne restreint en aucune façon le champ d'application de la puissance maritale. Le mari sera toujours le plus fort s'il le veut. Il n'aura qu'à retirer

à sa femme l'autorisation d'exercer un métier ou une profession. Elle sera bien obligée alors d'abandonner le syndicat (30). Sans aucun doute, peut-on répondre. Mais c'est un procédé bien dangereux. A vrai dire, le mari ne possède là qu'une arme à double tranchant. Indubitablement, il aura gain de cause, mais, en même temps, il aura privé le ménage du salaire de la femme, conséquence peu négligeable. Aussi, à n'en pas douter, hésitera-t-il avant de prendre une décision aussi radicale.

Le législateur de 1920, somme toute, en rendant plus facile l'accès de la femme au syndicat, a voulu surtout l'affranchir des vexations possibles de la part de son mari que permettait la loi de 1884. Désormais, grâce à la nouvelle loi, il ne sera plus possible à ce dernier d'exercer sur sa femme une autorité tatillonne. Il lui sera loisible, sans doute, de ne point lui permettre d'exercer une profession, mais, s'il l'y autorise, il devra accepter la plupart des conséquences de ce nouvel état, sans discriminations plus ou moins raisonnables parfois.

En définitive, on doit voir, dans cette dernière loi comme dans les autres précédemment indiquées, le désir du législateur d'accroître, pour la femme qui travaille, l'importance et la dignité du rôle social qu'elle doit remplir. Il a voulu que son émancipation économique ne soit pas vaine, et qu'elle lui procure, en sus des libertés nécessaires au développement de sa personnalité, les possibilités d'exercer

(30) BRY. Les lois du travail industriel et la prévoyance sociale, Législation ouvrière (6^e éd., Paris, Sirey, 1921), p. 916.

pleinement, dans la société, la fonction qu'implique son métier ou sa profession.

Mais, à vrai dire, de telles réformes sont lourdes de conséquences. Ce serait, en effet, se méprendre sur la signification profonde de ces essais d'émancipation féminine, si l'on ne voyait pas en eux des expérimentations fragmentaires devant conduire inéluctablement à la reconnaissance de libertés plus complètes. De toute évidence, il est permis de penser que les lois autorisant la femme à prendre une part active dans la direction d'un syndicat, à participer aux élections consulaires et prud'hommales, à être même conseiller prud'homme, ne sont que des stades par lesquels elle s'initie peu à peu aux affaires publiques et se prépare à l'usage de droits sociaux plus importants et plus généraux, notamment à la participation aux élections municipales et même législatives. La loi qui demain reconnaîtra à la femme la qualité d'électrice ne sera, somme toute, en grande partie, que la résultante de certaines dispositions actuelles de la législation du travail.

Comment admettre, en effet, que la femme puisse être électrice dans le cadre de sa profession, capable même d'être conseiller prud'homme, et qu'elle ne puisse pas participer à la gestion des affaires de la Cité et de la Nation. Et, d'autre part, comment supporter, dans un pays de suffrage universel, que l'ouvrière seule puisse voter ?

On le voit, dans le domaine de la vie publique, comme dans celui de la vie privée, l'émancipation de l'ouvrière est grosse de l'émancipation générale de la femme.

*
**

L'enfant ouvrier, de même que la femme mariée ouvrière, a, lui aussi, du fait de son état de salarié, nécessité une certaine émancipation de la part du législateur moderne. Comme la femme, il avait particulièrement souffert de la législation trop autoritaire du Premier Empire, victime parfois d'un père brutal, tyrannique, qui profitait du pouvoir que lui donnait la loi pour mettre la main sur le salaire qu'il avait gagné.

Toutefois, il est bien certain que les bornes de l'autorité paternelle n'ont pas été autant reculées que celles de l'autorité maritale. Au sujet du salaire, le législateur n'a pas cru devoir accorder à l'enfant la liberté qu'il avait donnée à la femme avec la loi du 13 juillet 1907. Le père demeure toujours l'administrateur légal des sommes dues à son fils mineur de dix-huit ans : il peut les toucher et en disposer, à charge d'ailleurs d'en rendre compte.

Mais cependant, en face de ce principe catégorique, il y a quelques dispositions législatives, quelques décisions jurisprudentielles, qui tendent à libérer, dans une certaine mesure, le salaire de l'enfant mineur de la mainmise paternelle. C'est ainsi que la loi du 20 juillet 1886, sur les caisses des retraites, autorise les enfants à verser à partir de seize ans. De même la loi du 1^{er} avril 1898 (art. 3), sur les sociétés de Secours Mutuel, permet à l'enfant mineur d'y adhérer sans l'intervention de son représentant légal. Enfin, la loi du 20 juillet 1895 (art. 16 et 17) établit que l'en-

fant peut se faire ouvrir seul un livret de caisse d'épargne.

D'autre part, la jurisprudence, protégeant le salaire de l'enfant, a une tendance à refuser aux créanciers du père le droit de saisir-arrêter les salaires dûs personnellement à l'enfant ⁽³¹⁾.

Tout cela est évidemment insuffisant. Aussi y a-t-il lieu de souhaiter une réforme du Code Civil dans un sens plus favorable aux droits de l'enfant. A cet égard, on pourrait, avec fruit, s'inspirer de la loi belge du 10 mars 1900. Cette loi stipule, en effet, que le chef d'entreprise remet valablement au mineur son salaire, sauf opposition du père ou tuteur ; mais si l'intérêt du mineur l'exige, le juge de paix peut, d'office, ou sur la réquisition d'un parent, autoriser le mineur à encaisser la rémunération de son travail et en disposer, ou lui désigner un tuteur *ad hoc*, qui en disposera pour ses besoins.

C'est d'ailleurs de cette loi que s'est inspirée la Commission du travail de la Chambre des Députés, qui a proposé, avec le rapport Chambon, la disposition suivante à insérer dans l'art. 387 du Code Civil : « Le paiement fait par l'employeur à l'employé mineur est valable si le père ou le tuteur n'y a mis préalablement opposition. En cas d'opposition par lettre recommandée ou par voie extra judiciaire, le juge de paix peut, soit d'office, soit sur simple réquisition d'un parent ou d'un tiers et après avoir entendu le père ou le tuteur, autoriser le mineur à recevoir

(31) Voir en ce sens Justice de Paix de Lille, 6 mai 1896; cité par LAMBERT. Essai sur la protection du salaire, 1887, p. 331.

tout ou partie de la rémunération de son travail. » (32).

Le souci d'accorder à l'enfant mineur ouvrier une certaine indépendance, et que cette proposition de loi traduit fort bien, se trouve, par ailleurs, nettement indiqué, dans les lois du 12 *juillet* 1905 et du 27 *mars* 1907, concernant chacune, respectivement, la compétence des juges de paix et conseillers prud'hommes. Dans ces deux lois, en effet, le législateur prévoit que les magistrats compétents, juges de paix ou conseillers prud'hommes, pourront autoriser l'enfant mineur à se pourvoir devant eux, pour toutes les contestations relatives au contrat de travail, sans autorisation du père ou du tuteur (art. 16 de la loi de 1905 et 37 de celle de 1907).

Il faut noter enfin que, d'après la loi du 12 *mars* 120 (art. 4), l'enfant ouvrier de plus de seize ans peut entrer dans un syndicat professionnel sans autorisation paternelle. C'est incontestablement là un progrès, puisque, sous l'empire de la loi de 1884, pour l'enfant comme pour la femme, l'autorisation formelle était nécessaire. Cependant, père et mère ou tuteur légal pourront opposer leur veto à l'entrée de l'enfant dans le syndicat et, d'autre part, celui-ci ne pourra participer en aucune façon à l'administration ou à la direction du dit syndicat.



Ainsi réalisée, l'émancipation de l'enfant ouvrier, comme celle de la femme mariée ouvrière, ne porte

(32) Voir PIC. Traité élém. de législ. indust. (op. cit.), p. 715.

évidemment pas une atteinte irrémédiable aux principes du Code Civil. Sans doute, de sérieux et féconds efforts ont été accomplis pour atténuer les rigueurs les plus notables d'un droit par trop autoritaire, mais cependant, la puissance paternelle et la puissance maritale demeurent toujours comme source de toute discipline dans le groupe familial ouvrier. Malgré les dernières lois qui viennent d'être passées en revue, le père a encore un grand pouvoir sur son fils. Le mari, d'autre part, peut obtenir, de la justice, contre sa femme, la suppression du privilège de libre disposition de son salaire; il peut même, d'ailleurs, de sa propre autorité, lui interdire d'exercer une profession.

Mais, à vrai dire cependant, les mœurs ont ici rempli un rôle important, ils ont devancé le législateur trop timoré parfois dans ses réformes et pratiquement les lois organisant l'émancipation de la femme et de l'enfant ouvrier ont pu jouer pleinement. L'intransigeance du chef de famille qui aurait pu les fausser dans leur application paraît bien ne pas s'être manifestée. Celui-ci, d'une façon générale a admis l'indépendance que pouvait entraîner pour ses enfants ou sa femme l'exercice d'un métier ou d'une profession. Aussi peut-on dire que les lois qui viennent d'être étudiées représentent certainement dans leur réalisation pratique dans la vie de tous les jours plus d'émancipation que ce que pourrait laisser croire un simple examen des textes.

La famille ouvrière, de ce fait, s'est trouvée être un milieu, plein d'intérêt, où des conceptions nou-

velles d'indépendance se sont mêlées à l'idée traditionnelle de puissance paternelle et maritale. Au despotisme du xix^e siècle s'est substituée alors une notion d'autorité plus évoluée, celle d'une autorité admise surtout parce qu'indispensable au fonctionnement du groupe et reposant sur l'adhésion volontaire de chacun.

Une conception libérale de la discipline familiale s'est ainsi élaborée, qui s'impose tous les jours davantage comme étant celle qui convient véritablement aux besoins de la société moderne. « Ce n'est que par la liberté que les disciplines nécessaires peuvent être à la fois rajeunies et ranimées », écrit, en effet, M. Delzons, étudiant l'évolution de la famille française, et il ajoute « Elles n'ont de chance de reprendre quelques vies que si elles sont acceptées. Telle est la règle de ce temps et, à plus forte raison, de celui qui suivra. » (33).

III

Réaliser une certaine émancipation de la femme et de l'enfant ouvrier, adoucir dans leur intérêt l'organisation césarienne de la famille léguée par le Premier Empire, n'a pas été la seule tâche du législateur moderne. Il a fait plus. Il ne s'est pas contenté d'adoucir certains principes du Code Civil, eu

(33) L. DELZONS. La famille française et son évolution (op. cit.), p. 285.

égard aux besoins des classes laborieuses, il a su découvrir en même temps des moyens de droit progressifs et novateurs permettant à la famille ouvrière une vie plus active et plus assurée. Après avoir émancipé, il a su *protéger*.

La loi du 13 juillet 1907, dont il a été question, en est notamment une preuve certaine. Dans cette loi, en effet, le législateur ne s'est pas borné à poser le principe de la libre gestion du salaire pour la femme et d'en fixer l'application; il a voulu aussi, en contre-partie même de cette liberté, instituer les règles de la contribution des époux aux charges du ménage. C'est ainsi qu'après avoir admis pour la femme la libre disposition de son salaire, il n'oublie pas d'établir, que « faute par l'un des époux de subvenir spontanément aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit du travail de son conjoint, une part en proportion de ses besoins » (art. 7). Si le mari dissipe son salaire en dehors de la famille, sa femme, pour l'entretien du ménage, aura le droit d'en saisir-arrêter une partie. De même, si celle-ci ne veut pas contribuer aux dépenses communes, le mari pourra l'y contraindre par le même moyen.

Dès lors, dans une certaine mesure, le salaire se trouvera obligatoirement destiné aux charges du ménage. L'article 7 de la loi de 1907 jouant, le « groupe familial » en lui-même se trouvera protégé contre l'attitude égoïste de l'un des conjoints.

Une loi récente, celle du 7 *février* 1924, fortifie les dispositions de la loi de 1907 en frappant de peines correctionnelles celui qui se refuserait « à fournir une pension alimentaire à son conjoint, à ses enfants mineurs ou à ses ascendants » (art. 1^{er}).

La protection du groupe familial dans son salaire — une des formes de protection les plus importantes évidemment — se trouve par ailleurs fortement établie par une loi antérieure, celle du 12 *janvier* 1895, limitant la saisie-arrêt et la cession du salaire. Le caractère alimentaire du salaire, la situation précaire de la famille ouvrière avaient en effet amené le législateur, dès cette époque, à décider que les salaires ne seraient saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, de même les petits appointements et les traitements faibles de fonctionnaires. La possibilité de cession, au surplus, n'existerait que pour un dixième. Encore faut-il bien remarquer, que si le législateur a permis de saisir-arrêter un dixième, et de faire cession d'un autre, c'est uniquement dans l'intérêt de l'ouvrier, afin de lui conserver un crédit qui, certainement, lui ferait défaut, si le salaire avait été déclaré insaisissable et incessible dans sa totalité.

Cette réforme, d'une importance considérable pour l'ouvrier, et qu'une loi assez récente, celle du 27 *juillet* 1921, n'a fait que renforcer dans un sens favorable à l'ouvrier, constitue, d'autre part, à la bien considérer dans sa signification juridique, un échec sérieux, à un principe capital du Code Civil, à savoir que quiconque s'oblige, oblige la totalité de son patrimoine. « Quiconque s'est obligé personnellement,

dit l'article 2092 du Code Civil, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers présents et à venir. »

La loi sur la saisie-arrêt des salaires, protégeant au moins les sept dixièmes du salaire contre les créanciers de toutes sortes, apporte évidemment une exception importante au principe du droit de gage général du créancier sur le patrimoine de son débiteur. Ici, comme dans bien d'autres endroits, la rigidité des principes du Code Civil a dû fléchir devant des considérations de justice sociale.

D'ailleurs, cette idée de la protection des ressources à caractère alimentaire des ouvriers contre leurs créanciers, n'a pas subi, dans l'évolution juridique actuelle, les restrictions que les juristes dogmatiques souhaitent à toutes les exceptions qui contredisent leurs principes. On y a vu, en effet, un moyen utile de protection de la famille ouvrière et le législateur moderne soucieux d'un droit plus humain s'est efforcé de le développer.

C'est ainsi que dans la loi du 9 avril 1898, au sujet des accidents du travail, il a stipulé (art. 3, al. 3) que les rentes dues à l'occasion d'un accident du travail seraient incessibles et insaisissables. La jurisprudence, dans le même sens, a décidé que le capital substitué à la rente est insaisissable et incessible comme la rente elle-même (34).

D'autre part, le principe de protection d'un certain

(34) Civ., 17 nov. 1908; 21 nov. 1908, Voir CAPITANT et CUCHE, Cours de législ. indust. (op. cit.), p. 393.

capital contre l'action possible des créanciers a eu une conséquence plus générale en aboutissant chez nous à l'adoption d'une institution américaine particulièrement originale, le « homestead » ou bien de famille.

La loi du 19 juillet 1909, qui introduit cette forme nouvelle de propriété dans notre droit, établit que le bien de famille peut comprendre soit une maison ou portion divise de maison, soit à la fois une maison et des terres attenantes ou voisines et exploitées par la famille, la valeur du tout ne devant pas dépasser 8.000 fr. (art. 2). La constitution du bien de famille résulte d'une déclaration reçue par notaire, d'un testament ou d'une donation. Une période de deux mois est prévue pour la publicité de l'acte pendant laquelle on peut faire opposition (art. 6). Enfin, l'homologation et la transcription ayant été faites, le bien de famille devient insaisissable, il ne peut être ni hypothéqué, ni vendu à réméré (art. 19).

Cette loi, uniquement faite au profit des classes pauvres, le chiffre de 8.000 fr. l'indique nettement, agrandit d'une façon sérieuse la série des biens protégés contre l'investissement de l'art. 2092 du Code.

Sans doute, elle n'a pas reçu, dans la pratique, l'accueil que l'on escomptait ⁽³⁵⁾, jusqu'ici, elle n'a encore pu rendre de services, mais toutefois, il importe de ne pas la négliger, car elle montre bien le souci du législateur de venir en aide aux familles

(35) 243 biens de famille seulement, d'une valeur de 4 à 5.000 fr., étaient constitués en 1914, 85 dans les villes, 185 dans les campagnes (P. PIC, op. cit., p. 944).

pauvres, les grands principes du Code Civil dussent-ils en souffrir.



La protection de la famille ouvrière telle qu'elle vient d'être examinée, n'est pas la seule forme de protection dont celle-ci, par une juste réaction du législateur, a pu bénéficier. A côté des diverses lois qui ont été ci-dessus étudiées et qui toutes, on l'a vu, peuvent être épinglées à un article du Code, qu'elles modifient, il y en a une foule d'autres qui, en dehors même des principes du droit classique, semble-t-il, veillent par le fait d'une intervention expresse et continue à la protection de la famille ouvrière.

Alors que la législation individualiste du ^{xix}^{me} siècle n'avait vu, somme toute, dans le mariage qu'une asociation contractuelle et s'était surtout préoccupée de protéger les intérêts particuliers des individus, ces dernières lois, plus spécialement, s'attachent au contraire avant tout à consolider le groupe familial considéré comme la cellule sociale par excellence, et par delà, la protection des classes laborieuses visent des buts plus généraux, l'ordre dans la société et l'avenir de la race.

La cohésion de la famille ouvrière, on le conçoit, est un facteur important de stabilisation de la société. Les travailleurs changeant fréquemment d'atelier, errant d'une région à une autre, abandonnant au besoin femme et enfants, ne rendent que de minces services à la production et sont un véritable danger pour la société; sans attaches, sans famille, ils sont

portés à grossir l'armée de la révolution, et si, par aventure, ils ont des enfants, à les livrer à la misère ou à l'Assistance Publique. Ceux, au contraire, qui peuvent s'adapter à une usine, se fixer dans une famille, deviennent un facteur important de richesse et de paix sociale; ils sont les collaborateurs précieux du patron, les citoyens féconds de la nation.

Pour accroître le développement des familles ouvrières stables et véritablement organisées, le législateur a dû, tout particulièrement, s'occuper de l'habitation, du foyer. La précarité du foyer, en effet, comme on l'a dit, « a une influence directe et mal-faisante sur la mentalité et la moralité ouvrières. Le taudis ne menace pas seulement l'avenir de la race, il pousse l'enfant à la rue, le père au cabaret, tous vers les distractions malsaines. Le chez-soi est un facteur de paix et de sociabilité; il s'ajoute à la personnalité comme un vêtement plus ample ; il inspire aux parents la conscience de leurs devoirs en en traçant le cadre; il est une des formes rares du bien-être moralisateur » (36).

Aussi, dès le 30 *novembre* 1894, une loi intervenait-elle, qui tendait à améliorer le logement populaire, soit par un renforcement des pouvoirs de l'autorité publique en matière d'hygiène, soit par des encouragements de diverses natures donnés à tous les constructeurs de maisons ouvrières, patrons, associations coopératives ou sociétés. De nombreuses lois, dont les plus importantes sont celles du 12 *avril* 1906 et 23

(36) G. SCELLE. Le droit ouvrier (op. cit.), p. 140.

octobre 1912, modifiées par celle du 24 *octobre 1919*, ont amplifié, par la suite, la législation des habitations ouvrières. Elles sont toutes, à l'heure actuelle, codifiées par la loi du 5 *décembre 1922*, qui, déjà, à son tour, tant l'intervention du législateur en la matière est incessante, a été modifiée par celles du 27 *avril 1923* et 6 *décembre 1923*.

Ces lois, dans leur ensemble, visent toutes à accorder aux habitations populaires un statut juridique de faveur, et aux sociétés de construction une aide pécuniaire importante. C'est ainsi que des exemptions d'impôts pour les immeubles à usage d'habitations ouvrières sont prévues pendant douze ans à partir de leur achèvement. D'autre part, des atténuations sont apportées au droit successoral, de telle sorte que l'habitation puisse conserver son caractère familial et sa véritable fonction sociale.

L'indivision de la maison, en effet, peut être maintenue pendant cinq ans, à partir du décès, sur la demande d'un seul enfant. Si le conjoint survivant est copropriétaire de la maison et s'il l'habite au moment du décès l'indivision peut, sur sa demande, être maintenue de cinq en cinq ans jusqu'à son propre décès. De même, elle peut également, s'il y a des mineurs parmi les descendants, être maintenue pendant cinq ans à partir de la majorité de l'aîné des mineurs, sans que la durée totale de l'indivision puisse, à moins d'un accord unanime, excéder dix ans. D'autre part, chacun des héritiers, et le conjoint s'il a un droit de copropriété, a la faculté de reprendre la maison sur son estimation (Loi du 5 déc. 1922, art. 81).

De par ailleurs, le « bien de famille » qui, vu sous un angle quelque peu différent de celui qui a été envisagé précédemment, doit se rattacher au mouvement législatif en faveur de l'habitation ouvrière, bénéficie de dispositions équivalentes (Loi du 12 juil. 1909, art. 18).

Ainsi, on le voit, le désir du législateur de protéger la famille pauvre et laborieuse a été assez fort pour l'amener à porter atteinte au principe de l'indivision, si important cependant dans notre droit successoral. Le besoin a paru si net qu'on a été obligé d'établir dans le domaine qui nous occupe une réglementation que les individualistes repoussent vigoureusement pour la famille en général ⁽³⁷⁾.

Un peu à tort, semble-t-il, car le morcellement que provoquent les règles prohibitives d'indivision suscitent partout, notamment dans les milieux agricoles, des conséquences néfastes : le groupe familial, dans sa cohésion et sa vitalité paraît en souffrir profondément. Aussi de nombreux esprits réclament-ils une réglementation successorale plus favorable à l'indivision. Les dispositions que nous venons d'étudier au sujet du patrimoine des classes laborieuses prouvent, en effet, qu'il est bien difficile de concevoir pour

(37) Pendant la guerre, le législateur a dû décider que les tribunaux pourraient sur la demande de toute partie intéressée ordonner le maintien de l'indivision pendant 2 ans à compter de la cessation des hostilités pour les successions en cours ou nouvellement ouvertes. Il convenait de protéger les droits des héritiers mobilisés qui auraient pu être lésés dans un partage ou une licitation. Mais les individualistes n'ont pas manqué de protester violemment contre cette loi. Voir *Le Temps* (6 novembre 1915) lors de sa proposition. En sens contraire, M. Ch. MAURRAS, dans *L'Action Française* (7 et 13 novembre 1915) (Voir G. MORIN, op. cit., p. VIII).

la famille une importance sociale quelconque sans lui donner une organisation capable de résister aux attaques de l'individualisme de certains héritiers. Ici encore donc, les lois ouvrières qui font effort pour se dégager d'une conception par trop individualiste du droit, apportent un enseignement qu'il importe de ne pas négliger.

Pour accroître le développement des habitations ouvrières modernes, le législateur ne s'est pas contenté d'accorder à celle-ci les faveurs qui viennent d'être examinées ; il s'est préoccupé aussi de soutenir les organisations (sociétés, coopératives, municipalités, syndicats) susceptibles de participer à leur construction.

Les sociétés d'habitations ouvrières conformant leurs statuts au type adopté par l'Administration, jouissent de faveurs considérables. Elles bénéficient d'exemption d'impôts, sont reconnues d'utilité publique, reçoivent des libéralités et ont de grandes facilités pour trouver des fonds, soit auprès des sociétés de crédit immobilier auxquelles l'Etat consent des avances à cette fin, soit auprès des caisses d'épargne, bureaux de bienfaisance, hospices, et aussi de la Caisse des Dépôts et Consignations qui sont autorisés à investir en emprunt ou actions de ces sociétés une fraction de leur actif ou de leurs réserves.

Les communes et les départements, d'autre part, peuvent aider financièrement des sociétés particulières, ou bien encore créer des offices publics d'habitations à bon marché (H. B. M.) qui sont de véritables

établissements publics distincts d'eux-mêmes, mais qu'ils gèrent et subventionnent et auxquels l'Etat fait des avances. Ils ont tout spécialement pour objet l'aménagement, la construction et la gestion d'immeubles destinés à des logements d'ouvriers ou de petits employés, ainsi que l'assainissement des maisons existantes, la création de cités-jardins ou de jardins ouvriers.

Les syndicats professionnels enfin, depuis la loi du 12 mars 1920, peuvent construire eux-mêmes, sur des terrains achetés par eux, des habitations à bon marché, aménager des jardins ouvriers.

Le législateur a donc fait, on le voit, un très louable effort pour assurer à l'ouvrier une habitation saine et confortable ⁽³⁸⁾. Délaissant le « laisser faire » des individualistes, il a voulu hardiment se faire le tuteur des travailleurs et des déshérités. Suivant une excellente méthode, il ne s'est pas contenté d'intervenir lui-même directement, il a su aussi employer l'aide des institutions secondaires — départements et communes — celle des organismes indépendants — sociétés, syndicats... —, associant ainsi plus étroitement la société tout entière à son œuvre d'organisation et de protection.

(38) Le 15 janvier 1925, M. Justin GODART, Ministre du Travail, a exposé à la tribune de la Chambre la politique du gouvernement. Il a rappelé que, de 1907 à 1923, plus de 51.000 logements avaient été édifiés, que fonctionnent à l'heure présente 109 Offices Publics d'H. B. M., 157 Sociétés de Crédit immobilier, 750 Sociétés d'H. B. M. Il a demandé à être autorisé à engager pour les H. B. M. une somme de 40 à 100 millions. Il a déclaré prévoir 207 millions de prêts, se proposant d'ailleurs de demander à la Caisse des dépôts et aux Caisses de retraites ouvrières et paysannes un nouvel effort.

Mais, à vrai dire, le problème du foyer ouvrier n'est, de la sorte, qu'à moitié résolu. La maison n'est pas tout dans la famille. Sans doute saine et claire, elle peut rendre la vie d'intérieur agréable, inspirer des vertus domestiques, mais cependant que deviendra l'existence de la famille, même dans ces conditions, si le travail, inexorablement, dissocie tous les membres du groupe, ne leur permettant de rentrer chez eux que pour prendre leurs repas et dormir, ne leur accordant même pas toujours la simultanéité de ces quelques heures de repos.

C'est à cet inconvénient, qu'a présenté pendant longtemps l'organisation du travail industriel, que les lois du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire, du 23 avril 1919, sur la journée de huit heures, eurent pour but de porter remède.

Le repos hebdomadaire, suivant l'expression très juste de M. Jay, apparaît comme une impérieuse exigence de la famille ⁽³⁹⁾. Il est nécessaire que l'homme ait un jour entier de loisir à passer avec les siens. C'est alors qu'il pourra, en se reposant du travail de la semaine, reprendre véritablement conscience de son rôle d'époux et de père, goûter les joies de la famille et guider l'éducation de ses enfants.

La journée de huit heures, elle-même, a eu en grande partie pour but de renforcer la vie familiale par un accroissement des loisirs quotidiens de l'ouvrier.

C'est pour parachever cette œuvre de protection qu'un projet de loi (le projet Durafour) a été déposé,

(39) R. JAY. La protection légale des travailleurs, 2^e éd., p. 165.

tendant à organiser les vacances obligatoires. Cette institution paraît être, en effet, le complément indispensable et logique du repos hebdomadaire et de la journée de huit heures. Elle assurera à la famille ouvrière pendant quelques jours une vie libre et aisée — le temps des vacances sera évidemment payé. Elle lui permettra de s'échapper de l'agglomération urbaine et d'aller revoir, par exemple, au pays natal, les parents et grands-parents.

On le remarque souvent, dans les milieux ouvriers surtout, le cercle de la famille tend à se restreindre et à ne plus comprendre que les parents et les enfants. Si les premiers disparaissent, les orphelins sont parfaitement isolés. La loi sur les vacances obligatoires aura justement pour but de permettre aux déracinés de retourner au lieu de leur naissance et de resserrer ainsi les liens familiaux.

L'organisation en soi de la famille ouvrière, telle qu'elle vient d'être étudiée, renforcée d'autre part, comme on le sait, par une protection spéciale plus strictement juridique, n'a pas été le seul but du législateur. Il a dû s'attacher aussi à veiller spécialement à sa fonction essentielle, qui est de perpétuer la race. Vaine serait, en effet, la protection de la famille qui ne s'occuperait de l'organisation de celle-ci et qui ne saurait prendre en considération le but pour lequel elle existe et vers lequel doivent converger toutes les activités.

La question de la natalité, si angoissante de nos jours, présente dans les familles ouvrières de nom-

breuses difficultés. Il faut veiller avec assiduité sur la femme, la soutenir dans son rôle de mère, la protéger contre le patron et contre elle-même des excès du travail, entourer de soins sa grossesse, secourir d'autre part la famille que les charges de la naissance peuvent ruiner. De toutes ces préoccupations est né un droit progressif et novateur véritablement inspiré des besoins de la race.

La protection de la femme dans la législation du travail est établie par tout un ensemble de dispositions touffues et complexes. Outre qu'avant la loi de huit heures l'ouvrière bénéficiait tout spécialement d'une limitation de la journée de travail, le législateur a interdit, d'autre part, son emploi à des travaux dangereux, excessifs, nocturnes et souterrains. (*Loi du 2 nov. 1892 et du 30 avril 1909*). Ceux-ci, comme on peut le penser, présentent un danger permanent non point seulement pour la santé et la moralité des ouvrières, mais aussi pour l'avenir de la race.

L'ouvrière en couches plus spécialement a trouvé, dans les lois des 17 juin 1913 et 5 août 1917 (C. T.; L. II, c. IV), une protection certaine. Dans tout établissement commercial ou industriel, quel qu'il soit, il est interdit désormais d'employer des femmes accouchées dans les quatre semaines qui suivent leur délivrance. — Pendant cette période, d'ailleurs, elles ont droit à l'indemnité journalière payée par le département aux femmes en couches. Cette indemnité est versée également dans la période de repos qu'elles peuvent prendre avant les couches, si elles justifient qu'elles ne peuvent travailler sans danger pour elles

ou pour l'enfant. D'autre part, pendant un an après son accouchement, l'ouvrière a droit journalièrement à deux repos supplémentaires d'une demi-heure chacun pour l'allaitement du nouveau-né. Enfin, dans les établissements occupant un nombre suffisant de femmes, l'organisation d'une chambre d'allaitement convenablement aérée et hygiénique est devenue obligatoire (Loi du 5 août 1917).

Nombreux sont les industriels, on doit le dire, qui ne se sont d'ailleurs pas contentés d'avoir dans leurs établissements une simple chambre d'allaitement, mais qui ont pris à cœur de fonder de véritables crèches d'usines avec pouponnières, garderies, etc..., suivant les principes modernes de l'hygiène et de la puériculture. La mortalité infantile a, de ce fait, diminué sensiblement dans les milieux où fonctionnent ces installations. Ainsi, pour ne prendre que ces exemples, à Senone et à Moyenmoûtier, depuis la création de la crèche d'usine aux établissements Vincent, Sonnier et Cie, la mortalité infantile, parmi la population ouvrière, est tombée de 160 décès pour 1.000 enfants nés vivants, à 25. Un résultat analogue a été de même obtenu à Baccarat et à Barentin ⁽⁴⁰⁾.

Un autre moyen particulièrement important de protection de la race est certainement celui des allocations familiales. Ce procédé, dû encore, dans la grande industrie, à l'initiative privée, consiste dans l'organisation d'une « caisse de compensation » groupant les industriels soit d'une même région, soit d'une

(40) Voir L. RIGUAUD. La législation protectrice des enfants du premier âge (Paris, *Action populaire*).

même profession, et ayant pour but de permettre le versement périodique d'allocations par l'employeur au profit de l'employé eu égard à son rôle social, indépendamment de sa capacité technique et de sa productivité, et dont le montant est calculé sur les charges familiales appréciées généralement suivant le nombre de ses enfants mineurs au-dessous de 14 ou 16 ans.

C'est en 1916 que la première caisse de compensation a été fondée. A cette époque, certains patrons grenoblois voulant venir en aide aux ouvriers ayant une nombreuse famille, s'avisèrent que si chacun payait ses ouvriers d'autant plus cher que ceux-ci seraient chargés de famille, chacun aurait intérêt à employer plutôt des travailleurs sans enfant. Mais il suffisait cependant de constituer une caisse commune à laquelle les adhérents feraient leurs versements proportionnels aux salaires payés par eux ; la caisse, elle, servirait des allocations proportionnelles au nombre des enfants. Ainsi devenait possible, par la création d'un organisme nouveau, le secours aux familles nombreuses sans que les célibataires ou les ouvriers sans enfant bénéficient d'une prime à l'embauche.

L'exemple donné par les patrons grenoblois a été suivi dans toute la France par des milliers d'industriels. En juin 1921, on signalait l'existence de plus de 70 caisses de compensation. Au Congrès de Mulhouse, tenu en 1924, au sujet de l'organisation de ces caisses, on constata qu'elles étaient au nombre de

151, avec 9.300 adhérents, servant 128 millions de sur-salaires à 1.100.000 ouvriers (41).

Il faut noter d'ailleurs que des allocations familiales sont servies de même par les compagnies de chemin de fer, les administrations publiques, les grandes entreprises minières et métallurgiques qui, elles, peuvent se dispenser de recourir aux caisses de compensation. Aussi est-il permis de compter qu'aujourd'hui près de 3 millions et demi d'ouvriers et employés peuvent toucher des primes pour charges de famille (42).

D'heureux résultats découlent incontestablement de cette pratique. C'est ainsi que dans la région de Clermont-Ferrand, le nombre des naissances, dans les familles des employés des Etablissements Michelin, qui versent des allocations familiales, est très supérieur à celui relevé dans les autres familles. A Clermont-Ferrand même, pour 1.000 habitants, on a constaté, en 1924, 21 naissances dans les familles Michelin contre 14 dans les familles non Michelin. A Cournon, dans la banlieue, quand il naît 10 enfants dans les familles non Michelin, il en naît 52 dans les familles Michelin (43).

Aussi doit-on souhaiter vivement que le paiement des allocations familiales devienne de plus en plus général. Il y a là un moyen très efficace pour lutter contre la décroissance des naissances et pour redon-

(41) Voir P. PIC, *Traité élém. de législ. indust.* (op. cit.), p. 633.

(42) Voir *idem*.

(43) Voir « Une expérience de natalité », brochure éditée par les Etablissements Michelin, 1926, p. 8.

ner aux familles nombreuses la prospérité à laquelle elles ont droit. C'est pour cela, d'ailleurs, que M. Bokanowski a voulu faire appel au législateur lui-même et a réclamé une loi étendant à tous les corps de métiers le sursalaire familial (44).



D'une façon générale donc, on le voit, tant par ce dernier exemple que par les autres précédemment étudiés, l'organisation de la famille s'est réalisée et tend à se réaliser dans le monde du travail d'une façon toute pratique et expérimentale, et en dehors bien souvent des formules dogmatiques de la législation napoléonienne. A la conception de la famille dans le Code Civil, les lois ouvrières en ont substitué une autre sensiblement différente, plus souple, plus libérale, plus réaliste aussi, c'est-à-dire plus inspirée des véritables nécessités sociales. Un nouveau droit véritablement moderne prend ainsi corps, peu à peu, qui s'affirme chaque jour comme étant dans son esprit, celui qu'il faudra demain admettre d'une façon plus générale.

« La loi nouvelle de la famille, nous fait, en effet, remarquer M. le Professeur Morin, ne devra plus être seulement la loi de l'homme, c'est-à-dire celle du mari et du père; elle sera la loi de tous les individus composant le groupe familial et, notamment, la loi de la femme et la loi de la mère. »

(44) Voir Ch. F., Le sursalaire familial ou allocations pour charges de famille (Questions pratiques, XII, 1920).

« Il faut aussi qu'elle soit la loi de l'espèce. Les règles gouvernant le mariage doivent être dominées par la préoccupation d'améliorer la natalité française au double point de vue du nombre et de la qualité. » (45).

Les lois ouvrières, il faut le reconnaître, ont su, de bonne heure, répondre à cet impératif des conditions modernes de l'existence. Aussi peut-on bien dire qu'au seul point de vue du droit familial, elles ont été à l'avant-garde sur la route vers le progrès.

(45) G. MORIN. La révolte des faits contre le Code (op. cit.), p. VII.

CHAPITRE II

La Propriété

Il est une question qui se rattache étroitement au problème de la famille, le complète et le domine, c'est celle de la propriété. En effet, dans toute société, le sort de l'individu et celui de sa famille ne se trouvent définitivement réglés que quand on a pu déterminer le mode de possession des capitaux naturels et le système de la rémunération du travail. A vrai dire, le problème de la répartition des richesses est essentiel.

Aussi est-ce à lui qu'il convient de s'arrêter maintenant, pour étudier d'une façon rationnelle le rôle de la législation du travail dans les transformations et dans l'évolution du droit.

I

Pour mettre en lumière la contribution des lois ouvrières à une conception nouvelle de la propriété, une précaution paraît devoir s'imposer. Il est utile, semble-t-il, avant d'examiner l'idée moderne de la propriété, de préciser rapidement quelle fut celle des rédacteurs du Code Civil. Elle joue un rôle trop important dans notre législation pour qu'on puisse la négliger. Bien souvent, d'ailleurs, les éléments de transformation de la notion juridique de la propriété qui apparaissent çà et là ne sont, en définitive, que des réactions contre les insuffisances du système napoléonien, réactions qui n'acquièrent par suite leur véritable signification que lorsqu'on les oppose à la conception fort nette et très précise de ce système.

Les rédacteurs du Code Civil, placés devant le problème de la propriété, en donnèrent une solution très stricte. Ils ne se préoccupèrent point d'apprécier la légitimité des appropriations existant en fait et d'en déterminer le fondement. Ils prirent les situations existantes et les déclarèrent intangibles (1). Leurs soins portèrent uniquement sur la réglementation juridique du droit de propriété, sur l'organisation des pouvoirs qu'il devait conférer. Profitant d'un effort d'unification soutenu pendant de longs siècles,

(1) Voir L. DUGUIT. *Les transformations générales du droit privé depuis le Code Napoléon* (Paris, Alcan, 1912), p. 151.

des réformes plus brusques de la Révolution qui, après avoir affranchi l'individu, voulut affranchir la propriété des dernières charges féodales, libérer la terre des redevances qui la grévaient, ils établirent, aidés au surplus par le souvenir du « *dominium ex jure quiritium* » du droit romain, une propriété individuelle simple et franche, à la fois pleine et unique. « La propriété, stipulèrent-ils dans l'art. 544 du Code Civil, est le droit de disposer et de jouir des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements. » Le Code Civil fut ainsi, en même temps que le Code de l'égalité des personnes, « celui de la propriété individuelle considérée comme un droit absolu, exclusif, indéfini » (2).

Cette conception de la propriété se trouva, évidemment, en harmonie parfaite avec les théories individualistes de l'époque. L'individu, d'après elles, devait être tout dans la société, la propriété individuelle remplissait une heureuse fonction puisqu'elle renforçait sa puissance, protégeait sa liberté. C'est bien là ce que reconnaissait le Premier Consul quand il déclarait au Conseil d'Etat : « La propriété c'est l'inviolabilité dans la personne de celui qui la possède, moi-même, avec les nombreuses armées qui sont à ma disposition, je ne pourrais m'emparer d'un champ, car violer le droit de propriété d'un seul c'est le violer pour tous. » (3). La propriété devint

(2) G. MORIN. L'Evolution du droit de propriété (Le Salariat nouveau, X, 1922).

(3) LOCRE, IV, 84.

donc « l'expression et le prolongement de la personnalité humaine » (4). Elle fut, en quelque sorte, la projection de sa puissance sur le plan économique.

Aussi ne devait-elle être que strictement individuelle. Et, en effet, avec le Code, seuls les individus peuvent être propriétaires. La propriété corporative est prohibée, la liberté des fondations entravée (5). Poursuivant la politique de la Révolution, les juristes du Premier Empire craignent la formation des biens de main-morte, redoutent les effets de l'association.

Une exception cependant est faite : les sociétés à but lucratif sont autorisées et réglementées (L. III, T. IX); le Code de Commerce, d'ailleurs, trois ans plus tard, parachève l'œuvre (L. I, T. III). L'Etat craint moins, en effet, ceux qui se mettent ensemble pour gagner de l'argent que ceux qui s'associent, dans un but désintéressé, pour la défense de certains intérêts religieux, scientifiques, littéraires ou philanthropiques.

Cependant, cette exception aux principes de l'individualisme n'atteint pas, à vrai dire, la valeur intrinsèque de la propriété individuelle. A tout considérer, les sociétés civiles ou commerciales, loin de diminuer sa puissance, contribuent au contraire à lui donner un pouvoir personnel qu'elle n'avait pas auparavant. La propriété mobilière prend avec elles une importance considérable : l'actionnaire d'une société anonyme a, grâce à son action, droit à tous les bénéfices,

(4) G. MORIN. L'Evol. du dr. de propriété (article cité).

(5) Voir G. MORIN. La révolte des faits contre le Code (op. cit), p. VIII.

au monopole de la gestion, et, en même temps, ses risques sont limités au montant de l'action même. La théorie de la propriété individuelle absolue, qui avait affranchi le paysan, l'avait rendu pleinement propriétaire de son fonds, fortifie ici la puissance de l'argent, lui attribue des pouvoirs qui lui assureront dans le monde économique la place prépondérante. Aussi a-t-on pu dire de la société par actions qu'elle marquait « le point culminant des droits du propriétaire » (6). Et c'est ce qui explique qu'elle ait été considérée par les économistes de l'école libérale comme la forme définitive de l'organisation industrielle.

Ainsi donc, avec le Code Napoléon, la propriété prit l'aspect d'un droit nettement personnel et absolu. Elle fut, dans le domaine économique, une expression parfaite de l'individualisme, « la manifestation par excellence, suivant M. Duguit, de l'autonomie de la volonté, de la souveraineté de l'individu. » (7). Nul doute qu'elle ait eu sous cette forme son heure d'utilité. Elle convint merveilleusement, en particulier, aux besoins de la bourgeoisie et des petits propriétaires : elle les assura dans leurs conquêtes. Toutefois, une pareille conception ne laissa pas d'entraîner certains inconvénients. En effet, à vouloir trop protéger les droits des propriétaires, on risquait, par contre-coup, de nuire aux non propriétaires qui se trouvaient sans défense devant la toute puissance des possédants. Une société où le droit de propriété est

(6) G. MORIN. L'évol. du dr. de propriété (article cité).

(7) L. DUGUIT. Les transf. générales du dr. privé (op. cit.), p. 153.

absolu et exclusif, sans doute est utile aux riches, mais devient dure pour les pauvres. L'affirmation trop rigoureuse des droits de l'individu favorise les forts mais asservit les faibles.

Aussi, le Code Civil — surtout par son étroite interprétation individualiste du début — s'est-il trouvé, au sujet de la propriété, peu adapté aux besoins de la classe pauvre, peu susceptible d'être pour elle un moyen d'ascension à une condition plus aisée. Il a été, avant tout, le Code du propriétaire, se préoccupant davantage de protéger les droits de celui-ci que de prévoir les circonstances où l'usage abusif de ces droits pourrait entraîner quelque injustice sociale. C'est lui qui a divisé la société en deux classes, les propriétaires et les non propriétaires. « L'une, fait justement remarquer M. Lorin, est barricadée derrière ses droits sans réciprocité de devoirs. L'autre, n'existe pas au regard du Code, puisqu'elle ne possède pas. » (8).

Mais c'était là, à vrai dire, un équilibre bien instable. Aussi, les transformations industrielles du XIX^{me} siècle, provoquant un développement considérable de la classe ouvrière, l'ébranlèrent profondément. Elles rendirent, en effet, plus sensible et plus grave l'inégalité juridique existant entre les propriétaires et les non propriétaires. Elles suscitèrent par suite chez ces derniers le désir très net d'un droit plus soucieux de leurs intérêts, plus conforme à la dignité de la personne humaine. Les revendications de la classe

(8) H. LORIN. Idée individualiste ou idée chrétienne comme fondement du droit (Semaine sociale de Bordeaux, 1909, p. 63).

ouvrière, à qui sa force avait été révélée par sa concentration dans les milieux industriels, surent se faire violentes et provoquèrent, d'une façon assez confuse tout d'abord, mais plus précise par la suite, une atténuation importante des droits de la propriété individuelle dans l'intérêt de la masse des salariés.

Il fallut reconnaître à l'usine qu'une notion de la propriété trop absolue, impliquant seulement des droits sans réciprocité de devoirs, était bien éloignée de la justice, correspondait mal aux besoins réels des ouvriers. Le législateur dut admettre, après bien des tergiversations inévitables parce qu'il lui était évidemment difficile de se libérer des principes du Code Civil, que le chef d'une industrie, par le seul fait qu'il était propriétaire d'un atelier, devait être soumis à certaines obligations inhérentes, pour ainsi dire, au fonctionnement de cet atelier. On édicta qu'il devait subir une réglementation spéciale lorsque l'exploitation était dangereuse ou insalubre. Que, tout particulièrement, il lui incombait de prendre des précautions propres à prévenir les accidents du travail, les maladies professionnelles, et d'indemniser, le cas échéant, les victimes de ces accidents, de ces maladies.

D'autre part, la volonté chez les ouvriers de conquérir les garanties légales de leur travail les ayant amené à réclamer et à obtenir la liberté d'association eut, au surplus, pour conséquence d'amener le législateur à reconnaître pour les associations la faculté de posséder. Avec le syndicat a donc pu renaître la propriété corporative que le droit de

la Révolution et du Premier Empire avait voulu anéantir.

Mais cependant, à tout considérer, ces quelques modifications apportées par les lois ouvrières à la conception de la propriété absolue et individuelle de 1804, ne pouvaient constituer qu'un premier degré de réforme, qu'une première étape de l'ascension lente et douloureuse des non-propriétaires vers une situation sociale meilleure. Elles étaient sans doute utiles pour assurer à ces derniers un minimum de sécurité dans l'avenir, mais malgré ce bien insuffisantes pour les relever de leur condition précaire.

Aussi un autre effort devait-il être tenté par ailleurs. Pour apporter à la classe ouvrière quelques secours sérieux, pour mettre fin à sa longue misère, il apparut qu'il fallait plus qu'adoucir le droit de propriété, l'humaniser; il fallait aussi et surtout le rendre plus accessible. Ménager à l'ouvrier dans le domaine même de son travail, à l'usine, un certain pouvoir de propriété, c'était lui donner le plus sûr moyen d'amélioration de son sort. A l'opposition du propriétaire au non-propriétaire du droit individualiste, aboutissant dans le milieu industriel à celle du capital et du travail, devait succéder, au contraire, une interpénétration, une collaboration.

De ces directives, issues de pensées et d'écoles sociales diverses, la législation du travail a tenté de donner quelques traductions juridiques. Elle a essayé d'inscrire dans le Droit ces desseins généreux d'entraide sociale, d'abord par la création de sociétés coopératives, et tout dernièrement par la première

ébauche de ce « contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises » dont on a pu dire qu'il était « le mythe du jour, la grande chanson qui berce pour le moment l'âme troublée des prolétaires » (9).

Mais avec de telles réformes s'éloigne considérablement l'esprit de 1804. Avec elles le droit de propriété paraît ne plus avoir la même valeur, la même signification. Limité dans son application, et non plus destiné aux seuls individus, mais aussi à des associations, il perd ainsi les caractères principaux que lui avait donnés le législateur du Premier Empire. Alors qu'il avait été conçu à cette époque pour l'exaltation des droits de l'individu, il se trouve, au contraire, asservi, chaque jour davantage aux besoins de la collectivité.

A vrai dire, ce n'est pas seulement avec la législation du travail qu'il a subi cette étrange destinée. Dans les autres disciplines juridiques, en effet, on voit se dégager des décisions jurisprudentielles, des dispositions législatives, les mêmes tendances que celles constatées avec les lois ouvrières. A chaque instant on y découvre des restrictions au droit du propriétaire; tantôt exigées par le juge dans un esprit d'équité, tantôt imposées par l'Etat dans l'intérêt de la société tout entière. Là le droit de propriété est limité en raison de la multiplicité des propriétés individuelles et de leur coexistence pour per-

(9) A. ARNOU. La participation des travailleurs à la gestion des entreprises (Paris, Action Populaire, p. 5).

mettre à chacun un meilleur usage de son droit (théorie de l'abus du droit), ici il est subordonné ou sacrifié au profit de la santé publique, de la sécurité nationale (législation des établissements incommodes, insalubres, dangereux; des exploitations forestières...).

Ainsi donc à la conception individualiste, absolue et exclusive du droit de propriété, tend à se substituer un système dans lequel ce droit est dominé par les nécessités sociales et l'intérêt général.

Mais, par cela même, la nature et la valeur de son fondement se trouvent mises en jeu. Il est difficile, en effet, de concilier toute la législation moderne avec cette idée que la propriété individuelle est « une institution de la nature » ⁽¹⁰⁾, une fin en soi. Une antinomie trop flagrante se manifeste entre le principe et ses soi-disant applications. Une conception de la propriété n'est valable qu'en fonction des lois qu'elle suscite personnellement, de l'évolution juridique qu'elle détermine elle-même. Que ces créations de droit, sous l'influence des phénomènes économiques et moraux, viennent à subir une orientation différente et les principes, eux aussi, devront se transformer. Le dogmatisme d'un système ne peut lutter longtemps contre les forces vives de la réalité : il est nécessaire d'accorder le sens de la norme juridique avec les besoins auxquels elle doit répondre.

Et c'est ainsi que les juristes d'aujourd'hui ont

(10) PORTALIS, Disc. Prélim. LOCRE, I, 181.

été amenés à ne plus considérer la propriété comme une fin en soi, mais « comme un moyen pour atteindre un but qui est d'accroître la richesse générale, de contribuer à l'utilité sociale » (11). La propriété, selon eux, confère sans doute des droits, mais implique aussi des devoirs. Elle doit garantir la liberté de l'individu, mais elle ne doit pas être entre ses mains un instrument de domination abusive. Loin d'être un privilège, elle leur paraît, au contraire, comme une véritable « *fonction sociale* ».

C'est bien là, en effet, la seule explication logique qui puisse être acceptée des diverses lois modernes concernant le droit de propriété. Elle satisfait d'ailleurs entièrement l'esprit. Avec elles les décisions légales ou jurisprudentielles apparaissent dans leur pleine signification, alors que l'empirisme du temps des premières réformes ne la laissait bien souvent qu'entrevoir.

Tout particulièrement la notion de la propriété fonction sociale apporte aux lois ouvrières modifiant à ce sujet le Code Civil leur véritable sens. Elle éclaire sur leur portée réelle et donne par surcroît la mesure des réformes à prévoir pour l'avenir.

En vérité elle ne pouvait que se trouver en harmonie intime avec la législation du travail. C'était elle, au fond, qui avait inspiré les revendications ouvrières du XIX^{me} siècle. Et c'est elle encore qui guide aujourd'hui le législateur dans ses recherches de

(11) G. MORIN. La révolte des faits contre le Code (op. cit.), p. IX.

socialisation de la propriété industrielle. Socialisation qui ne veut pas dire organisation suivant les doctrines collectivistes, mais qui signifie surtout une utilisation de la propriété industrielle de plus en plus soucieuse des intérêts des collectivités qui y sont attachées, et aussi, le plus souvent possible, affectation de cette propriété à des collectivités suivant un système juridiquement organisé.

D'ailleurs c'est cela même qu'il importe d'étudier maintenant en détail, alors que les données de la question ont été établies.

II

Dans l'ensemble des lois ouvrières qui ont joué un rôle notable dans les transformations et l'évolution du droit de propriété, il en est qui peuvent être considérées comme de *simples modifications aux principes du Code*, et qui peuvent par suite s'y rattacher directement, tandis que d'autres, représentant plus particulièrement des *essais de socialisation de la propriété industrielle*, paraissent plus indépendantes, assez éloignées des formules du droit codifié. C'est à chacune de ces catégories qu'il paraît nécessaire de consacrer une étude particulière.

Parmi les dispositions de la législation du travail apportant des modifications aux principes du Code Civil, il convient de s'arrêter tout d'abord à celles

constituant une *atteinte notable au caractère absolu et exclusif de la propriété*.

Comme il a déjà été indiqué, le principe d'absolutisme du droit de propriété devait entraîner de multiples inconvénients dans le monde industriel. « Charbonnier est maître chez lui », proclamait le patron qui prétendait être le chef absolu de son usine et qui n'était pas loin de considérer son autorité comme de « droit divin ». Aussi repoussait-il toute immixtion du législateur dans ses affaires. Et en fait « la législation française ne comptait, il y a trente ans, aucune réglementation d'ensemble de l'industrie inspirée d'une façon sociale, c'est-à-dire destinée à prévenir la personne des travailleurs des risques spéciaux qui la menacent » (12).

Toutefois, il est nécessaire de le noter, le caractère dangereux de nombreuses industries, dès le début de l'ère manufacturière, avait nécessité une surveillance particulière de la part de l'Etat. Le décret-loi du 15 octobre 1810 avait créé à cet effet une sorte de police spéciale des établissements industriels. Mais cependant l'atteinte au droit de propriété du patron y était réduite au minimum. Dans cette loi, en effet, comme le fait remarquer M. le doyen Hauriou, « l'idée essentielle est que l'établissement dangereux reste une propriété privée, mais qu'il est soumis à l'autorisation préalable et à la surveillance de la police. Ce n'est qu'une simple mesure de police prise à l'occasion de l'exercice d'un droit » (13).

(12) P. PIC. *Traité élémentaire de législation industrielle* (op. cit.), p. 400.

(13) M. HAURIOU. *Précis de droit administratif et de droit public*, 9^e éd. (Paris, Sirey, 1919), p. 606.

Du reste, cette disposition légale n'était évidemment pas destinée aux intérêts de la classe ouvrière, elle préservait uniquement les personnes et les propriétés voisines des dangers et des inconvénients des établissements industriels. Elle protégeait le propriétaire d'un jardin qui aurait pu voir la prospérité de ses plants diminuer par le fait des émanations d'une usine de produits chimiques, mais négligeait l'ouvrier de cette usine qui était exposé tous les jours à l'action toxique des produits manipulés.

Cependant, au fur et à mesure que l'industrie se développait et que les hygiénistes prenaient connaissance des dangers de certains travaux (maladies virulentes et infectieuses des verriers, tuberculose des ouvriers des forges et des fonderies, accidents provenant de l'outillage devenu mécanique et à grande puissance), se faisait sentir l'urgence d'une législation imposant aux chefs d'établissements un ensemble de mesures protectrices de la santé et de la sécurité des ouvriers. Il apparaissait qu'il était d'une bonne justice de demander aux industriels de prendre certaines mesures pour parer aux nombreux inconvénients résultant des nécessités de la fabrication : installer, par exemple, des dispositifs propres à préserver les ouvriers des poussières et des vapeurs nocives, isoler les moteurs et les courroies de transmission ; améliorer la propreté des locaux de travail, leur aération, leur éclairage. C'était là, sans doute, des charges sérieuses pour la propriété industrielle, qui pouvaient nécessiter des dépenses notables, mais que pourtant l'intérêt des travailleurs exigeait impérieusement.

La première loi qui, rompant avec les principes individualistes, répondit à ce désir fut celle du 12 *juin* 1893 contenant une législation d'ensemble des établissements industriels tant au point de vue de l'hygiène que de la sécurité des travailleurs. Elle fut suivie par la suite de celles du 11 *juillet* 1903 et du 31 *décembre* 1912 (C. du T. Liv., II, art. 65 et s., 173 et s.), pour ne citer que les principales. D'ailleurs, ces lois ont été complétées par une série de règlements d'administration publique, notamment par ceux du 10 *juillet* 1913, amendés le 29 mars 1914 et le 23 octobre 1917, concernant les mesures d'hygiène et de sécurité applicables dans l'ensemble des établissements assujettis; du 13 *août* 1913 sur le couchage du personnel; du 22 *septembre* 1913 sur la protection des employés affectés aux étalages extérieurs.

D'autre part, les dispositions d'hygiène industrielle limitées tout d'abord à l'industrie manufacturière furent étendues par la suite aux établissements commerciaux (magasins, boutiques), aux entreprises de chargement et de déchargement, aux petites industries de l'alimentation telles que boucheries, pâtisseries, etc... (Loi du 11 *juillet* 1903). La loi du 31 *décembre* 1912 a ajouté à cette liste les cirques et les spectacles.

Il est impossible d'énumérer ou même de résumer ici les innombrables prescriptions qui découlent de ces lois et de ces règlements. Ce serait d'ailleurs inutile et fastidieux. Mais ce qu'il importe de noter c'est que le législateur a dû, dans l'intérêt de la collectivité ouvrière, imposer des « devoirs » multiples et

précis à la propriété industrielle qui bien souvent avait une tendance à ne connaître que des « droits ». Désormais avec les lois sur l'hygiène et la sécurité du travail, le patron n'est plus le maître absolu de son usine, il doit organiser ses ateliers et ses chantiers en conformité avec les instructions gouvernementales.

C'est ainsi que d'après l'art. 16 *bis* du décret du 10 juillet 1913 il est prévu que dans les locaux de travail : « Les escaliers desservant les locaux sont construits en matériaux incombustibles, soit en bois hourdé de plâtre sur trois centimètres au moins d'épaisseur, ou protégés par un revêtement d'une efficacité équivalente. Le nombre de ces escaliers est calculé de manière que l'évacuation de tous les étages d'un corps de bâtiment contenant des ateliers puisse se faire immédiatement. Tout escalier pouvant servir à assurer la sortie simultanée de vingt personnes au plus doit avoir une largeur minimum de 1 mètre; cette largeur doit s'accroître de 15 cm. pour chaque nouveau groupe du personnel employé variant de une à cinquante unités. Une décision du ministre du travail et de la prévoyance sociale prise après avis du comité consultatif des arts et des manufactures peut toujours, si la sécurité l'oblige, prescrire un nombre minimum de deux escaliers ».

Ce seul exemple suffira, sans doute, largement, à montrer la minutie avec laquelle l'Etat intervient pour réglementer l'usage de la propriété industrielle. D'ailleurs, cette intervention est complétée par le contrôle d'un inspecteur du travail, qui a le droit

d'entrer dans les établissements assujettis pour vérifier l'application des lois et des règlements y afférant et procéder aux enquêtes dont il est chargé.

En résumé, avec l'ensemble de la législation sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, on le voit, la propriété perd largement son absolutisme du droit individualiste, pour devenir plus adaptée aux besoins sociaux. Entre les droits du patron et ceux de l'ouvrier, il était nécessaire, en effet, qu'une confrontation s'opérât, et que par suite on se souciât un peu plus des seconds, les premiers dussent-ils en souffrir.

Cette confrontation des droits de l'individu et de ceux de la collectivité était d'ailleurs si nécessaire qu'elle a dû être étendue par la suite de l'usine à la cité tout entière. C'est ainsi que la loi du 15 février 1902 sur l'hygiène et la santé publique a apporté des obligations à la propriété en général et plus particulièrement à la propriété urbaine bâtie, tout à fait analogues à celles déjà appliquées à la propriété industrielle. D'après cette loi, en effet, dans toute ville de plus de 20.000 habitants, le propriétaire qui voudra établir sur son terrain une construction quelconque, sera tenu d'avoir un permis de bâtir délivré par le maire, assurant l'observation des conditions de salubrité prescrites par le règlement sanitaire. Du reste, dans beaucoup de villes le règlement sanitaire est d'une minutie et d'une précision qui égalent pour le moins celles du Code du Travail.

La loi de 1893 ayant porté, dans un but d'hygiène, la première atteinte véritablement importante au principe exclusif de la propriété, les lois qui ont

suivi n'ont pu faire évidemment que développer le principe dont la mise en œuvre dans le domaine industriel avait démontré l'excellence.

D'une façon générale, il résulte donc de ce qui vient d'être dit des obligations du chef d'industrie au sujet de la sécurité de ses employés que celui-ci est légalement tenu de prévenir tout accident ou toute maladie d'origine professionnelle. Il lui incombe, sous peine de sanctions sévères, de prendre des précautions propres à préserver, dans la mesure du possible, l'activité et la santé des ouvriers qu'il emploie dans ses ateliers.

Mais ces précautions, seraient-elles excessives, ne peuvent pas toujours supprimer les accidents. Elles sont quelquefois impuissantes. L'ouvrier, par exemple, est victime d'un événement fortuit que rien ne pouvait faire prévoir, ou bien dans un instant d'inattention fait un geste que raisonnablement il n'aurait pas dû faire et qui lui coûte un bras ou une jambe, ou même la vie. Comment éviter cela? Il est difficile parfois de se garantir contre l'ouragan ou l'inondation. Et quant à l'imprudence de l'ouvrier, elle est presque fatale. Habitué au péril, familiarisé avec des mécanismes dangereux, l'ouvrier est nécessairement porté à les négliger et à omettre parfois certaines précautions même les plus élémentaires. D'autre part, il est des accidents qui peuvent être la conséquence d'un manque de précaution du chef d'entreprise, mais qu'aucune loi ne saurait humainement prévoir.

Il importait donc de ne pas seulement se borner à prévenir les accidents du travail, mais aussi de reconnaître qu'il pouvait s'en produire fréquemment malgré toutes les précautions prises, et, par suite, d'organiser d'une façon spéciale et équitable, la manière dont ils seraient réparés. Aussi, le législateur de la fin du XIX^{me} siècle, poursuivant les réformes déjà accomplies en 1893, décida avec la loi du 9 avril 1898, que les accidents survenus, par le fait du travail ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie, devaient donner droit, au profit de la victime et de ses représentants, à une indemnité à la charge de l'entreprise (art. 1).

Ce système de secours aux accidentés du travail, imposant à la propriété industrielle des obligations considérables, introduisit dans la question de la responsabilité juridique une réforme excessivement importante. Aussi, doit-on l'étudier quelque peu en détail afin de voir comment le législateur a été amené à abandonner le point de vue individualiste pour se rallier à une solution plus sociale, plus soucieuse des intérêts de la classe ouvrière.

Avant la loi du 9 avril 1898, lorsqu'un accident se produisait dans une usine, seul le droit commun pouvait intervenir. Le fait que l'accident atteignit l'ouvrier pendant son travail n'en changeait point la nature. Aussi, la jurisprudence appliquait-elle sans hésiter l'art. 1382 du Code Civil, ne prenant en considération que la responsabilité délictuelle du patron. C'était là, évidemment, la règle logique que nécessitait une conception individualiste du droit. Mais, à

la considérer dans son application pratique, elle présentait de nombreux inconvénients. En effet, avec un tel système, la victime d'un accident du travail ne pouvait prétendre à une indemnité qu'à la condition de justifier d'une faute imputable au patron ou à ses préposés. Elle devait alors entreprendre un procès coûteux et aléatoire. Et bien souvent il lui était malaisé d'établir la faute de son patron, soit qu'il fût assez difficile de la préciser parfois, soit que ses camarades, lors de l'enquête, ne témoignassent pas en toute sincérité, dans la crainte d'être renvoyés de l'usine.

Certains auteurs, constatant l'insuffisance de la théorie traditionnelle en la matière, pensèrent trouver dans une interprétation nouvelle des textes du Code Civil, une solution plus favorable à la classe ouvrière. C'est ainsi que M. Sauzet ⁽¹⁴⁾, en France, et M. Sainctelette ⁽¹⁵⁾, en Belgique, prétendirent simultanément, vers 1883, que la jurisprudence se trompait lorsqu'elle rattachait à l'art. 1382 la responsabilité du patron, et soutinrent que le principe de cette responsabilité devait être cherché dans le contrat de louage de services formé entre les deux parties. Par le fait du contrat conclu, disaient-ils en substance, le patron a le droit d'employer pendant un certain temps l'activité de l'ouvrier, mais il n'est pas libéré vis-à-vis de lui par un salaire, il lui doit au surplus la sécurité. Il doit à chaque instant pouvoir

(14) Voir SAUZET. Responsabilité des patrons vis-à-vis des ouvriers (Rev. Crit., 1883, p. 611).

(15) Voir SAINCTELETTE. Responsabilité et garantie, 1884.

restituer l'ouvrier, le rendre à lui même valide, comme il l'a reçu; si le patron ne rend pas l'ouvrier sain et sauf, il manque à ses engagements et doit réparation, à moins qu'il ne prouve qu'aucune faute ne lui est imputable.

Cette théorie, établissant la responsabilité contractuelle de l'employeur, avait l'avantage sur le système précédent d'aboutir à un renversement de la preuve. Ce n'était plus à la victime à prouver que l'accident provenait de la faute du patron, c'était au contraire au patron, s'il voulait s'exonérer, à apporter la preuve directe du cas fortuit ou de la faute de l'ouvrier.

Cependant, la jurisprudence n'admit pas cette solution. La Cour de Cassation affirma nettement ne vouloir prendre en considération que la responsabilité délictuelle du patron ⁽¹⁶⁾. « La jurisprudence, déclara à ce sujet M. le conseiller Cotelle, n'entend point entrer, quant à la responsabilité des patrons, dans les voies nouvelles où l'ont appelé des publications dont l'ingénieuse hardiesse n'est en rapport ni avec l'esprit, ni avec le texte de la loi » ⁽¹⁷⁾.

Quelques années plus tard, une autre tentative fut faite, qui fonda la responsabilité de l'employeur sur une interprétation toute nouvelle de l'art 1384 du Code Civil. M. Saleilles ⁽¹⁸⁾, à l'opinion duquel se rangea par la suite notamment M. Josserand ⁽¹⁹⁾, sou-

(16) Cass., 31 mai 1886 ; S. 87-1-209.

(17) *Revue pratique*, t. LV, p. 529.

(18) Voir *Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, 1894, p. 660 ; *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, 1897.

(19) *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, 1897.

tint que la responsabilité en matière d'accident du travail devait être considérée comme une conséquence d'un principe plus général de la responsabilité des choses que l'on a sous sa garde. Mais cet auteur n'entendait pas le principe comme l'entendait la jurisprudence. Alors que cette dernière avait coutume de dire que l'art. 1384 n'était qu'une conséquence de l'art. 1382, que l'on n'était responsable que parce qu'il y avait présomption de faute, M. Saleilles estimait que l'on devenait responsable des choses uniquement parce qu'on en était propriétaire, qu'on en avait la garde. « Appelons les choses par leur nom, disait-il; laissons cette idée de faute de côté et disons simplement, ce qui sera plus équitable au point de vue social et plus conforme à l'idée même de la dignité individuelle, que chacun en agissant ainsi court des risques et que par là où un malheur arrive par suite d'un fait volontaire et libre, l'auteur du fait paiera les risques » (20). Ainsi à l'idée de faute se substituait celle de « risque créé ». Le patron était responsable, non parce qu'il avait commis une faute, mais parce que ses machines, son outillage, avaient créé un risque.

Cette théorie marquait évidemment un progrès certain sur les précédentes. Elle aggravait notablement la responsabilité du patron. Désormais celui-ci ne pouvait être mis hors de cause qu'en cas de force majeure ou de faute de l'ouvrier. Au point de vue juridique, abandonnant le principe individualiste de

(20) R. SALEILLES. Les accidents du travail (op. cit.), p. 74.

la responsabilité subjective pour celui de la responsabilité objective, elle se rapprochait nettement de la notion du risque professionnel que devait instituer la loi du 9 avril 1898.

Malgré ce, elle n'était pas pleinement satisfaisante pour les travailleurs, car elle ne pouvait s'appliquer qu'aux accidents provenant d'une façon directe du fonctionnement de l'outillage. Par suite si l'ouvrier avait participé à l'accident, si celui-ci s'était produit pendant une simple manœuvre, le patron se trouvait dégagé : l'ouvrier seul avait agi et seul devait supporter les risques. D'ailleurs M. Saleilles le pensait bien ainsi. « Voici, disait-il, un patron qui remet un outil aux mains d'un ouvrier : cet outil appartient au patron ; mais ce n'est pas une machine qui fonctionne à la vapeur ou à l'électricité : c'est un outil qui ne reçoit son impulsion que de la direction manuelle de l'ouvrier ; direz-vous que si l'ouvrier se blesse en travaillant, le patron sera responsable comme propriétaire de l'outil ? J'espère que la jurisprudence n'irait pas jusque là » (21). De la sorte, si la théorie du « risque créé » amenait, dans un certain sens, à une augmentation de la responsabilité du chef d'industrie, par contre elle restreignait considérablement le champ où elle pouvait être invoquée.

Malgré certains arrêts (22) qui à un moment purent faire croire que la jurisprudence allait se rallier à la théorie du risque créé, celle-ci n'aboutit pratiquement pas. D'une façon générale, la Cour de Cassa-

(21) *Réforme sociale*, 1898, t. I, p. 642 et 643.

(22) Cass., 16 juin 1896, D. 97, I, 432, et note de R. SALEILLES.

tion régla les questions d'accidents du travail d'après le principe de la responsabilité délictuelle.

La doctrine et la jurisprudence étaient donc impuissantes à satisfaire pleinement les intérêts ouvriers. A vrai dire, la solution jurisprudentielle des accidents du travail n'était pas celle qui convenait aux besoins qu'avait fait naître le développement de la grande industrie. Les principes civilistes ne pouvaient manifestement pas s'adapter à la nouvelle fonction qu'on leur demandait. Même en les forçant, en les élargissant outre mesure, on n'arrivait à obtenir d'eux que de maigres services. Ici, comme dans maints autres endroits, les transformations économiques nécessitaient une transformation du droit.

Aussi le législateur qui est intervenu, avec la loi du 9 avril 1898, pour porter remède à ces inconvénients, a-t-il dû se séparer résolument des principes du Code Civil pour faire uniquement une œuvre objective, conçue plutôt d'après une connaissance exacte des besoins auxquels elle avait à répondre, que d'après une déduction dogmatique des principes du droit traditionnel. Et c'est ainsi qu'il a introduit dans notre droit, à l'imitation de nombreuses législations étrangères ⁽²³⁾, un principe véritablement adapté aux besoins du monde industriel, celui du risque professionnel.

Avec lui, il n'est plus nécessaire de rechercher la

(23) L'Allemagne, le 6 juillet 1884, l'Autriche, le 28 décembre 1867, la Norvège, le 23 juillet 1894, l'Angleterre, le 6 août 1897, avaient déjà placé le principe du risque professionnel dans leurs lois.

cause de l'accident, ni de se demander s'il est imputable au patron, à l'ouvrier, à un tiers, ou à un cas fortuit : il n'y a qu'une véritable cause d'accident : le travail. L'accident est un risque professionnel, il naît avec le travail, menace tous ceux qui travaillent et nul, si habile soit-il, ne peut se flatter d'y échapper. Les complications de la vie industrielle sont telles aujourd'hui que fatalement patrons et ouvriers peuvent commettre des fautes, mais, en équité, on ne doit pas s'attacher à la responsabilité délictuelle qu'ils encourent ainsi; à vrai dire il n'y a qu'un seul coupable, et c'est l'entreprise industrielle.

Aussi la loi du 9 avril 1898 a dû décider que l'entreprise exposant le travailleur à certains risques, c'était à elle que devait incomber l'obligation d'indemniser la victime en cas de réalisation du risque, abstraction faite du point de savoir s'il avait été commis d'une part ou d'une autre une faute quelconque.

On a établi cependant une exception pour l'accident dû à la force majeure, et pour celui qui aurait été volontairement causé par la victime elle-même. D'autre part, on a prévu que « la faute inexcusable », soit du chef d'entreprise, soit de l'ouvrier, pouvait entraîner une variation dans la fixation de l'indemnité (art. 20). Mais cette dernière restriction a pratiquement peu d'importance, car on ne la fait servir que très rarement, pour ainsi dire jamais (24).

(24) En 1905, dans un rapport présenté au Congrès des assurances sociales, M. PAULET a exposé les résultats d'observations ayant portée sur les accidents indemnisés par 15 Compagnies d'assurances en 1904. Sur 5058 cas, la faute inexcusable n'a été alléguée en justice que 9 fois : 3 fois par les patrons, 6 fois par

D'une façon générale donc, avec la loi de 1898, du seul fait qu'un accident s'est produit, la responsabilité du chef d'entreprise se trouve automatiquement mise en jeu. Il suffit de prouver que l'accident a eu lieu, qu'il y a une corrélation entre lui et le travail professionnel, pour qu'il donne droit immédiatement à l'ouvrier aux soins médicaux et pharmaceutiques, au paiement d'un salaire de secours, et immédiatement à celui d'une indemnité destinée à réparer, dans la mesure du possible, le préjudice causé par l'accident.

Au point de vue juridique, la loi du 9 avril 1898 marque un point important dans les transformations du droit, elle modifie profondément le principe du Code Civil d'après lequel l'individu n'est véritablement responsable que quand il a causé un dommage à autrui par sa faute. Le chef d'industrie, en effet, par le principe du risque professionnel, se trouve obligé non parce qu'il a commis une faute ou contracté un engagement, mais parce qu'il est le propriétaire de l'exploitation où s'est produit l'accident, et qu'il a été reconnu que cette exploitation était la véritable cause de l'accident. La loi de 1898 consacre ainsi nettement un cas de responsabilité objective. La propriété industrielle n'est plus considérée comme un droit personnel du patron, ne se trouvant en jeu que quand celui-ci a commis une faute, mais bien

les ouvriers. Les juges ne l'ont admise que pour un seul cas. La faute inexcusable n'a donc été retenue qu'une fois sur plus de 5.000 accidents. On peut donc dire qu'elle est une dérogation négligeable au principe du risque professionnel. (Voir CAPITANT et CUCHE, *op. cit.*, p. 342).

comme un organisme propre, pouvant encourir lui-même une véritable responsabilité, et tenu par suite d'en répondre lui-même. Le législateur ne pouvait pas mieux reconnaître que le droit de propriété comportait une véritable fonction sociale.

D'ailleurs, la responsabilité qu'entraîne cette fonction prend avec la loi du 9 avril 1898 un caractère nettement collectif. En effet, elle engage tous ceux qui sont reliés à l'entreprise, patrons et ouvriers, par un même lien de solidarité. Sans doute le législateur s'adresse au patron pour le paiement des indemnités, mais parce qu'il a la direction effective de l'usine, faisant l'avance des frais généraux et les récupérant sur les profits (25). A vrai dire, le risque pèse partiellement sur l'ouvrier, et de ce fait, celui-ci en cas d'incapacité temporaire ne touche qu'un demi-salaire et pour une incapacité permanente ne peut recevoir au plus que les deux tiers de son salaire. Les risques professionnels se trouvent ainsi partagés entre le patron et ses ouvriers. Le patron indemnise la totalité des accidents du travail, même ceux qui en droit civil ne l'obligeraient pas, mais, en revanche de la sécurité qui est ainsi assurée à l'ouvrier, celui-ci devra subir une réduction sur l'indemnité allouée. L'ouvrier qui aurait droit peut-être à une indemnité totale n'en touche qu'une partie pour que ses camarades moins forts dans leurs droits obtiennent aussi un secours. « Chacun consent un sacrifice et la situation du plus grand nombre des intéressés se trouve amé-

(25) Voir J. CHARMONT. Les transf. du Dr. Civ. (*op. cit.*), p. 253.

liorée » ⁽²⁶⁾. Ainsi, il n'est plus question des droits individuels, exclusifs et absolus de la conception individualiste, mais bien d'une organisation juridique soucieuse de correspondre aux liens de solidarité qui unissent les hommes dans la réalité sociale.

Au demeurant, le principe du risque professionnel et la répartition des secours en proportion des intérêts communs comportent des conséquences que le législateur n'a pas développées tout d'abord, mais qui ont été introduites par la suite dans notre législation, et qui n'ont fait qu'amplifier le principe de solidarité que l'on aperçoit déjà très clairement dans l'œuvre de 1898.

Une conséquence logique, primordiale, du principe du risque professionnel, semble bien être que celui-ci doit être étendu à toutes les entreprises, pour tous les accidents. La loi de 1898 — par un souci évident de ménager certaines entreprises — n'avait pu cependant l'appliquer qu'à un nombre limité d'industries (manufactures, mines, carrières, fonderies, forges). Mais depuis, de nombreuses lois sont intervenues qui ont toujours augmenté le champ d'application de la législation spéciale des accidents du travail. Ce sont celles du 30 *juin* 1899 pour les exploitations agricoles à « moteurs inanimés », du 12 *avril* 1906 et 15 *juillet* 1914 pour les entreprises commerciales et forestières, du 15 *décembre* 1922 pour les exploitations agricoles en général, et du 2 *août* 1923 pour les gens de maison. D'autre part, la loi du 18 *juillet* 1907

(26) J. MAGNAN DE BORNIER. L'individu, l'Etat et le Syndicat (*Thèse de Montpellier*, 1921).

donne à tout employeur non assujetti à la législation sur les accidents du travail la faculté d'y adhérer pour tous les accidents qui peuvent survenir à ses ouvriers, employés ou domestiques, par le fait ou à l'occasion du travail.

Ainsi, le principe du risque professionnel tend à s'appliquer à tous les travailleurs en général et à devenir le droit commun des relations d'employeurs à employés. D'ailleurs, il suit la même évolution dans tous les pays civilisés (27), et notamment est arrivé en Angleterre à être appliqué obligatoirement à peu près à tous ceux qui travaillent pour le compte d'autrui (28).

Cependant, l'œuvre commencée en 1898 ne s'est pas seulement développée en largeur, pour ainsi dire, mais aussi en profondeur. C'est ainsi que le législateur, éclairé par les recherches de la science médicale, en est venu à accorder à certaines maladies d'origine professionnelle les mêmes secours qu'aux accidents du travail. La loi des finances de 1911 (art 139) a reconnu comme devant être assimilé aux accidents du travail l'ankylostomiase des mineurs. La loi du 25 octobre 1912, posant d'une façon plus explicite le principe d'indemnisation des maladies d'origine professionnelle, a ajouté le saturnisme et l'hydrargisme. Le législateur s'en tient là aujourd'hui parce qu'en l'état actuel de la science médi-

(27) Voir SAGHET. *Traité théorique et pratique de la législation des accidents du travail*, 5^e éd., t. I, p. 25.

(28) CARPENTIER. *La législation anglaise sur les accidents du travail* (Thèse, Paris, 1909).

cale, il ne lui est peut-être pas possible de faire plus, mais il est bien certain que la liste s'allongera, quand les progrès de la science le permettront.

Au risque accident et au risque maladie que l'on vient d'étudier, il n'est pas inutile de rattacher d'autres risques tels que le risque invalidité et le risque vieillesse par exemple. L'assimilation est parfaitement logique. Du reste, on voit dans les législations étrangères qui ont une organisation complète d'assurances sociales l'invalidité et la vieillesse protégées elles aussi, comme l'accident et la maladie, par une contribution respective du patron et de l'ouvrier, renforcée dans une certaine mesure par l'Etat. Le principe de solidarité étudié avec la loi de 1898, prend avec ce système une importance considérable puisqu'il devient assez fort pour secourir le salarié dans les principales circonstances pénibles de son existence, et que, d'autre part, il englobe dans l'œuvre de solidarité la nation tout entière. Cela est évidemment une charge extrêmement lourde pour la propriété. En Allemagne, la production (patrons et ouvriers liés solidairement) était imposée de ce fait, avant 1914, de 700 millions de marks. En Angleterre, la charge paraît peser plutôt sur la propriété générale, et frappe surtout la richesse acquise plutôt que la propriété en voie de formation (29).

S'il n'y a pas en France une organisation centralisée et complète des assurances sociales, il existe pourtant des créations fragmentaires qui nécessitent

(29) Voir FUSTER. Les charges de l'assurance : ouvriers allemands et ouvriers anglais (*Bull. Ass. Soc.*, 1912, p. 68).

de la part du patron une contribution notable et qui sont autant de surcharges pour la propriété industrielle. Ainsi, le système d'assurance obligatoire des mineurs contre, la maladie, la vieillesse et l'invalidité (*lois des 29 juin 1894, 25 février 1914, 29 mars 1919, 9 mars, 30 avril et 6 août 1920, 20 juillet 1921*), exige de la part de l'exploitant un versement mensuel de 2 % du salaire des ouvriers; versement égal à celui de ceux-ci. De même, l'organisation des retraites des fonctionnaires civils et militaires, des employés des chemins de fer (*lois des 21 juillet 1909 et 28 décembre 1911*), des marins (*lois des 29 décembre 1908, 14 juillet 1909, 5 octobre 1912 et 21 mars 1920*), exige une contribution de la part de l'Etat-patron jumelée avec celle de l'intéressé. D'une façon plus générale, la loi du 5 avril 1910 (amendée le 27 février 1912 et le 18 avril 1922) sur les retraites ouvrières et paysannes assujettit à la fois le patron et l'ouvrier à un versement mensuel. Elle prévoit d'ailleurs, elle aussi, la contribution de l'Etat pour le paiement des indemnités associant la nation tout entière à cette œuvre de solidarité.

Le projet de loi sur les assurances sociales qui a été voté le 8 avril 1924 par la Chambre des Députés établit que les assurés verseront une cotisation égale à 5 % du salaire moyen, la contribution patronale sera équivalente. Aussi plusieurs commentateurs autorisés du projet estiment-ils que la charge imposée à l'Etat et aux industriels sera très lourde ⁽³⁰⁾.

(30) Voir le rapport GRINDA, Ch. des D., Doct. Parl., 31 janvier 1923, N° 5505; GANACHON. Le rapport Grinda (Questions pratiques, 1924, p. 91 et s.).

En résumé, comme on le voit, tant au sujet de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, que du risque professionnel et des assurances sociales, le législateur moderne n'a pas hésité à imposer à la propriété industrielle de multiples et importantes obligations. D'autre part, si on ajoute à celles-ci les charges — étudiées dans le chapitre précédent — que bien souvent certains patrons s'imposent bénévolement dans l'intérêt de leurs ouvriers, on est fondé à affirmer que la propriété industrielle, plus que toute autre semble-t-il, s'est éloignée de la conception exclusive de l'individualisme pour devenir de plus en plus organisée en fonction d'un rôle social qui s'impose à elle.

Certes, avec les seules réformes qui viennent d'être étudiées, aucune révolution profonde ne s'est encore produite, le patron demeure toujours le chef, mais cependant ses droits moins absolus sont contrebalancés par de nouveaux devoirs. En toute chose sa volonté personnelle se trouve limitée par l'intérêt général. Et ainsi la propriété apparaît de plus en plus dépouillée des prérogatives qui seraient par trop contraires à la justice sociale, de ce qui pourrait faire d'elle, suivant l'expression anglaise, une « nuisance ».

La valeur sociale de la loi du 9 avril 1898 et de ses dérivés une fois dégagée, il reste cependant un second point à établir pour mettre en lumière toutes les qualités novatrices qui sont en elles,

Le système inauguré en 1898, outre qu'il contribue à fortifier la notion de propriété fonction sociale, présente au surplus, en effet, la particularité d'introduire dans notre droit, au sujet du problème de la responsabilité civile, une solution nouvelle, celle du *risque*. Il y a lieu donc d'examiner si cette solution a été seulement appliquée dans le domaine industriel ou si, suivant un processus déjà rencontré, elle a été également utilisée dans le droit commun, à côté ou à la place du système traditionnel de la faute.

A dire vrai, l'importante question du risque et de la faute dépassé largement les limites qui ont été ici posées. Mais, encore que ce problème se rattache à des considérations étrangères à ces pages, on ne saurait cependant le passer sous silence, et s'empêcher de noter rapidement les principaux points d'un mouvement de doctrine et de jurisprudence qui, ayant pris naissance au sujet d'une loi ouvrière, ne saurait nous laisser indifférent.

A l'époque où fut votée la loi de 1898, le courant d'idées qui créa la théorie du risque ne semblait pas vouloir s'arrêter au domaine industriel. Divers auteurs tendaient à éliminer de notre droit le principe de la faute pour lui substituer celui du risque. MM. Saleilles et Josserand, notamment, menaient campagne dans ce sens là ⁽³¹⁾. Un projet de loi fut même déposé, qui établissait une rédaction de l'art. 1382 du Code Civil conforme à la doctrine nouvelle ⁽³²⁾.

(31) R. SALEILLES. Accidents du travail et resp. civ. (op. cit.); JOSSERAND. De la resp. des choses inanimées (op. cit.).

(32) Doc. Parl., 1902, p. 770.

Faisant écho à cette doctrine, la jurisprudence sembla, un temps, lui donner raison ⁽³³⁾. Mais un arrêt de la Chambre des Requêtes du 25 mars 1908 vint mettre fin à ces innovations. Il reconnut d'une façon formelle que le propriétaire d'une chose n'est responsable des dommages causés par elle qu'autant qu'il existe à sa charge une faute ⁽³⁴⁾.

En fait, cet arrêt, bien que reconnaissant la théorie traditionnelle, y apportait cependant un changement notable par la confirmation de certaines tentatives jurisprudentielles précédentes. Tandis, en effet, qu'au début de l'application du Code Civil, alors qu'il n'était point encore question de la théorie du risque, les tribunaux exigeaient que la faute du propriétaire fut établie par la victime, ils admirent par la suite (Cass., 16 juin 1896), que la responsabilité du propriétaire peut être présumée et que son adversaire n'a pas à la prouver ⁽³⁵⁾. La responsabilité du propriétaire, disent ces arrêts, est mise en jeu à cause de la garde qu'il a de sa chose, et si celle-ci est domageable c'est qu'il y a eu négligence, faute dans la surveillance qui lui est assignée. C'est là le principe nouveau de la présomption de faute, avec, pour conséquence directe, le déplacement du fardeau de la preuve, principe évidemment peu conciliable avec les textes du Code.

Cette attitude de la jurisprudence, qui fut définiti-

(33) Trib. civ. de Lannion, 5 décembre 1905, D. 1906-2-249 ; Bourges, 15 janvier 1906, D. 1906-2-250.

(34) D. 1909, I, 73 et s. 1910-1-17.

(35) D. 97-1-433 et s. 97-1-17.

vement consacrée par l'arrêt de 1908, provient des efforts qui avaient été faits avant le vote de la loi sur les accidents du travail. La Chambre civile avait alors renversé la charge de la preuve pour établir la responsabilité du patron dans les accidents professionnels alors que la théorie de la faute n'avait pas pu donner une solution équitable de la question. Au fond, la loi de 1898 une fois votée, cet expédient momentané aurait dû être abandonné, l'entorse à la théorie classique réparée. Mais il n'en fut rien. Le renversement de la preuve, imaginé d'abord pour les conflits ouvriers, demeura ensuite dans le droit commun.

Aussi, lorsque la plupart des juristes s'accordent pour penser que la Cour de Cassation est restée fermement attachée à la théorie traditionnelle, est-il possible de faire quelques réserves. Qu'est-ce au juste, en effet, que cette théorie qui met les risques à la charge du propriétaire, non pas, dit-on, parce qu'il est propriétaire, mais parce qu'on veut présumer qu'il a commis une faute, sans l'avoir même entendu ? Comme MM. Cézar-Bru et Morin l'on dit, « on a le droit de faire supporter à chacun les conséquences de son activité. On n'a pas le droit de présumer une faute, un manquement à la morale individuelle » (36). A la vérité, sous le couvert de la faute, on applique ici la théorie du risque (37), sans doute atténuée et pas

(36) Ch. CÉZAR, BRU et G. MORIN. La faute, le risque, l'abus du droit (*Annales des Facultés de Lettres et de Droit d'Aix*, 1906, p. 80).

(37) Voir P. DE LAGARDE, La responsabilité civile et l'assurance (*thèse de Montpellier*, 1925). Voir : Le risque en droit romain,

aussi brutale que dans la loi de 1898, mais d'une façon très nette cependant. Le propriétaire qui doit supporter la responsabilité des risques créés par sa chose, voit, en effet, tout comme en matière d'accident du travail, sa responsabilité mise automatiquement en jeu, dès qu'il y a dommage, sans que la victime ait à prouver une faute quelconque. Il peut s'exonérer, il est vrai, de toute responsabilité, en prouvant que l'accident a eu pour cause un cas fortuit, une force majeure ou tout autre cause qui lui est étrangère, mais c'est là un moyen de protection quelque peu dangereux et en tout cas plein d'inconvénients.

En résumé donc, il paraît bien qu'il serait inexact de penser que les théories nouvelles n'ont pas influé sur le développement jurisprudentiel de ces dernières années. En matière de responsabilité du fait des choses, les tribunaux, on le voit, ont établi un système nettement contraire aux principes de 1804, aux textes même du Code, et visiblement inspiré de la théorie du risque.

Non moins significative se trouve être la jurisprudence administrative. La théorie traditionnelle de la faute a subi devant le Conseil d'Etat comme devant la Cour de Cassation des modifications notables et parfois même des éclipses. Les tribunaux administratifs n'ont pas hésité, dans certains cas et à certai-

dans l'ancien droit et dans le code. L'application du risque sous le couvert de la faute, p. 107 et s.

nes époques, à fonder la responsabilité de l'Etat sur la notion de risque et non sur celle de faute.

Dès 1895, en effet, un arrêt célèbre, rendu dans l'affaire Cames, faisait état de la théorie du risque ⁽³⁸⁾. Puis, cependant, un certain temps passa ensuite, pendant lequel le Conseil d'Etat semblait s'être repris. En 1905, par exemple, malgré la vogue en faveur du risque, un arrêt très net reprenait l'idée de faute. « Ce qui fait que l'on s'étonne de voir survivre ici l'idée de faute, écrivait à ce sujet M. Hauriou, c'est que depuis un certain nombre d'années on s'était habitué à considérer la responsabilité de l'administration comme fondée sur les idées d'accidents et de risque professionnel » ⁽³⁹⁾.

C'est sur ces idées que le Conseil d'Etat revient enfin en 1919 avec un arrêt rendu au sujet de l'explosion d'un dépôt de munitions ⁽⁴⁰⁾. La notion de risque réapparaît alors, se substituant totalement à celle de la faute. Il eut été facile pourtant, dans cette affaire, de trouver une faute à la charge de l'Etat. On n'en fit rien. On alloua à la victime une indemnité pour la seule raison que « l'explosion qui s'est produite en dehors de tout fait de guerre, dans le magasin de grenade, organisé sommairement, engage, indépendamment de toute faute, la responsabilité de l'Etat ». On ne peut mieux dire pour marquer l'acceptation de la théorie du risque. Aussi M. Hauriou ayant cherché en vain la source de cet

(38) 21 juin 1895, S. 1897, 3-33 et note de M. HAURIOU.

(39) 16 septembre 1905, S. 1906, 347 et note de M. HAURIOU.

(40) 28 mars 1919, S. 18-19-3-25 et note de M. HAURIOU.

arrêt dans une théorie administrative a été amené à écrire que « l'inspiration de notre arrêt ne provient pas de la théorie administrative des inconvénients du voisinage; elle vient d'ailleurs — dit-il — et il n'est pas difficile de voir que c'est de la législation des accidents du travail; elle dérive visiblement de la théorie du risque ».

La même origine se retrouve trois ans plus tard dans une affaire Couetias contre Etat, au sujet d'une émeute dans les possessions tunisiennes du requérant (41). Ici, à nouveau, la théorie du risque paraît se substituer à celle de la faute. L'Etat se trouve responsable, non du fait d'une négligence commise par ses agents, mais parce qu'il lui incombe une certaine responsabilité inhérente à sa nature.

Certains auteurs protestent, il est vrai, contre cette décision, voulant y voir plutôt le perfectionnement d'une jurisprudence de guerre et d'émeute qu'une confirmation du principe de la responsabilité objective (42). Mais l'arrêt n'en subsiste pas moins, indiquant bien nettement qu'il est des cas où les garanties de la théorie classique sont insuffisantes et où l'exigence de l'équité appelle l'application de la notion de risque.

En définitive donc, il ressort bien de cet examen, forcément rapide, de la jurisprudence élaborée depuis un quart de siècle, tant par la Cour de Cassation que par le Conseil d'Etat, au sujet du problème

(41) 10 juin 1922, S. 1923-3-57 et note de M. HAURIOU.

(42) Voir en ce sens M. HAURIOU dans sa note au S. 1923-3-57.

de la responsabilité, que si toutefois la théorie du risque ne s'est pas substituée à celle de la faute d'une façon complète, comme l'avaient souhaité certains auteurs, il n'en est pas moins vrai qu'elle a contribué à un élargissement considérable de la notion de faute, là même où celle du risque n'a pas été préférée.



Ce fut — on l'a vu — le second caractère de la propriété napoléonienne, que d'être nettement individuelle. Les juristes du début du XIX^{me} siècle voyaient en effet dans toute propriété collective une source de dangers redoutables pour l'ordre public. Des associations possédant de grandes richesses pouvaient devenir les rivales de l'Etat, contre-balancer son influence, favoriser la suprématie de certains groupes. D'autre part, une trop grande accumulation de richesses immobilières, de « biens de mainmorte », pouvait nuire à la vie économique en l'appauvrissant, léser le fisc en le privant de droits importants de mutations. Aussi la formation de toute propriété collective devait-elle être sérieusement entravée, et rigoureusement surveillée dans les cas indispensables où il fallait l'admettre. Pendant longtemps une autorisation gouvernementale, donnée en principe par un décret du chef d'Etat, rendu dans la forme des règlements d'administration publique (Loi du 24 mai 1872, art. 8 et 13; Décret du 21 août 1872, art. 5), fut nécessaire pour la formation de toute

association, et pour que celle-ci put, dans une certaine mesure, disposer d'un patrimoine collectif.

La première loi qui, rompant avec ce principe, donna une forme assez large de la liberté d'association, fut assurément celle du 21 mars 1884, sur les syndicats professionnels. Sans doute, déjà auparavant, les sociétés commerciales étaient douées de personnalité sans autorisation gouvernementale, de même aussi les associations syndicales de propriétaires (Loi du 21 juin 1865), mais elles bénéficiaient de cette faveur uniquement parce qu'elles avaient un but essentiellement lucratif. Le gouvernement, comme on le sait, ne s'est jamais trop inquiété de ceux qui se proposent surtout de gagner de l'argent, et a toujours voulu faire une distinction entre les sociétés à but lucratif et les associations sans but lucratif.

D'ailleurs, avec la loi de 1884, le principe de la liberté des associations n'entraîne pas encore pour celles-ci de grandes facilités de posséder. Le législateur toujours soucieux d'empêcher la reconstitution de biens de mainmorte et redoutant l'influence de syndicats trop riches, dispose, en effet, dans l'art. 6, que ceux-ci « ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle ». Seule la faculté de posséder des biens mobiliers est sans limite, et pour cela le syndicat est habilité à recevoir sans autorisation les dons et legs; cependant un contrôle postérieur est prévu sur la nature de cet enrichissement (art. 8). Enfin, il

faut noter que les unions de syndicats ne peuvent posséder aucun immeuble (art. 5).

La loi du 1^{er} avril 1898 organisant les sociétés de secours mutuels semble, elle aussi, assez dominée par la crainte de la reconstitution des biens de mainmorte. Les sociétés libres ne peuvent recevoir que des dons et legs mobiliers, et ne posséder que les immeubles affectés à leurs services (art. 15). Quant aux sociétés « approuvées », si elles ont une capacité de posséder plus étendue, elles sont, en retour, soumises à un contrôle sérieux de la part du gouvernement.

D'autre part, la loi du 1^{er} juillet 1901 établissant la liberté d'association sous une forme générale, après que l'expérience en avait été faite partiellement avec la loi de 1884, marque, elle aussi, la prudence, au sujet de la formation du patrimoine collectif. Les associations, en effet, ne peuvent posséder que les immeubles nécessaires à leur fonctionnement (art. 6 pour les ass. déclarées et art. 11 pour celles reconnues d'ut. publi.). Et seules les associations reconnues d'utilité publique peuvent recevoir des libéralités.

Cependant, le souci d'empêcher la reconstitution des biens de mainmorte dont l'accroissement indéfini, disaient certains, devait entraîner de graves perturbations dans le domaine économique et présenter un danger politique pour l'Etat, a disparu peu à peu. Au fur et à mesure que la conception individualiste du droit s'est trouvée battue en brèche par les principes nouveaux de solidarité et de la fonction sociale

de la propriété, on s'est rendu compte qu'il était possible de demander à certaines formes de propriété collective de jouer un rôle utile dans la société.

Les individualistes, pour assurer la suprématie de l'individu, avaient fait disparaître tous les intermédiaires entre lui et l'Etat. Ils avaient voulu qu'il fut tout. Or, il ne fut rien. Isolé, il s'est trouvé dans une misère profonde. Et si l'ouvrier, en particulier, a pu améliorer sa condition, c'est surtout en grande partie grâce à l'entr'aide, à l'association, brutale et cahotique dans la coalition et la grève, juridiquement organisée dans le syndicat ⁽⁴³⁾.

Il importait donc de ne pas méconnaître la valeur sociale des associations et des syndicats. L'Etat ne peut pas répondre à tous les besoins collectifs, et c'est le rôle des organismes intermédiaires entre lui et l'individu que de les satisfaire. Mais pour leur donner le moyen de remplir pleinement leur rôle, il était nécessaire d'abandonner les craintes erronées des biens de mainmorte, et d'accorder aux associations des facultés assez larges d'acquérir. « En donnant aux groupements syndicaux la possibilité d'acquérir d'où découle, logiquement, un sens plus averti des responsabilités, nous travaillons à la paix sociale — dit à ce sujet M. Chéron dans un rapport au Sénat. — L'une des raisons pour lesquelles le mouvement syndical est insuffisamment développé en France au point de vue du nombre des syndiqués, en même temps que trop souvent il prépare

(43) Voir BARTHÉLEMY-TERRAT. Du régime de la propriété dans le Code civil (Livre du Centenaire du C. civ., t. I, p. 226).

des conflits au lieu de les prévenir, est que les syndicats, à de rares exceptions près, ne possèdent rien et se trouvent dans l'impossibilité de se constituer un patrimoine immobilier » (44).

Ces considérations parurent décisives au Parlement qui établit avec la loi du 12 mars 1920 la « pleine capacité pour les syndicats d'acquérir sans autorisation, à titre gratuit ou à titre onéreux, les biens meubles ou immeubles » (art. 5). Au surplus, il fut décidé que les immeubles et objets mobiliers nécessaires aux réunions, aux bibliothèques, aux cours d'instruction professionnelle seraient insaisissables (art. 6).

C'est là, on le voit, la possibilité pour les syndicats professionnels de créer un *patrimoine collectif* de la plus grande importance et nettement privilégié. Avec cette loi disparaît donc en partie de notre droit, la suspicion qui pesa pendant si longtemps sur la propriété collective. Désormais, le législateur a compris le rôle fécond qu'on pouvait obtenir de l'association non seulement des hommes, mais aussi des capitaux. Et par suite la notion de la fonction sociale de la propriété prend une nouvelle importance.

Une fois de plus, les lois ouvrières se trouvent ainsi à l'avant-garde dans l'évolution juridique. C'est avec la loi de 1884 que la liberté d'association est introduite dans notre législation. C'est avec celle de 1920 que le patrimoine collectif de l'association prend une véritable importance. Aussi est-il possible de

(44) Rapport Chéron, Sénat, 15 mars 1917 (*Doc. Parl.*, n° 81).

penser, semble-t-il, que comme la loi de 1884 celle de 1920 fait l'expérience dans un milieu particulier d'une réforme juridique qui prendra un jour un caractère plus général.

Ainsi chemine le droit.

III

Des réformes telles que celles de la loi du 12 mars 1920, perdraient certainement beaucoup de leur importance, si on ne s'attachait à y reconnaître le signe de la volonté chez le législateur de faciliter l'accession du salariat à la propriété. Vue sous un certain angle, la loi de 1920 n'est, en effet, que la continuation d'un effort constant dans notre législation pour amener la classe ouvrière à une situation économique moins subalterne, l'élever un peu au-dessus du régime du salariat, lui assurer une certaine maîtrise dans le domaine propre de son activité.

C'est à cet effort, d'ailleurs plus économique que strictement juridique, qu'il convient de s'arrêter maintenant. On verra, en l'étudiant, que le législateur, pour répondre aux préoccupations d'équité et d'utilité sociale qu'avait fait naître le développement de la grande industrie, ne s'est pas seulement borné à limiter l'absolutisme du droit de propriété traditionnel, mais qu'il a tâché, d'autre part, de poser les bases d'une organisation de la possession des riches-

ses plus en harmonie avec les besoins économiques et moraux de l'époque. A côté des lois réagissant d'une façon directe contre les principes nocifs de l'individualisme, il a su en établir d'autres plus positives et a pu donner ainsi un aspect nouveau aux tendances modernes de la « *socialisation* » de la *propriété*.

Une des premières dispositions par laquelle le législateur facilita d'une façon assez large et durable *l'accession du salariat à la propriété*, et fit effort pour améliorer la condition économique des travailleurs, fut certainement la loi du 24 *juillet* 1867 organisant les sociétés à capital variable (art. 48 à 54).

Cette loi, accordée par Napoléon III à la classe ouvrière pour s'attirer ses suffrages, introduisit à vrai dire dans notre droit un système économique tout à fait étranger à l'individualisme, celui de la *coopération*. On en connaît la technique : il a pour but, par l'association, de satisfaire certains besoins de l'existence des individus associés, qui, par suite de leur médiocre situation dans la société, n'auraient pu y pourvoir, en restant isolés, que dans des conditions désavantageuses. La société coopérative, au moyen du groupement des ressources ou de l'activité de ses membres, se trouve en mesure de rendre à ceux-ci des services pour lesquels ils auront tous coopéré et dont les prix, par suite, seront inférieurs à ceux des mêmes services obtenus dans les conditions ordinaires du marché avec le concours de nombreux intermédiaires. « Le but essentiel de la société

coopérative, écrit en ce sens M. Vivante, est de renforcer la position des travailleurs en face des détenteurs du capital. Elle naît entre les faibles de la conscience d'un besoin et d'une défense commune pour les délivrer du lourd tribut qu'ils doivent payer à la nombreuse famille des intermédiaires parasites⁽⁴⁵⁾.

De la sorte, il peut y avoir des coopératives de consommation où les associés s'adressent directement aux producteurs et obtiennent ainsi des marchandises dont le coût est diminué des taxes successives imposées par les commissionnaires et les revendeurs; des coopératives de production où les ouvriers sont eux-mêmes propriétaires de l'entreprise où ils travaillent et dont ils touchent eux-mêmes tous les bénéfices; ou bien encore, des coopératives de crédit qui permettent de supprimer les gros intérêts exigés par les banquiers ou les prêteurs.

Ainsi, comme on le voit, la coopérative vise avant tout l'émancipation économique de ses membres et leur libération d'une exploitation. Elle permet aux associés d'une coopérative de consommation de se passer du boulanger, de l'épicier; à ceux d'une coopérative de production de se trouver libérés de la domination patronale, ou plutôt, elle les rend eux-mêmes boulangers, épiciers ou patrons suivant le cas et les fait bénéficier des profits que ceux-ci auraient prélevés. Les associés les reçoivent soit par une défaction sur le prix de vente pour la coopérative de

(45) VIVANTE. La pénétration du socialisme dans le droit privé (Questions pratiques, 1903, p. 68).

consommation, soit par une augmentation du salaire pour une association ouvrière de production, ou bien parfois globalement à la fin de l'année proportionnellement à leurs achats ou à leur travail.

Et c'est ainsi que les sociétés coopératives se trouvent différenciées assez nettement des autres sociétés à but lucratif avec lesquelles le législateur de 1867 les a confondues. Sans doute, on peut tout d'abord les distinguer juridiquement en ce qu'elles sont à personnel et à capital variable, mais il importe surtout de noter les différences économiques qu'elles présentent. Alors que les sociétés ordinaires à but lucratif ont pour objet avant tout la rémunération du capital, celui-ci absorbant tout le profit de l'entreprise en même temps que la direction, réduisant le travail au rôle de salarié, les sociétés coopératives, au contraire, suppriment le profit, et, si elles en font, le versent dans les fonds de réserve — qui alimentent bien souvent des œuvres d'utilité sociale — ou le remboursent à leurs associés. Mais, comme on vient de le voir, ces bonifications sont toujours faites en rapport soit des achats, soit du travail, et jamais proportionnellement au nombre des actions de fondations détenues par les sociétaires. Sans doute, les services rendus par le capital peuvent être rémunérés — encore que dans certaines sociétés ils le soient pas — mais ils ne le sont jamais que par le paiement d'un intérêt au taux ordinaire et non par le versement d'un dividende. Ainsi la société coopérative destitue le capital du rôle primordial qu'il

joue dans la société anonyme. Elle lui enlève le droit au profit et le ramène au simple rôle de salarié ⁽⁴⁶⁾.

D'une façon générale, une telle organisation de l'association ne pouvait qu'être favorable aux intérêts ouvriers. Plus qu'aucune autre, semble-t-il, elle devait leur paraître propre à les délivrer de l'état de salariat par l'acquisition de la propriété associée et universalisée ⁽⁴⁷⁾.

Aussi les sociétés coopératives ont-elles acquis dans les classes laborieuses un développement qui est loin d'être négligeable, tout autant sous la forme de société de consommation, de crédit mutuel et populaire que sous celle d'association pour la production.

Les coopératives de consommation, les plus faciles à réaliser, sans avoir atteint chez nous une importance analogue à celle des coopératives anglaises ou belges, sont cependant nombreuses — plus de 4.000⁽⁴⁸⁾ — et contribuent grandement à améliorer l'existence des ouvriers. Sans doute par son entrée dans une société de consommation, l'ouvrier ne sort pas encore de sa condition de salarié, mais il améliore cependant sa situation par les économies réalisées sur les produits alimentaires et par les bonis qu'il touche en fin d'exercice. L'ouvrier coopératiste vit incontes-

(46) Voir Ch. GIDE. Cours d'économie politique (op. cit.), p. 193. Voir encore Ch. GIDE. La coopération, conférences de propagande (3^e éd., 1910), et Les sociétés coopératives de consommation (3^e éd., 1916).

(47) Voir Ch. GIDE. Les institutions en vue de l'abolition du salariat, et POISSON, La république coopérative, 1920.

(48) Voir J. GAUMONT. Histoire de la coopération en France et à l'étranger (Paris, Rieder), p. 51.

tablement mieux et à meilleur compte, toutes choses égales d'ailleurs, que l'ouvrier indépendant. Aussi l'Etat fait-il beaucoup pour faciliter le développement des sociétés coopératives de consommation. Il leur accorde notamment des avances qui peuvent aller pour chaque société jusqu'à la moitié de son actif net (*Loi du 7 mai 1917, art. 10 à 16 et décret organique du 5 septembre 1917*).

Les sociétés coopératives de crédit, elles aussi, ont acquis en France un certain développement et rendu des services aux classes pauvres. Certes, ces derniers ne sauraient être mis en parallèles avec ceux obtenus en Allemagne ou en Italie, mais ils ont su cependant prendre, dans les milieux ruraux tout particulièrement, une importance notable. A l'heure actuelle, 4.000 caisses cantonales fonctionnent au moins, groupant plus de 200.000 adhérents et faisant un chiffre d'affaires qui dépasse certainement 100 millions ⁽⁴⁹⁾. Ici encore, l'Etat ne ménage pas son aide. Il intervient dans les affaires des coopératives de crédit soit par des avances directes, soit au moyen d'organismes intermédiaires qu'il subventionne, tels que les « banques coopératives ouvrières » (*Loi du 18 décembre 1915, art. 16*), les « caisses régionales de crédit agricole mutuel » (*Loi du 25 décembre 1900*).

Les associations ouvrières pour la production, enfin, ont aussi en France une importance notable. Sur ce point d'ailleurs, il paraît bien que notre pays tient

(49) Voir J. GAUMONT. Histoire de la coopération en France et à l'étranger (op. cit.), p. 49.

la tête, même au regard de l'Angleterre ⁽⁵⁰⁾. La France en effet, a été la terre natale des associations ouvrières de production et depuis les expériences de Bucher en 1834 de nombreuses institutions de ce genre ont su naître et se développer. Le Familistère de Guise, les Charpentiers de Paris, l'association des peintres en bâtiment Le Travail, celle des Lunetiers de Paris, en sont les meilleurs exemples. Plus récemment, certaines associations ouvrières n'ont même pas hésité à aborder la grande industrie, telles les verreries ouvrières d'Albi, de Rive-de-Giers, de Saint-Fons et Villeurbanne près de Lyon, la Mine aux Mineurs de Monthieux ⁽⁵¹⁾.

Un tel mouvement en faveur des associations ouvrières de production s'explique d'ailleurs parfaitement. A bien la considérer, en effet, plus que toute autre, cette forme de société coopérative paraît être en mesure de faciliter l'accession du salariat à la propriété. Du fait même que l'entreprise n'appartient plus à un patron détenant à lui seul toute l'autorité et encaissant les profits, mais bien à l'association des ouvriers de cette entreprise, ceux-ci sortent du rang de salarié pour s'élever à celui d'associé et bénéficier de tous les avantages de la propriété industrielle. Une amélioration certaine de leur situation en résulte. Ils touchent en plus de leurs salaires les dividendes des bénéfices. Détenant eux-mêmes la direction de l'entreprise, ils peuvent améliorer les conditions du

(50) Voir C. GIDE. Cours d'Economie politique (op. cit.), t. I, p. 238.

(51) Voir « Les Associat. profess. ouvrières », 4 vol. (publ. de l'Office du Travail).

travail et employer une part des profits à des œuvres d'utilité sociale.

Aussi, désireux de voir se développer cette organisation du travail parfaitement en harmonie avec les directives de sa politique sociale ⁽⁵²⁾, le gouvernement s'est-il montré plein de sollicitude envers les associations ouvrières de production. Sachant que la constitution du capital initial et la marche du début étaient les opérations les plus pénibles de l'entreprise, il a toujours inscrit à son budget une somme importante devant être répartie en avances ou en subventions ⁽⁵³⁾. D'autre part, il leur a réservé une situation privilégiée dans les adjudications publiques : dispense de cautionnement, des formalités d'adjudication par voie de sous-enchère et, s'il y a sous-enchère, droit de préférence à égalité de prix; enfin, paiement des travaux par acompte tous les quinze jours (*Décret du 4 juin 1888 et 5 octobre 1920*). Une loi, celle du 18 décembre 1910, est venue d'ailleurs modifier toutes ces dispositions et renforcer l'organisation juridique des sociétés coopératives de production, dans une sens évidemment favorable aux intérêts ouvriers.

Cependant, il faut bien le reconnaître, malgré le développement important et multiple des sociétés coopératives, malgré les efforts faits par l'Etat pour les soutenir et accroître leur nombre, le système de

(52) Voir A. MILLERAND. La politique sociale sous la III^e République (*Rev. Pol. et Parl.*, 1906).

(53) Pendant longtemps cette somme a été de 375.000 fr. Depuis la loi du 18 déc. 1915, un fonds de dotation de 2.000.0000 est mis aujourd'hui à la disposition des coopératives ouvrières.

la coopération apparaît aujourd'hui comme pouvant difficilement à lui seul tirer l'ouvrier de sa condition de salarié. Certes, les résultats obtenus sont satisfaisants, mais ils ne permettent cependant pas de prévoir la révolution économique que les tenants du coopératisme avaient annoncée tout d'abord. « La coopération, disaient-ils dans une déclaration de l'Union Coopérative et de la Confédération des Coopératives de France (54), a pour but la substitution au régime capitaliste et compétitif actuel d'un régime où la production sera organisée en vue de la collectivité des consommateurs et non en vue du profit; l'appropriation collective et graduelle des moyens d'échange et de production par les consommateurs associés, ceux-ci gardant dorénavant pour eux les richesses qu'ils auront créées ». Or, rien ne permet de prévoir aujourd'hui qu'un pareil résultat pourra être certainement atteint au moyen des sociétés coopératives. Un levier plus fort paraît nécessaire. Les richesses économiques au service des sociétés capitalistes sont trop puissantes pour que ces dernières puissent être vaincues par la seule concurrence coopératiste. La coopération, d'autre part, trouve trop souvent dans sa mise en pratique des difficultés, congénitales presque, — telle par exemple cette tendance antinomique bien connue à la capitalisation — pour prétendre imposer à notre vie économique si complexe, une rénovation totale.

(54) Déclaration rédigée et votée au cours du « Neuvième Congrès extraordinaire de la Coopération socialiste et ouvrière », tenu à Paris le 1^{er} nov. 1912. (Voir J. GAUMONT, *Hist. de la Coop.*, op. cit., p. 67).

Et cela d'ailleurs, la plupart des partisans de la coopération le reconnaissent parfaitement ⁽⁵⁵⁾. Beaucoup ne voient plus, avec Jaurès, dans les coopératives de consommation qu'un simple « laboratoire d'expérimentation sociale », et paraissent bien avoir pour les autres modes de coopération une opinion analogue. « Pas plus que les coopératives de production industrielle ou agricole, les caisses de crédit ne semblent appelées à révolutionner la vie économique » reconnaît, en effet, un historien de l'effort coopératiste, M. Gaumont ⁽⁵⁶⁾.

Mais cependant, si le système de la coopération semble avoir perdu de nos jours son caractère révolutionnaire et ses espoirs d'abolition du salariat, il n'en est pas moins vrai qu'il a pris dans notre société, depuis quelques années surtout, une importance particulière qui, pour n'être point le signe avant-coureur d'une profonde transformation économique et sociale, n'en est pas moins digne d'intérêt. La technique des sociétés coopératives, à vrai dire, ne reste pas aujourd'hui cantonnée dans les milieux ouvriers, mais tend à s'appliquer dans toutes les classes de la société et pour les objets les plus divers.

Avec la guerre principalement, elle a pris une grande importance. Aux armées, pour libérer les soldats de l'exploitation éhontée des marchands, l'administration militaire n'a pas trouvé de meilleurs moyens que de créer des magasins de vente coopé-

(55) Voir le « Manifeste Coopératif » de 1921.

(56) Histoire de la coopération (op. cit.), p. 49.

ratifs. A l'intérieur aussi, ces magasins ont servi, soit comme auxiliaires des municipalités pour la répartition des denrées, soit comme régulateurs des prix de gros et de détail (57). Pendant cette période de crise, la coopérative de consommation s'est révélée comme un excellent moyen de lutte contre la vie chère. Aussi prospère-t-elle depuis, tout autant parmi les populations ouvrières que dans les milieux ruraux ou bourgeois, soit sous forme de magasins de vente, soit encore parfois sous forme de restaurants coopératifs (58).

Dans l'agriculture, d'autre part, les sociétés coopératives sont de plus en plus largement utilisées soit pour la fabrication du beurre, du fromage, soit pour la vente des œufs, des légumes, etc... (59). Les caves coopératives, pour la vinification et la vente, les établissements séricicoles pour l'étoffage des cocons et leur envoi dans les filatures, se multiplient aussi d'une façon notable et procurent aux agriculteurs de sérieux avantages.

Les petits commerçants eux aussi s'associent et forment des coopératives d'achat en gros. Ils trouvent par là le moyen de résister à la grande industrie (60).

Ainsi donc, on le voit, par ces exemples qu'il serait facile de multiplier, la coopération, incontestable-

(57) Voir DAUDÉ-BANCEL. La coopération pendant et après la guerre (*Econ. fin.*, 1916, p. 493).

(58) Voir SAUZÈDE. L'effort de la coopération contre la vie chère (*Parl. et opin.*, IX, 1919).

(59) Voir *Bull. du Bureau des Inst. écon. et soc.*, 1921.

(60) Voir G. MARTIN. Le petit commerce et le progrès économique, 1913.

ment d'essence ouvrière et prolétarienne, « suscitée par les mauvaises conditions faites aux classes travailleuses par l'industrialisme contemporain » (61), tend fortement à se généraliser et à s'appliquer aux genres les plus divers de notre activité économique. Elle n'est plus employée seulement par la classe ouvrière, mais utilisée par tous. Et cela montre une fois de plus combien l'organisation juridique et économique de notre société actuelle s'adapte aux conditions nées de l'avènement du machinisme, procède des créations du droit ouvrier.



Par suite de sa dilution dans tous les milieux et de son apparence de moins en moins révolutionnaire, la coopération a vu un changement se produire dans l'attitude à son égard de la classe des salariés. Ces derniers, en effet, sans mésestimer toutefois l'aide, efficace parfois, de la coopération, ne pouvant plus cependant compter uniquement sur elle pour s'élever à une situation économique meilleure, ont dû, pour se mettre en mesure d'atteindre ce but, la délaissier parfois, réclamer d'autres moyens, élaborer de nouveaux procédés.

Le législateur, fidèle représentant de ces vœux et de ces aspirations, a été par là même amené à introduire dans notre droit des principes nouveaux de socialisation de la propriété.

Il a créé notamment, par la loi du 30 avril 1917,

(61) Voir J. GAUMONT. Hist. de la coop. en France et à l'étranger (op. cit.), p. 50.

un type de société anonyme à participation ouvrière, inspiré à la fois du principe capitaliste et du système coopératif, où le capital et le travail se trouvent associés sans être cependant assujettis l'un à l'autre.

Avec ce nouveau genre d'association d'ailleurs, il ne s'agit plus de la création d'un organisme indépendant opposé aux formes courantes des entreprises modernes, mais bien plutôt de l'introduction au sein même des sociétés anonymes capitalistes, d'une organisation destinée à les transformer peu à peu, à les « socialiser », en les orientant vers une utilisation moins commandée par les intérêts pécuniaires des actionnaires et plus soucieuse des besoins réels des ouvriers.

Et c'est ainsi qu'apparaît dans notre droit, avec une certaine autorité, le principe moderne de *la participation des ouvriers aux bénéfices et à la gestion des entreprises*.

On en connaît le sens : il repose sur cette idée que dans les Etats démocratiques modernes le patron ne doit plus être un autocrate, détenteur d'une autorité absolue et intangible, mais simplement un directeur qui doit veiller à s'entourer des conseils de ses ouvriers, membres de l'entreprise, et à admettre un certain contrôle de leur part. Sans doute, le régime du patronat de droit divin a pu être nécessaire à une époque où la classe ouvrière n'était pas organisée et où les patrons seuls avaient la compétence voulue pour diriger la production, mais aujourd'hui la condition sociale et morale des ouvriers s'est améliorée

et il importe de ne plus les considérer comme de simples serviteurs, mais bien comme de véritables collaborateurs.

« Il est contradictoire, a déclaré un jour à la tribune de la Chambre M. Millerand, que dans un pays de république et de suffrage universel, on puisse penser, sous quelque forme que ce soit, à maintenir à l'usine la monarchie absolue. La collaboration des employeurs et des employés s'impose chaque jour davantage » (62).

A vrai dire, « la République dans la cité implique, comme l'a écrit M. Dijol, la République à l'usine. Après avoir inculqué à chaque individu qu'il est souverain, on obtiendra de moins en moins facilement de lui qu'il abdique ses droits de souveraineté sans limite, en franchissant le pas de l'usine. La démocratie politique postule la démocratie industrielle » (63).

Cela d'ailleurs, certains patrons l'admettent parfaitement. « C'en est fini, a reconnu l'un d'eux, du régime d'autocratie absolue qui marquait autrefois le rapport des patrons à ouvriers. Ayons la loyauté et le courage de le dire hautement, et, en le disant, ayons conscience de servir à la fois l'intérêt de la production et l'intérêt du pays (64).

Aussi importe-t-il, suivant M. Fagnot, « d'admettre

(62) Cité par M. DIJOL. La participation des ouvriers à la gestion (*La Démocratie*, 10-11-1923).

(63) M. DIJOL. La participation des ouvriers à la gestion (article cité).

(64) Paroles prononcées par M. Fougère, président de l'Association industrielle, agricole et commerciale du Rhône au cours d'un Congrès tenu le 15 juillet 1919 à Lyon par cette Association. (Voir *Information ouvrière et sociale*, 22-11-1920.)

les représentants du travail à participer à la gestion des grandes entreprises et de donner ainsi aux travailleurs la preuve qu'ils seront désormais des collaborateurs de l'entreprise à laquelle ils apportent leur travail et leur compétence professionnelle. Il s'agit de considérer dorénavant l'ouvrier, à l'usine même, comme un homme capable de sentir, de penser, dont le concours lorsqu'il est actif et dévoué, ne peut être payé complètement par le salaire » (65).

Sans doute une pareille thèse n'implique pas la suppression de la fonction et des droits du patron, mais elle entend tout de même « proclamer, comme le fait remarquer à ce sujet M. R. Picard, que l'autorité qui s'exerce sur le terrain économique ne peut trouver en elle-même sa justification suffisante et ne peut s'exercer au seul profit comme à la seule volonté de celui qui la détient. L'autorité doit être partagée par tous ceux qui jouent un rôle dans la production; l'exercice doit en être surveillé; le régime du travail doit être défini et consenti par la volonté commune de tous ceux auxquels il s'applique; enfin rien de ce qui concerne la vie d'une entreprise ne doit demeurer caché à ceux qui constituent les organes vitaux de l'entreprise et dont le propre sort est lié au sien » (66).

Comme on le voit par ce simple exposé des principes, avec une telle conception de l'organisation

(65) FAGNOT. La participation du travail dans la gestion des entreprises; rapport fait à l'Ass. pour la prot. légale des travaill. (Paris, Rivière, 1919.)

(66) R. PICARD. Le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises (Paris, Rivière, 1922), p. 8.

industrielle, la notion de propriété individuelle disparaît pour faire place à un système d'utilisation sociale des richesses. Déjà avec les lois étudiées au début de ce chapitre, la propriété industrielle se trouvait lourdement grevée par des obligations sans nombre, toutes imposées dans l'intérêt social. Avec le droit pour les ouvriers à un certain contrôle sur la gestion des entreprises, l'évolution se poursuit, et le pouvoir du patron sur son usine, absolu et exclusif au cours du XIX^{me} siècle, ne devient véritablement plus qu'une fonction sociale limitée et contrôlée par les organisations ouvrières, dominée à tout instant par les exigences de la société.

Cette théorie évidemment — est-il même besoin de le dire ? — n'a pas encore amené dans notre droit des innovations bien profondes, et la loi de 1917, qui, en l'état actuel de notre législation, en est l'expression la plus parfaite, est bien loin de susciter beaucoup d'admiration chez les partisans du contrôle ouvrier. Cependant il est bien certain que la législation du travail est orientée nettement dans le sens de la collaboration des travailleurs à la gestion des entreprises et que seules des questions d'ordre pratique, nombreuses et variées, à vrai dire, ont pu empêcher une réalisation quelque peu importante de cette idée.

Une des premières dispositions de la législation du travail qui esquisse un certain contrôle ouvrier fut certainement la loi du 8 juillet 1890 (C. T., L. I., T. II, art. 120 à 158) instituant des délégués dans les mines et les carrières.

Ces délégués sont tenus, aux termes de la loi, « de visiter les travaux souterrains des mines, minières et carrières, dans le but d'en examiner les conditions de sécurité et d'hygiène pour le personnel qui y est occupé, et, d'autre part, en cas d'accident, les conditions dans lesquelles cet accident se serait produit » (art. 120, al. 1). Ils sont en outre chargés de signaler « les infractions aux dispositions concernant le travail des enfants et des femmes, la durée du travail et le repos hebdomadaire, relevées par eux au cours de leur visite » (art. 120, al. 2).

Ces contrôleurs ouvriers sont d'ailleurs élus par leurs camarades inscrits sur le livre de paye de la mine (seuls les Français d'au moins 25 ans peuvent être électeurs), et restent les employés de l'entreprise qui continue à les payer. Indirectement il est vrai, car les délégués ouvriers sont payés par l'Etat, mais celui-ci recouvre sur les mines les sommes ainsi avancées, comme en matière de contribution directe.

Sans doute, le pouvoir de contrôle que leur accorde la loi de 1890 est assez faible, puisqu'ils doivent se borner à faire des rapports écrits de leurs constatations et observations, et qu'en aucun cas ils ne peuvent dresser procès-verbal ni se substituer à l'inspecteur du travail pour les injonctions à adresser au chef d'entreprise, mais cependant leur rôle est efficace et, comme on a pu le faire remarquer, « grâce aux délégués mineurs, on peut dire que le personnel des mines n'ignore plus complètement ce qui se passe dans les exploitations, et qu'à la tête de celles-

ci les administrateurs sentent leur gestion technique et leur politique ouvrière strictement contrôlées » (67).

Un second effort du législateur pour organiser une certaine collaboration entre patrons et ouvriers fut celui qui créa les Comités de Travail (*Loi du 17 juillet 1908*) et les Comités de Salaires (*Loi du 10 juillet 1915*), composés à la fois de patrons et d'ouvriers.

Les premiers, doués seulement d'attributions consultatives, n'ont pratiquement jamais fonctionné. Mais les seconds, destinés à fixer le minimum de salaire pour les ouvriers à domicile dans l'industrie du vêtement, ont pu jouer un rôle utile dans le monde du travail.

Cependant ces comités sont plutôt des rouages purement administratifs que des organisations propres à une entreprise. Et pourtant, c'est certainement avec ces dernières que le contrôle ouvrier peut efficacement s'établir. Aussi plus intéressante et progressive est l'expérience des « conseils d'usine » due à l'initiative privée.

Ces conseils peuvent jouer un double rôle : tout d'abord celui de collaboration avec la direction de l'entreprise qui leur permet de contrôler l'organisation du travail; et ensuite, un rôle de conciliation par l'étude et le règlement des conflits pouvant s'élever entre le personnel et la direction.

Depuis 1885, un de ces conseils fonctionne dans les filatures et teintureries du Val-les-Bois (68). Composé

(67) R. PICARD. Le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises (op. cit.), p. 116.

(68) HARMEL. La Démocratie dans l'Usine, 1903.

d'ouvriers élus par leurs camarades, il règle toutes les questions de salaires, de discipline, d'hygiène et d'apprentissage. Depuis lors, de nombreuses usines ont adopté le système. Telles sont, par exemple, les fabriques de tissage de draps P. Valuuit à Vienne (Isère), les papeteries Laroche-Jaubert, les usines du Creusot, les Etablissements Métallurgiques Joya, etc.

De ces diverses expériences, il faut rapprocher l'institution des délégués ouvriers dans les usines de guerre, destinée de même à un rôle de contrôle et de conciliation ⁽⁶⁹⁾.

En janvier 1917, un décret ayant prescrit l'établissement de bordereaux de salaires dans les usines de munitions de guerre, il fut nécessaire d'organiser des comités paritaires chargés de prévenir ou de régler les conflits pouvant résulter de l'application de ce décret. Après de multiples discussions entre le patronat et les syndicats ouvriers, la plupart des industriels établirent ces organismes d'après les suggestions données par le Ministre du Travail dans deux circulaires du 25 juillet et 5 septembre 1917.

D'une façon générale les délégués ouvriers élus jouèrent le rôle de conciliateurs entre leurs mandataires et la direction. Ils servirent aussi d'intermédiaires entre le service administratif du contrôle de la main-d'œuvre et les ouvriers.

(69) Voir *B. Min. T.*, 1917, p. 93 et 95; Ministère de l'Armement, Règlement des différends du travail dans les usines de guerre, 1918; R. PICARD. La conciliation, l'arbitrage et la prévention des conflits ouvriers (Publication du Conseil National d'Et. soc. et pol., 1918), p. 30 à 41; Le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises (op. cit.), p. 109 et s.

A la fin de la guerre, un grand nombre d'usines possédaient des délégués d'ateliers et il semble que leur rôle ait été fort utile à la bonne marche de la production. Mais, par la suite, la transformation des usines de guerre et le licenciement de leur personnel spécial ont graduellement fait disparaître les délégués et il ne reste à peu près rien aujourd'hui de l'expérience tentée en 1917.

A tous ces essais embryonnaires, qui marquent bien l'évolution certaine du régime industriel vers les principes du « contrôle ouvrier », le législateur a ajouté, avec la loi du 20 avril 1917, un système assez général et assez complet de collaboration ouvrière à la gestion des entreprises qu'il a proposé à l'agrément des industriels.

Ce système, comme on l'a déjà vu, combine la technique des sociétés anonymes avec celle de la coopération. C'est ainsi que les sociétés à participation ouvrière qui le réalisent doivent avoir leurs actions divisées en deux catégories : 1° les actions ou coupures d'action de capital; 2° les actions dites « actions de travail ». Mais alors que les premières appartiennent à des individus qui les utilisent à leur gré, les secondes inaliénables et incessibles appartiennent à la collectivité du personnel salarié constitué en société coopérative de main-d'œuvre, dont font partie obligatoirement tous les salariés attachés à l'entreprise depuis au moins un an et âgés de plus de 21 ans.

Ces actions de travail donnent à la main-d'œuvre le droit d'être représentée aux Assemblées générales

par des mandataires élus par les membres de la société coopérative, et dont le nombre est proportionnel à celui des actions détenues par celle-ci. Au surplus, les actionnaires ouvriers ont le privilège important d'avoir obligatoirement au moins un représentant au Conseil d'Administration.

La participation ouvrière à la gestion de l'entreprise est ainsi assez sérieusement établie. En effet, les ouvriers élus aux assemblées générales et au Conseil d'Administration peuvent suivre jour par jour toute la vie technique, financière et commerciale de la société, et donner ensuite à ce sujet des renseignements à leurs camarades. D'autre part, leurs voix délibératives sont une garantie pour ceux-ci que leurs intérêts ne sont point oubliés et qu'au sein même du Conseil d'Administration un des leurs, au moins, les soutient. Enfin, la société coopérative qui les représente touche pour eux, au moyen des actions qu'elle détient, les dividendes qui leur sont alloués, et les associe à la répartition des bénéfices de la société.

Cependant ce système de participation ouvrière aux bénéfices et à la gestion des entreprises n'a pas eu dans le monde industriel le succès que l'on pouvait attendre. Les directeurs d'usine ont été quelque peu effrayés par le droit d'ingérence complète reconnu aux mandataires de la main-d'œuvre dans l'administration et la direction même de la société.

Toutefois, la loi de 1917 est loin d'avoir subi un échec complet. Depuis sa promulgation, de nombreuses sociétés se sont constituées suivant ses directives. On peut citer, par exemple, les Sociétés des

Grands Moulins Vilgrain, de Nogent, d'Angers, la Société Métallurgique du Landy, les Etablissements Maritimes Basques, les Usines et Fonderies de Quimperlé, etc... (70).

Cependant certains parlementaires (71) jugeant ces résultats trop insuffisants, et désireux d'activer l'introduction du principe de la participation dans toutes les sociétés anonymes, ont proposé de rendre l'application de la loi de 1917 obligatoire dans toutes les entreprises. Mais le Sénat, en particulier, s'est très fortement opposé à cette réforme (72).

Malgré ce, un certain pas a été fait dans le sens de l'obligation : la loi du 9 *septembre* 1919 sur les mines et celle du 16 *octobre* 1919 sur l'énergie hydraulique ont édicté toutes les deux au profit du personnel certaines modalités de participations obligatoires.

D'ailleurs le mouvement en faveur du contrôle ouvrier n'a fait, depuis le vote de ces dernières lois, que prendre de l'importance. La crise industrielle qui s'est manifestée à la fin de la guerre a suscité, notamment dans certains pays étrangers, des réformes qui démontrent bien la vitalité de ce concept.

En Allemagne, en Autriche, en Tchéco-Slovaquie — sans parler évidemment de la Russie — des comités de contrôle, soit mixtes, soit entièrement composés d'ouvriers fonctionnent déjà. Le législateur n'a pas hésité à les imposer à l'industrie. En Amérique.

(70) Voir MARTIN-SAINT-LÉON. *Ref. soc.*, août 1921.

(71) Propos. Brousse, Chambre, 20 janvier 1920, n° 153; Codet, Sénat, 8 juin 1920; voir MIREAUX. La participation obligatoire aux bénéfices, 1920 (conc. défavorables).

(72) Rapport Perreau, Sénat, 30 juin 1920, n° 297.

en Angleterre, quoique facultative, l'organisation du contrôle ouvrier est aussi puissamment réalisée ⁽⁷³⁾.

En Angleterre, en particulier, le système des Comités Witley, d'ailleurs nettement recommandé par le gouvernement, a pris une grande importance, et indique bien ce qu'en l'état actuel de notre organisation économique peut être raisonnablement la participation ouvrière à la gestion.

Les Comités Witley, uniquement composés de patrons et d'ouvriers, en nombre égal, élus par leur syndicat respectif, ont une compétence très large. Ils règlent les questions d'embauchage, fonctionnent comme organe de conciliation et d'arbitrage et surveillent le marché du travail. Leurs décisions, d'autre part, sont obligatoires pour réglementer l'apprentissage, l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Ils peuvent aussi fixer des tarifs obligatoires de salaires. Trois catégories de comités sont d'ailleurs prévues pour remplir ce rôle : les comités d'usines, les comités de district et les conseils nationaux. Ce sont ces derniers qui fixent les règles relatives aux salaires. Les comités d'usine en surveillent quotidiennement l'exécution et les comités de district servent d'intermédiaires entre eux deux. D'une façon plus générale, on peut dire, suivant les termes mêmes du gouvernement anglais, que leur but est véritablement d'assurer, dans la plus large mesure possible, l'action conjointe des ouvriers et des patrons pour développer l'industrie comme une partie de la vie nationale et

(73) Voir R. PICARD. Le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises (op. cit.), p. 121 et s.

pour améliorer la condition de tous ceux qui sont engagés dans cette industrie (74).

Le régime de l'industrie se trouve être ainsi à la fois lié au sort des classes ouvrières et organisé dans l'intérêt national tout entier. L'usine devient de moins en moins soumise à la volonté exclusive du propriétaire pour être de plus en plus dirigée en fonction des besoins de la société.

Il est bien certain qu'en France aucune institution ne répond, d'une façon aussi générale et aussi complète, aux tendances modernes de la participation ouvrière à la gestion des entreprises et de l'utilisation sociale de la propriété. Sans doute, de nombreuses suggestions ont été fournies à ce sujet par divers groupements, mais il semble bien que la plupart ont été plutôt des manifestes de parti que de véritables projets de loi. D'ailleurs, avec la question du contrôle ouvrier, on en arrive à un point où la discussion ne porte plus uniquement sur le terrain strictement économique ou juridique, mais aussi sur celui de la politique qui le fait dévier de sa véritable portée.

C'est ainsi que certaines organisations ouvrières affichent l'intention très nette de considérer la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, non comme une institution excellente en elle-même, qu'il convient de perfectionner de bonne foi, mais bien comme un simple moyen pour atteindre un but, qui est pour les syndicalistes révolutionnaires, la « nationalisation industrialisée » démembrant l'au-

(74) Mémoire du G. Anglais du 11-1-1918. Voir R. PICARD (op. cit), p. 127.

torité patronale entre les ouvriers, les consommateurs et l'Etat (75); ou bien, pour les extrémistes, la prise de possession pure et simple des usines au profit de la classe ouvrière. Pour le parti communiste tout particulièrement, le principe du contrôle ouvrier doit « aboutir à la gestion des entreprises par les travailleurs... constituer la cellule primaire de la nouvelle organisation de la production », aussi devra-t-il être établi de « façon à permettre aux travailleurs de prendre en mains, le cas échéant, la gestion de la production » (76).

Un tel état d'esprit rend évidemment difficile tout essai sérieux de contrôle ouvrier. L'expérience soviétique a surabondamment prouvé le péril d'une gestion de l'industrie assurée uniquement par la classe ouvrière. Aussi peut-on dire que celle-ci n'aura vraisemblablement la possibilité d'assurer un rôle notable dans l'administration et la direction des entreprises, que si elle sait s'attacher plutôt à des réalisations économiques en liaison avec les besoins généraux de la société, qu'au triomphe d'une politique de révolution et de dictature de classe.

Quoi qu'il en soit cependant, il est bien certain que d'ores et déjà un point demeure nettement établi. C'est que dans l'usine le droit de propriété absolu et exclusif des individualistes a fait son temps et qu'il ne saurait communiquer aujourd'hui à ses détenteurs une autorité totale.

Le propriétaire d'une entreprise, que ce soit un

(75) Information ouvrière, 16-IV-1920.

(76) Voir *L'Humanité*, 14, 15, 17 et 25, VII, 1921.

simple individu ou une société d'actionnaires, n'est plus, de nos jours, le patron autocrate d'antan. La société lui impose des devoirs multiples et importants. Elle s'applique de plus en plus à contrôler l'usage qu'il fait de ses richesses et à l'organiser suivant des considérations de justice sociale.

*
**

Et c'est ainsi qu'à travers les dispositions de la législation du travail, la propriété apparaît, avec une netteté dont il est difficile de trouver l'équivalent dans les autres disciplines juridiques, comme une véritable fonction sociale, légalement protégée non pour la satisfaction égoïste de certains intérêts, mais bien plutôt pour la production de services utiles à la société tout entière.

« La propriété, dans le Code Civil, disait Renan, est conçue non comme une chose morale, mais comme l'équivalent d'une jouissance toujours appréciable en argent ». C'est un des grands mérites du droit ouvrier que d'avoir rompu avec cette idée et d'avoir voulu faire de la propriété autre chose que la source d'une satisfaction purement personnelle, en supprimant d'une part ce qu'elle avait de trop absolu dans la conception individualiste, en tâchant, d'autre part, de l'organiser en vue d'une utilisation véritablement sociale. Il a su montrer, d'une façon constante et sans équivoque, qu'en dépit de ce que l'on pourrait croire, la propriété confère de nombreux devoirs et qu'il est nécessaire de ne pas la détourner de son but, qui est de venir en aide non pas à tel ou à tel, mais à tous.

Sans doute, cet effort de transformation du droit peut être susceptible d'une application plus ou moins rigoureuse — il est des formes d'appropriations qui réclament en effet un statut moins coercitif que celui de la propriété industrielle — mais il a cependant une valeur indicative certaine. L'idée même qui s'en dégage s'impose d'une façon générale au législateur, fortifie les mêmes tendances dans les autres disciplines juridiques et renforce ainsi l'évolution générale du droit vers une conception plus sociale de la propriété. Et c'est ainsi que l'influence des lois ouvrières s'affirme généreuse et féconde.

CHAPITRE III

Le Contrat

De l'étude des lois ouvrières se rapportant à la propriété, une constatation peut se dégager facilement, c'est qu'en dépit des changements qui ont été opérés dans la façon de concevoir le droit de propriété, malgré certains essais de « socialisation » industrielle, le système capitaliste persiste encore dans son ensemble, le salariat demeure comme mode normal des rapports d'employeurs à employés.

Mais, à vrai dire, de ce fait, la situation des ouvriers ne se trouve cependant pas désespérée. Le législateur, en effet, ne s'est pas borné à tâcher d'obtenir la disparition du salariat pour le remplacer par un régime meilleur, il a su aussi améliorer le mode existant. *Le contrat* restant la base des accords entre patrons et ouvriers, il s'est efforcé d'introduire dans la réglementation de celui-ci les transformations nécessitées par les besoins des classes ouvrières,

Une nouvelle conception du contrat, de son rôle, s'est ainsi réalisée. Et c'est à elle qu'il importe maintenant de s'arrêter pour continuer de mettre en lumière l'action transformatrice de la législation du travail.

I

Entreprendre l'étude des principales modifications survenues dans le droit des contrats avec la Législation du travail c'est, somme toute, rechercher par quels côtés le système contractuel de 1804 s'est trouvé en défaut devant les transformations de la société et comment il a été, par ce fait, incapable de faire régner la justice d'une façon satisfaisante dans le domaine des transactions.

Il est nécessaire donc, préalablement à toute étude de l'évolution du droit, de rappeler de quelle façon les juristes de la Révolution et de l'Empire concevaient le *contrat* et quelle réglementation ils lui avaient donnée dans le *Code Civil*. L'importance des modifications apportées par la suite n'en apparaîtra que plus clairement. Leur esprit nouveau n'en sera, par opposition, que plus explicite.

Pour les individualistes, et cela ressort de ce qui a été déjà dit, à la base de tout l'édifice social se trouve l'individu. Lui seul est le centre de toute activité. C'est un être digne de tous les respects,

quasi sacré, car c'est un être libre. La liberté trouvant dans l'être humain son unique maître, par elle celui-ci est souverain, il est une « fin en soi ». Aussi, le législateur n'a, en définitive, qu'à garantir pour chaque individu la liberté qui lui est propre, qu'à préserver sa souveraineté. « Le droit au sens le plus général du mot, nous dit M. Beudant, est la science de la liberté » (1).

Celle-ci faisant de chaque individu un souverain indépendant, « autonome », aucun lien d'autorité ne peut alors se former sans être tyrannique ou arbitraire, aucune emprise ne pourra s'établir de l'un sur l'autre. Mais cependant les hommes vivent en société, et il est inévitable que ceux-ci entrent en rapport les uns avec les autres. Or, la liberté devant régner, ce ne peut être que par le libre vouloir de chacun que ces rapports pourront s'établir; ceux-ci ne seront que des accords de volonté, et s'il en naît des obligations, elles n'auront leur fondement que dans la volonté librement exprimée de celui qui les a consenties.

Dès lors, l'individu, s'il veut se mettre en accord avec ses semblables, ne peut le faire que suivant des règles mutuellement et librement acceptées, et par conséquent devra s'adresser inévitablement au contrat, celui-ci étant par essence un accord de volonté. Il s'ensuit que « le contrat est le phénomène juridique par excellence, le fondement sur lequel repose toute institution, l'explication universelle des obligations et des droits » (2).

(1) Le droit individuel et l'Etat (op. cit.), p. 5.

(2) E. GOUNOT. Principe de l'aut. de la vol. (op. cit.), p. 28.

Cette théorie a trouvé sa réalisation dans le Code Civil, tout comme celle de l'individualisme politique avait trouvé la sienne dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Aussi voit-on dans l'œuvre de 1804, avec l'article 1134 — « les conventions légalement formées tiennent lieu de lois à ceux qui les ont faites », — la proclamation de la liberté des contrats. C'est l'introduction dans la vie juridique du principe de liberté que l'on avait déjà installé dans les domaines politiques et économiques. C'est là, suivant l'expression de Cambacérès, « le grand caractère » qu'il fallait imprimer aux conventions (3).

Avec lui, disparaissent du droit français les notions de juste prix, juste loyer, juste salaire, qui dominaient les tractations de l'ancien régime. Aussi comme conséquence de cette nouvelle orientation juridique, la rescision des contrats entre majeurs pour cause de disproportions entre les obligations qui en sont l'objet disparaît en principe (C. Civ., art. 1118), et si l'on admet une exception à cette règle au profit des ventes d'immeubles (C. Civ., art. 1674), c'est surtout en considération de l'importance sociale très grande du territoire (4). L'idée de lésion devait être absorbée presque complètement par le grand principe de la liberté des contrats.

Quant au second dogme dont il a été parlé, celui de l'universalité du contrat, il a de même fortement fait sentir son influence au cours de l'élaboration de

(2) FENET, t. I, p. 57.

(3) FENET, t. I, p. 8.

(4) FENET, t. I, p. 57.

notre Code. Cambacérès nous montre nettement cet état de choses lorsqu'il nous dit dans son discours préliminaire pour le deuxième projet : « Tous les droits civils se réduisent au droit de liberté, de propriété, de contracter » (5), et plus encore quand dans un discours postérieur il expose que « le Code Civil doit considérer : 1° les personnes..., 2° les choses..., 3° les obligations que les hommes contractent entre eux relativement au droit de propriété » (6). Ainsi, fait alors remarquer l'orateur à nouveau : « Les personnes, les propriétés et les conventions sont les trois objets de la législation civile » (7).

Dans l'esprit de Cambacérès donc, comme dans celui de ses contemporains d'ailleurs, toute obligation est de nature conventionnelle, tout droit personnel doit se résoudre en dernière analyse en un droit contractuel. C'est cette idée qui a triomphé lors de la discussion de chaque projet du Code Civil, c'est elle qui en est devenue l'idée maîtresse.

Pour peu que l'on s'attache, en effet, à une étude réfléchie du Code Napoléon, on s'aperçoit que la notion de libre contrat s'est étendue universellement et uniformément à toutes les tractations et que, d'autre part, l'esprit de système a été poussé jusqu'à prétendre expliquer suivant les mêmes principes des institutions comme celles de la famille, des obligations telles que celles qui naissent de ce que l'on appelé les « quasi contrats ». « Voilà pourquoi, nous dit à ce sujet M. Gounot, loin de distinguer et séparer la théo-

(5) FENET, t. I, p. 100.

(6) et (7) FENET, t. I, p. 145.

rie générale des obligations de celles des divers contrats, les divers projets du Code Civil et l'œuvre même de 1804 les ont à ce point mêlées et confondues que les mots de conventions et d'obligations sont devenus à peu près synonymes » (8).

Ainsi s'est trouvée matérialisée avec le Code Civil une doctrine libérant l'individu, au nom de l'autonomie de la volonté et de la liberté des conventions, de toute emprise sociale, faisant de lui-même son seul maître. Une telle conception de la vie juridique d'un peuple ne manque certainement pas de grandeur. Elle ne fut pas inutile d'ailleurs. Elle est venue à une heure où il fallait incontestablement libérer l'individu « des solidarités mauvaises à l'abri desquelles s'embusquent la routine et l'égoïsme » (9), où il fallait voir clair dans un droit qu'il importait d'unifier au plus tôt. Si nette et si simple de ligne, de tradition vraiment française, dira M. Beudant (10), elle devait assurer la réussite de cette unification avec le Code Napoléon. Elle devait attirer vers celui-ci les plus louangeuses admirations, faire naître des espérances de justice définitive.

Et pourtant, ce Code que l'on avait salué à sa naissance comme un « code immortel », un « résumé de la morale universelle », une « arche sainte digne d'un respect religieux », apparut, après l'expérience des années, dans le domaine du contrat, comme dans celui de la famille et de la propriété, bien imparfait,

(8) Le principe de l'aut. de la vol. (op. cit.), p. 56.

(9) Voir M. DÍJOL. La justice dans les contrats (op. cit.), préface de Paul BUREAU, p. VII.

(10) Le droit individuel et l'Etat (op. cit.), p. 145.

bien insuffisant, pour faire régner la justice dont il devait assurer le régime définitif. Du système contractuel de 1804, et surtout de l'individualisme dogmatique qui inspira sa rédaction et plus encore son application, on ne pouvait dire à la fin du XIX^{me} siècle que bien du mal. En face des inégalités et des injustices qu'il n'avait pas su faire disparaître, les espoirs étaient déçus, les enthousiasmes du début dissipés.

A vrai dire, depuis la naissance du Code, les données du problème avaient été singulièrement modifiées : le monde économique avait subi une extraordinaire transformation. Alors qu'en 1804 la législation qui le régissait n'avait encore devant elle, somme toute, qu'un petit commerce, qu'une majorité de petits patrons, qu'une classe ouvrière restreinte, elle se trouvait trente ans plus tard, par le fait du développement rapide et considérable de la grande industrie, en face d'une situation économique toute différente. Des patrons puissants apparaissaient tandis que la main-d'œuvre augmentait en nombre rapidement. Dès lors, une espèce particulière de contrat, celle du contrat de travail, allait prendre une importance capitale : elle allait être pour la classe ouvrière une source unique de revenus.

Pour un tel changement, le Code Civil était mal préparé. Le Législateur de 1804 avait négligé à peu près complètement le contrat de travail ⁽¹¹⁾. Deux articles dans le Code (art. 1780 et 1781) et quelques

(11) GLASSON. Le Code civil et la question ouvrière, p. 6.

prescriptions insérées dans la loi de police de Germinal an XI lui avaient parus suffisants pour régler la question; cela, a-t-on dit bien souvent, non sans raison d'ailleurs, parce que les besoins de l'époque n'en exigeaient pas davantage. Encore que ce ne soit point là l'avis de tout le monde⁽¹²⁾, il faut dire surtout qu'un tel état de chose se trouvait parfaitement en harmonie avec la conception contractuelle de l'époque.

En effet, dès l'instant que le contrat devait être le mode unique des rapports des individus, on ne pouvait concevoir les relations juridiques de l'employeur et de l'employé que comme empruntant nécessairement le mécanisme ordinaire du contrat prévu par le Code. Le travail, en définitive, étant assimilé à une marchandise quelconque, le louage d'ouvrage devait être un louage de chose. Aussi la section première du chapitre III intitulée : « Du louage des domestiques et ouvriers » donne-t-elle l'impression de figurer surtout pour mémoire. Elle constitue par son laconisme un renvoi implicite aux règles générales du contrat.

Les modifications profondes apportées à la société pour le développement de la grande industrie et, par ce fait, l'importance accrue du contrat de travail, ne devaient amener tout d'abord aucun changement dans cette conception. L'idée de la transformation inéluctable du droit ne s'étant point encore fait jour, à une situation nouvelle ne correspondait nécessairement pas dans l'esprit du législateur un droit nou-

(12) TISSIER. Le Code civil et les classes ouvrières (Livre du Centenaire, p. 89); P. PIC. La Réforme du Code civil, 1911, p. 715.

veau. Aussi, devait-il, de toute évidence, appliquer aux difficultés juridiques nouvelles du monde du travail, les règles présumées infaillibles apportées par le Code Civil de 1804.

Amené à cette attitude par toute son éducation juridique, le législateur du milieu du xix^{me} siècle se trouvait d'ailleurs soutenu dans cette voie par une doctrine et une jurisprudence foncièrement individualiste et, au surplus, par l'opinion, dominante alors, des économistes libéraux. Tous étaient unanimes à réclamer le régime de l'entière liberté pour les employeurs et les employés, à repousser pour cette matière toute réglementation de la part de l'Etat. L'établissement des conditions de travail devait découler uniquement des volontés libres des contractants et bien évidemment seul le libre contrat, tel qu'il était conçu dans le Code Civil, pouvait assurer une pareille organisation.

Mais cependant, il y avait là une incompréhension totale de la réalité des faits. Si le système contractuel du Code Civil avait paru équitable dans ses débuts, c'est qu'il était, somme toute, assez bien adapté à l'envergure du commerce juridique de l'époque. Les contrats les plus fréquents qui avaient lieu alors étaient ceux de petits commerçants à acheteurs, d'ouvriers à petits patrons. Dans de telles tractations, le marchandage n'était point exclu. La liberté des conventions pouvait alors s'appliquer avec bonheur, car dans ce régime de petit commerce, de moyenne industrie, la concurrence pouvait jouer. Mais il n'en fut pas de même lorsque le prodigieux développement

de la grande industrie vint rompre cet équilibre. Des concentrations puissantes s'étant produites dans bien des domaines, l'égalité de condition disparut. A l'indépendance des parties dans le contrat succéda, en fait, la dépendance de l'une vis-à-vis de l'autre (13).

C'est ainsi que dans le monde du travail on vit apparaître des patrons puissants en face d'une multitude d'ouvriers qui n'avaient pour vivre que leur salaire. Entre ces deux parties, si différentes de situation, il ne pouvait véritablement pas y avoir d'accord libre. « Peut-on, nous dit en effet M. Duguit, parler raisonnablement d'un contrat de louage de services entre l'employeur puissant capitaliste et l'ouvrier ? L'employeur fixe d'avance et spontanément le salaire, et l'employé l'accepte; l'employeur le fixe, non parce que l'employé l'accepte, mais pour une toute autre cause; l'employé l'accepte et veut travailler moyennant un salaire, parce qu'il veut vivre. De contrat, il n'y en a point » (14). Il n'y a en vérité qu'une fiction de contrat, comme il n'y a chez l'ouvrier qu'une illusion d'autonomie de la volonté qu'il faut lui prêter pour les besoins de l'hypothèse.

L'esprit systématique du législateur individualiste l'amenait à négliger totalement la réalité sensible des faits. Mais une telle méconnaissance des exigences de la société, de telles erreurs de politique sociale, ne pouvaient exister sans entraîner des conséquences graves. La grande misère des ouvriers au XIX^e

(13) Voir G. MORIN. *La Révolte des faits contre le Code* (op. cit.), p. 20.

(14) Cité par CRUET. *La vie du droit* (op. cit.), p. 292.

siècle, qui eut une de ses principales sources dans le Code Civil, en fut la plus notable.

Effectivement, le système contractuel du Code napoléonien ne pouvait que desservir la classe ouvrière. Le contrat qui n'était qu'une discussion, qu'un combat particulier de l'universelle « lutte pour la vie », exigeait avant tout des individualités puissantes ou tout au moins de même catégorie. L'ouvrier, qui était dans un état de faiblesse manifeste, ne pouvait recevoir de cette législation aucune protection. Sa faiblesse le vouait fatalement à la domination du plus puissant que lui, l'employeur.

En fait, étant donné les conditions spéciales dans lesquelles se trouvait la classe ouvrière au cours du ^{xix}^{me} siècle, l'application du droit inorganique du Code Civil équivalait à un véritable déni de justice. Il importait donc d'instaurer un droit nouveau. A une nouvelle structure économique de la société devait correspondre une nouvelle réglementation juridique des contrats.

Le système du Code s'étant montré insuffisant tout particulièrement dans le monde du travail, on devait voir apparaître — le législateur étant enfin convaincu de la nécessité des réformes à accomplir — avec un droit plus spécialement adapté aux besoins de la classe ouvrière, les éléments d'une conception contractuelle différente.

Ces réformes législatives, que la transformation de la société exigeait, M. Raymond Saleilles les prévoyait lui-même, avec une rare clairvoyance, lors-

qu'en 1899 il écrivait que le « libre jeu des volontés ne suffisait pas à tout, que le contrat allait perdre de sa suprématie ou de son monopole et que, en dehors du libre contrat, il y avait place pour des créations juridiques nées d'une éclosion coutumière et spontanée, inspirées par un sentiment de justice et d'équité, par on ne sait quelle intelligence d'une solidarité plus étroite et plus complète » (15).

En vérité, l'auteur de la Déclaration de la volonté donnait, dans ces quelques lignes, le programme essentiel des modifications que le contrat allait subir au cours des premières années du siècle nouveau.

Limitation de la liberté des conventions ; limitation du champ d'application du contrat ; codification des formes nouvelles de convention ; telles ont été, en effet, semble-t-il, les trois caractéristiques des réformes modernes. C'est donc sous ces trois points différents qu'il importe d'étudier le rôle de la législation du travail dans les transformations et l'évolution du droit.

II

Les premières atteintes du législateur aux principes fondamentaux du Code Civil furent certainement les lois de réglementation du travail.

Par là, en effet, un premier coup était porté au

(15) Voir dans F. GÉNY. *Méthode d'interprétation et source en droit privé positif* (op. cit.), préface, p. XIV et XV.

principe de l'autonomie de la volonté ; non que l'on contestât son efficacité juridique propre, mais parce que l'on concevait une *limitation* dans son fonctionnement, alors que dans l'esprit des rédacteurs du Code Civil on devait tendre, tout au contraire, à en assurer une extension de plus en plus grande.

Cette limitation était d'ailleurs d'autant plus nécessaire, en dépit des objections doctrinales, que le principe même de la liberté des conventions voyait son influence néfaste augmentée encore par l'application parallèle du régime de la libre concurrence.

En effet, comme il a été déjà dit, du fait de l'introduction de la liberté des conventions dans les relations d'employeurs à employés, ces derniers, n'ayant aucune force par eux-mêmes, ne pouvaient imposer aux premiers leurs conditions de travail ; le patron faisait fatalement la loi du contrat. Mais, et c'est là que la situation devenait presque tragique, il n'en était pas pour cela entièrement libre. A supposer qu'il voulut introduire dans son usine des conditions de travail plus humaines qu'ailleurs, la libre concurrence aidant, s'il voulait faire honneur à ses affaires, il était obligé de s'en abstenir et d'imposer à ses ouvriers, malgré lui quelquefois, les conditions de travail qu'imposaient aux leurs ses concurrents. Il ne pouvait, à lui seul, prendre l'initiative de réformes qui, ruineuses pour lui, n'auraient eu, par ailleurs, aucune chance d'avenir, car il était impossible, dans un régime de liberté, de les imposer à tous les patrons (16).

(16) En 1827, les industriels de Mulhouse réclamant une loi pour protéger les jeunes enfants employés dans les manufactures,

La liberté n'était plus alors un facteur de justice. Elle était un obstacle à l'accomplissement des réformes que tout le monde devait souhaiter. Dans de telles conditions, seule, la loi pouvait intervenir efficacement (17).

En fait, le législateur, après en avoir usé timidement tout d'abord (*lois du 22 mars 1841* sur le travail des enfants — la première loi d'intervention —, du 19 mai 1874 sur celui des femmes et des enfants), n'est surtout intervenu par la suite que pour apporter avant tout des restrictions à la liberté des conventions. Telles sont, en effet, les lois sur la limitation de la journée de travail (*Lois des 2 novembre 1892 et 23 avril 1919*, pour ne citer que les plus importantes), l'institution du repos hebdomadaire (*loi du 13 juillet 1906*), la réglementation du travail de nuit, etc...

Cependant, il faut bien le reconnaître, ces lois ne sauraient être considérées comme se rapportant totalement au contrat de travail. A vrai dire, les lois de réglementation du travail débordent largement des cadres du contrat. Elles dérivent non de celui-ci, comme on l'a dit quelquefois, mais bien plutôt, « de la situation de fait que l'exécution du travail établit entre patrons et ouvriers et des intérêts sociaux et moraux que cette situation met en jeu » (18). Elles sont indépendantes du contrat de travail, « nonobstant toute clause contraire » suivant l'expression

disaient qu'à leur grand regret ils ne pouvaient prendre à ce sujet l'initiative d'une réforme, la concurrence de leurs rivaux les en empêchant. (Voir *Bulletin de la Société*, 1828, p. 326 à 329.)

(17) Voir SISMONDI. Nouveaux principes d'Economie politique

(18) E. GOUNOT. Le principe de l'aut. de la vol. (op. cit.), p. 283.

consacrée par la loi. Elles s'appliquent, bien souvent, même quand il n'y a pas de contrat de travail.

De par leur nature, ces lois ont plus d'importance proprement économique, voire politique ou sociale, que juridique. Ayant pour but de préserver la classe ouvrière contre une exploitation collective, rendue inévitable par une insuffisance d'organisation du monde industriel, elles semblent, par suite, tout autant nécessitées par les abus de la libre concurrence, que par ceux de la liberté des conventions. Mais elles n'en constituent pas moins — et c'est bien là ce qu'il faut retenir — le premier point important d'une limitation de l'art. 1134 du Code Civil, qui ne fera, par la suite, qu'augmenter.

Mais, à côté de cette réglementation protégeant la classe ouvrière contre toute exploitation collective, on ne tarde pas à trouver, dans la législation du travail, des lois qui, adaptées avec plus de précision au mécanisme du contrat, ont pour but de protéger l'ouvrier plus spécialement contre certaines exploitations individuelles découlant du libre jeu des volontés. Ces lois, à les considérer tout particulièrement dans leurs principes, sont essentiellement novatrices et transformatrices de notre système contractuel, car elles tendent à réintroduire dans notre droit une idée méconnue pendant tout un siècle, celle de la *lésion*.

L'idée de lésion dans les contrats entre majeurs avait, comme on l'a vu, disparu, lors de la rédaction du Code Civil, devant le dogme de la liberté des conventions. Annuler pour cause de lésion un contrat, délier une des parties contractantes des obligations

qu'elle a consenties, paraissait incompatible avec le grand principe de la liberté des contrats. Pour juger de la validité d'une obligation, il convenait uniquement de savoir si elle avait été librement consentie, peu importait qu'elle contînt des conditions excessives ou draconiennes.

Mais c'était là une théorie trop intransigeante, incapable, par suite, de s'adapter heureusement aux réalités de la vie journalière. En fait, la lésion ne pouvait être négligée. Il était beaucoup trop de contrats où le libre jeu des volontés, non surveillé par le législateur, pouvait produire de fâcheuses conséquences.

Aussi, voit-on dans la jurisprudence ⁽¹⁹⁾, au sujet des contrats contenant des obligations léonines obtenues par abus de la faiblesse d'autrui, le juge, mû par des sentiments d'équité, sans jamais nommer la lésion — par respect pour l'art. 1118 du Code Civil — l'envisager toujours et chercher dans l'ensemble des Codes et des Lois des textes permettant d'y porter atteinte d'une façon détournée.

Ainsi, quand il refuse de prendre en considération les clauses de déchéance d'une police d'assurance, parce qu'elles sont imprimées en petits caractères qui les mettent insuffisamment en relief dans l'acte préparé d'avance par une des parties ⁽²⁰⁾, le juge se trouve-t-il réellement en présence de manœuvres caractérisées, constitutives du délit prévu par l'art.

(19) Voir M. DIJOL. La justice dans les contrats (op. cit.), chap. III, Jurisprudence, p. 42, et les très nombreux arrêts cités.

(20) Voir M. DIJOL. La justice dans les contrats (op. cit.), p. 50.

1116 du Code Civil, celui du dol ? Non, sans aucun doute. Mais il élargit la compréhension du dol dans le but de porter atteinte à un contrat entaché, en fait, de lésion.

Cependant « l'insuffisance et la pénurie de pareils moyens de fortune éclatent aux yeux » ⁽²¹⁾ valable dans une certaine mesure pour les litiges civils et commerciaux, leur efficacité fut à peu près nulle pour les questions ouvrières. On ne pouvait se fier uniquement sur le juge pour faire disparaître les clauses lésionnaires introduites par des patrons peu scrupuleux dans le contrat de travail. Les solutions jurisprudentielles, incertaines et inégales quelquefois, nécessitant toujours, en tout cas, une action personnelle coûteuse et aléatoire, ne pouvaient convenir parfaitement au monde du travail. Une économie des moyens, qui pouvait être obtenue facilement par l'action législative, s'imposait. Là encore la loi devait intervenir.

Parmi les interventions législatives qui tendent tout particulièrement à supprimer les exploitations personnelles auxquelles se prêtent le contrat de travail et à porter atteinte aux stipulations lésionnaires, on peut citer tout d'abord *le décret du 2 mars 1848*, interdisant le contrat de marchandage ⁽²²⁾.

Dans cette convention spéciale où un sous-entrepreneur, ayant passé avec un entrepreneur principal un contrat portant sur la fourniture de la main-d'œu-

(21) Voir M. DIJOL (op. cit.), p. 61.

(22) Voir DESCOUT. Marchandage et swcating-system (*Thèse de Paris*, 1918).

vre des travaux à exécuter, fait accomplir ces travaux par des ouvriers payés par lui au temps ou aux pièces, il existe une source dangereuse d'exploitation.

En effet, il résulte de la technique du contrat que trop souvent les seuls bénéfices que fera le marchandeur porteront sur la différence des salaires payés par lui et le prix convenu avec l'entrepreneur pour l'exécution du travail. Par suite, le marchandeur, pour se procurer au plus bas prix possible la main-d'œuvre qu'il s'est engagé à fournir, sera tenté d'exploiter les ouvriers qu'il aura embauchés. Il profitera par exemple, suivant l'occasion, de leur état de faiblesse, d'infériorité, de leur inexpérience.

C'est cette exploitation que les décrets de 1848 ont voulu faire disparaître en supprimant le marchandage. Pour le législateur de l'époque, ce contrat, étant voué de par sa nature à être perpétuellement entaché de lésion, devait disparaître de nos Codes.

Les juges chargés d'appliquer les décrets de 1848 ne prohibent pas d'une façon totale le marchandage ⁽²³⁾, mais, toutefois, le frappent d'interdiction lorsqu'il constitue une occasion « d'exploitation » des ouvriers.

C'est dans le même ordre d'idée que le législateur fut amené à interdire par la loi du 7 décembre 1909 le « truck system », et par celle du 25 mars 1910 l'institution des économats. Il avait dû constater qu'il y avait dans la main-mise du patron sur l'utilisation

(23) Arrêt solennel du 31 janv. 1901. S. 02-1-157.

du salaire de l'ouvrier, impliquée par le fonctionnement de ces institutions, une occasion certaine d'exploitation.

En effet, que comme conséquence d'un contrat de travail un ouvrier ne puisse utiliser son salaire qu'au moyen de bons que seul les magasins patronaux négocieront, suivant le « truck system » ; et que, dans un autre cas, celui des économats, il se fasse, par inexpérience, ouvrir dans ceux-ci des crédits qui le lieront par suite à l'usine qu'il ne pourra quitter sans payer ses dettes, voilà certainement des cas d'exploitation qui présentent bien tous les aspects de la lésion. Et frapper de nullité ces contrat que le libre jeu des volontés ne peut faire disparaître, c'est bien, en définitive, lutter contre la lésion.

Toutefois, c'est plus encore avec la législation spéciale sur le *minimum de salaire* (*Décret du 10 août 1915*), que la notion de lésion a été réintroduite dans notre droit, portant ainsi une atteinte indéniable et des plus profondes au principe de l'autonomie de la volonté.

C'avait été, comme on l'a vu, une conséquence logique de la soumission de notre législation au grand principe de liberté que d'abandonner la notion de juste prix et de juste salaire. Pour les individualistes, du fait que tout contrat libre devait être tenu pour juste, il ne pouvait y avoir de juste salaire que le salaire convenu par les parties ⁽²⁴⁾. Mais, en fait, au

(24) Voir HAYEM. De l'idée de lésion dans les contrats entre majeurs (*Thèse de Paris*, 1899), p. 55.

sujet du salaire comme au sujet de toute autre stipulation relative au contrat de travail, la thèse libérale, cela se conçoit aisément, se trouva impuissante à faire naître la justice dans les conventions ouvrières.

L'idée de liberté contractuelle, par la fascination qu'elle exerçait sur l'esprit des juristes, leur masqua les réalités profondes que les phénomènes contractuels recouvrent. Pour eux, l'accord contractuel ne nécessitait que le respect de l'autonomie de la volonté et ne devait être dominé que par le principe de la liberté des conventions.

Mais, comme le fait remarquer Léon XIII dans son Encyclique « *Rerum Novarum...* » sur la condition des ouvriers, la théorie individualiste du contrat de travail « n'embrasse pas tous les côtés de la question » (25). Il y a une vérité sociologique qui domine le contrat liant l'employeur et l'employé, à savoir que « tout labeur qui absorbe dans son intégralité l'activité disponible d'un ouvrier doit lui permettre de se procurer les moyens de mener une existence normale » (26). Le contrat de travail — « contrat vital par excellence » (27) — doit donc comporter un salaire minimum.

Il ne peut pas y avoir, en bonne justice, de loi supérieure à cette obligation. Le travail doit être le grand pourvoyeur de la vie quelle que soit la formule juridique qui règle son exécution, esclavage,

(25) Edition de l'abbé Tiberghien (*Editions Spes*, 1923), p. 55.

(26 et 27) GERLIER. Des stipulations usuraires dans le contrat de travail (*Thèse de Paris*, 1907), p. 40.

servage ou libre contrat. Si cette formule se trouve insuffisante, il faut la modifier. Comme le fait remarquer M. Demogue : « Le contrat est respectable en fonction de la solidarité humaine. Une convention qui ne peut aboutir qu'à des conséquences en contradiction certaine avec l'intérêt général cesse telle qu'elle est de mériter une force obligatoire. » (28).

C'est ainsi, qu'abandonnant le dogmatisme de l'individualisme pour une conception plus réaliste des rapports contractuels, on en vient à désirer l'intervention judiciaire, pour frapper de nullité les contrats qui constituent par la stipulation d'un salaire trop faible une exploitation certaine, à percevoir, en principe, la nécessité d'un salaire légal minimum.

C'est dans cet ordre d'idée que les conseils de prud'hommes ont tenté d'annuler les conventions qui comportaient un salaire dérisoire, notablement inférieur au salaire usuel, et de fixer, en même temps, de leur propre autorité, un salaire plus élevé. Mais cette juridiction ne pouvait appuyer sa thèse sur une argumentation exacte : la loi, comme on le sait, n'admet pas, en dehors des cas limitativement énumérés, la rescision du contrat pour cause de lésion; le salaire légal est incompatible avec l'art. 1118 du Code Civil... Aussi, la Cour de Cassation ne put-elle que condamner formellement la tentative du Conseil des prud'hommes (29).

C'était donc au législateur qu'il convenait d'ac-

(28) *Revue. Trim. de Droit Civil*, 1907, p. 240. Des modifications au contrat par volonté unilatérale.

(29) Cass., 23 déc. 1908, D. 09, I, 88; 25 mars 1908, D. 10, I, 454.

complir la réforme. Aussi de nombreux projets de lois ont-ils été déposés sur le bureau de la Chambre pour la fixation d'un salaire minimum soit pour tous les corps d'état, soit pour certaines catégories de travailleurs ⁽³⁰⁾.

D'ailleurs, M. Millerand, alors ministre du commerce, réussit, avec les célèbres *décrets du 10 août 1899* relatifs aux conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance, à donner une consécration demi-officielle au principe du salaire minimum.

Ces décrets, en effet, entre autres dispositions novatrices, eurent le mérite d'imposer aux adjudicataires de travaux publics — obligatoirement pour l'Etat, mais toutefois facultativement pour les départements et les communes — de payer à leurs ouvriers un salaire normal établi d'accord avec les syndicats patronaux ou ouvriers ou bien suivant l'avis des commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers (art. 3).

Le salaire était ainsi fixé en fonctions des conditions d'existence de la région. La réforme réalisée par les décrets Millerand, en effet, n'avait pas pour but de donner à l'Etat une fonction économique, mais plutôt de lui permettre de faire disparaître, dans la

(30) Propos. Groussier, 13 juin 1898, *Doc. Parl.* n° 33 ; Vailant, 5 nov. 1906, *Doc. Parl.* n° 374 ; J. Coutant, 11 juin 1907, *Doc. Parl.* n° 1043 ; de Mun, 2 avril 1909, *Doc. Parl.* n° 2453 ; Cuvy, 5 déc. 1910, *Doc. Parl.* n° 545 ; Projet gouvernemental du 7 nov. 1911, *Doc. Parl.* n° 1269 ; Berthod, 20 janvier 1913, *Doc. Parl.* n° 2472.

mesure de ses moyens, l'exploitation patronale au sujet des salaires.

De telles dispositions qui auraient dû être étendues le plus possible à tous les cahiers des charges de travaux publics, ne virent leur action guère renforcée par la jurisurudence. La Cour de Cassation décida, qu'en l'état actuel de la législation, aucun texte de loi ne pouvait frapper de nullité une convention aux termes de laquelle l'ouvrier accepterait un salaire inférieur au salaire fixé par le cahier des charges. Un simple décret ne pouvait modifier une loi, l'article 1134 du Code Civil sur la liberté des conventions ⁽³¹⁾.

Cette modification est venu cependant très explicite, mais partielle, avec la loi du 10 *juillet* 1915 au sujet d'un cas d'exploitation — le *sweating system* » — particulièrement pénible : celui des ouvrières à domicile.

Les enquêtes menées à ce sujet révélèrent en effet, dans cette corporation, un état de choses des plus déplorables auquel il importait de mettre fin. Les ouvrières à domicile ne considérant quelquefois leur salaire que comme un salaire d'appoint, ou bien se faisant entre elles, par défaut de groupement dans un local commun de travail et par manque d'esprit de classe, une concurrence désastreuse, voyaient, par suite, leurs patrons profiter de toutes ces circonstances pour ne leur accorder qu'un salaire dérisoire, manifestement sans rapport aucun avec le coût de la vie. D'après l'enquête de l'Office du Travail, le salaire

(31) Civ., 23 déc. 1908, D. 09, I, 88; 25 mars 1908, D. 10, I, 454.

moyen annuel des ouvrières en lingerie ne dépassait pas, en 1907, 400 francs ! (32).

La loi du 10 juillet 1915 eut pour but de mettre fin à ce « régime de la sueur ». A cet effet, elle a institué — et c'est par là qu'elle nous intéresse — un minimum de salaire dont l'application est obligatoire, aucune dérogation n'étant admise. Ce minimum doit être fixé par des comités professionnels d'expertise (C. T., T. II, L. III, art. 339) et se trouve ainsi mis en accord avec la profession et la région. Par là, cette loi se révèle comme ne tendant pas à une fixation arbitraire des salaires, mais comme un moyen de lutte contre une exploitation usuraire que le libre jeu des volontés ne pouvait faire disparaître.

Sans doute, elle est d'application restreinte — une extension par décret est cependant possible dans une certaine mesure (D. du 10 août 1922) — mais elle n'en constitue pas moins une « brèche dans les conceptions rigides du droit classique » (33). Elle établit dans notre droit, d'une façon nette et sans équivoque, la notion de lésion. Avec elle, le législateur se défie du libre jeu des volontés, il sait à quelles inégalités il peut aboutir, aussi intervient-il pour ramener l'équilibre et redresser les contrats où une exploitation se montre par trop évidente et manifeste.

D'ailleurs, ce qui peut se dire tout spécialement de la loi de 1915 peut s'affirmer pour les lois ouvrières en général : « La législation tout entière du travail —

(32) Enquête sur le travail à domicile dans la lingerie (5 vol., 1907).

(33) M. DIJOL. La justice dans les contrats (*op. cit.*), p. 67.

comme le fait très justement remarquer M. Dijol — est-elle autre chose, en effet, qu'une lutte contre l'exploitation dont toute une classe est victime ? Réduction de la durée des heures de travail ; amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité ; assurances contre les accidents, la maladie, le chômage et la vieillesse, les multiples dispositions légales dont l'objet a été de réaliser ces différentes réformes, n'apparaissent-elles pas, au premier coup d'œil, comme destinées à pallier, en faveur des plus faibles, le défaut d'équilibre des prestations contractuelles échangées entre patrons et ouvriers ? » (34).

Ainsi s'affirme le caractère novateur du droit ouvrier. Alors que des notions modernes et progressives de justice contractuelle sont déjà sanctionnées par des textes dans le Code du Travail, le Code Civil, au contraire, en est encore aux dispositions de l'art. 1118. Mais, à vrai dire, il faut espérer que la trouée qui a été faite par les lois qui viennent d'être étudiées, et tout particulièrement par celle de 1915, « ira en s'élargissant ; que la disposition admise en faveur des ouvrières à domicile sera étendue à tous les contrats de travail quels qu'ils soient..., et que, d'étapes en étapes, quand elle aura définitivement acquis droit de cité dans la législation ouvrière, on en viendra à lui faire une place dans le droit tout entier des obligations » (35).

D'ailleurs, la notion de lésion commence à se faire jour, même dans les lois de droit civil. La législation

(34) M. DIJOL. La justice dans les contrats (*op. cit.*), p. 67.

(35) M. DIJOL. La justice dans les contrats (*op. cit.*), p. 67.

de guerre sur les baux à loyer s'en inspire visiblement. La loi du 20 décembre 1923, complétée par celle du 23 janvier 1924, établit, en effet, dans son article 5, qu'il y aura pour les loyers un prix limité, lequel sera fixé pour chaque commune ou catégorie de commune par une commission paritaire instituée au chef-lieu de chaque département.

Plus générale cependant serait la réforme réalisée par le vote du projet de loi présenté par MM. Guibal et Dupin ⁽³⁶⁾. Ce projet a pour but, en effet, de modifier les articles 1118-1674 du Code Civil et d'introduire dans la réglementation générale des conventions une clause d'annulation du contrat pour lésion. Cette proposition de loi a, d'ailleurs, fait l'objet d'une importante discussion à la Société d'Etudes Législatives, et il fut parfaitement admis que l'exploitation des besoins devait être en cause de rescision ⁽³⁷⁾.

Et voilà un fait, à vrai dire, qui, se trouvant en harmonie avec la signification véritable des lois ouvrières, traduisant un état d'esprit général, nous prouve bien que ces lois ne sont pas, en définitive, des anomalies, des contradictions accidentelles et sporadiques d'une législation qui conserve malgré tout la liaison avec les mêmes principes, mais bien plutôt les éléments premiers, dignes d'intérêt, d'une véritable transformation du droit.



Le second dogme du système contractuel du Code Civil, à savoir *l'explication de toutes les situations*

(36) Chambre des députés *Doc. parl.* n° 1112.

(37) *Bulletin de la Société*, 1923, p. 25 à 53.

juridiques par la conclusion d'un contrat, n'a pas manqué, à l'instar du principe de la liberté des conventions, de trouver dans le monde du travail certaines difficultés d'application.

Le contrat, suivant l'expression de Raymond Saleilles, a perdu de sa suprématie et de son monopole. On s'est aperçu qu'il s'appliquait parfois à des situations auxquelles il ne convenait pas et que, par suite, il entraînait des conséquences tout à fait contraires à l'ordre public et aux intérêts généraux ⁽³⁸⁾. Comme l'a fait remarquer M. Hauriou « tout le monde a été plus ou moins victime de la superstition du contrat » ⁽³⁹⁾. La classe ouvrière ne paraît pas avoir, pour sa part, échappé à cette influence néfaste. Et il est bien permis d'affirmer que de nombreux conflits dans le monde industriel proviennent de ce que les rapports juridiques sont envisagés trop souvent, suivant la doctrine individualiste, sous l'angle contractuel, qui ne correspond pas toujours avec la réalité des faits.

C'est ainsi que dans la question particulièrement importante du *règlement d'atelier*, une technique purement contractuelle n'a pu aboutir à l'établissement vraiment contradictoire ou bilatéral des conditions du travail.

Examiné par les juristes classiques, le règlement d'atelier ne peut être considéré que comme une partie du contrat de travail, tant il est vrai « qu'ils ont une tendance à voir dans le contrat la seule source

(38) Voir P. LACROIX. *Mysticisme juridique et mysticisme social* (Toulouse, Privat, 1924).

(39) *Précis de Droit administratif*, 9 éd., p. 676, note.

possible d'obligation, le phénomène juridique élémentaire et fondamental » (40). Le règlement, d'après M. Planiol, « forme ce que les anciens appelaient la « *lex contractus* », il contient les clauses du contrat, et l'ouvrier y adhère tacitement en acceptant le travail aux conditions qui lui sont offertes. Il n'y a rien là que l'application la plus simple et la plus naturelle des principes juridiques sur la formation des contrats consensuels » (41). La Jurisprudence s'accorde, à ce sujet, avec la doctrine. La Cour de Cassation, d'une façon constante, assimile les règlements aux conventions. Elle estime que, comme les conventions, ils font la loi des parties. En ce qui concerne le consentement, les effets, la preuve, ce sont toujours les articles du Code Civil relatifs aux contrats ou aux obligations conventionnelles qu'elle leur applique (42).

Mais c'est là une théorie qui, tout en étant d'une rigueur juridique parfaite, ne cadre pas avec les faits. Pratiquement, le règlement d'atelier est œuvre exclusivement patronale. Une fois rédigé, il est porté à la connaissance des ouvriers par voie d'affiche et ceux-ci sont sensés l'accepter sans réserve par le fait même de leur entrée à l'usine. Il n'y a, dans tout cela, qu'une apparence de convention; les ouvriers, en effet, ne concourent en aucune façon à la rédaction du contrat, et, d'autre part, la manifestation de volonté par laquelle ils l'acceptent est des

(40) E. GOUNOT. Princ. de l'aut. de la vol. (op. cit.), p. 25.

(41) Traité de Droit civil, 8^e éd., t. 11, p. 591.

(42) Voir DESROYES DU ROURE. Le règlement d'atelier (*Thèse de Paris*, 1910), chap. 11. Le règlement d'atelier au point de vue juridique, p. 49.

plus équivoques. Mais il est facile de relever les abus d'autorité auxquels on aboutit avec de pareilles méthodes. Ils se traduisent par l'insertion dans le règlement d'atelier de clauses excessives ou vexatoires. C'est ainsi, par exemple, que l'article 6 du règlement d'une usine de tissage de Saint-Quentin interdit aux ouvriers « de causer, de lire, de s'asseoir, de boire ou de manger en travaillant, de se servir des déchets, de se laver les mains dans le tissage, de se peigner, de cirer ses chaussures, de fumer, de chanter, de siffler » (43).

Cependant, ces inconvénients sont assez faibles à côté de ceux qui naissent de l'application des articles prévoyant des amendes pour infraction à la discipline de l'atelier, des retenues pour malfaçons et garanties, dont le paiement est susceptible de peser lourdement sur le budget ouvrier. C'est d'ailleurs contre ces amendes que le salarié proteste le plus. Et, en fait, de nombreuses grèves ont eu lieu pour leur suppression.

Mais les juristes, interprètes du Code Civil, sont impuissants à porter remède à cet état de chose. Le système d'amende prévu par la plupart des règlements d'atelier cadre parfaitement avec les dispositions du droit commun. L'amende a sa place dans le système contractuel — elle est une clause pénale, c'est-à-dire suivant l'article 1226 du Code Civil, une clause par « laquelle une personne, pour assurer l'exécution d'une convention, s'engage à quelque chose en cas

(43) Voir DESROYES DU ROURE (op. cit.), p. 25 et de nombreux autres exemples cités.

d'inexécution ». Aussi, la Cour de Cassation a toujours refusé de réduire les amendes dont les ouvriers étaient frappés en vertu d'un règlement d'atelier régulièrement porté à leur connaissance. Par un arrêt du 14 février 1866 — qui est resté célèbre — elle a débouté de sa demande une ouvrière frappée d'une amende de dix francs pour être entrée dans l'atelier en sabots et qui prétendait ne pas payer cette amende ⁽⁴⁴⁾.

Il y a là, indubitablement, un abus ⁽⁴⁵⁾. Et si l'on ajoute aux amendes disciplinaires, aux retenues pour malfaçons et garanties, les inconvénients naissant quelquefois d'un renvoi brusque — le règlement d'atelier supprime, en effet, bien souvent, le délai-congé ⁽⁴⁶⁾, — on comprend aisément que le règlement soit bien souvent l'objet de conflits. L'ouvrier n'a, en effet, à sa disposition, que la grève pour faire disparaître les clauses qui lui sont trop hostiles.

Ainsi donc, le fait de considérer le règlement d'atelier comme un contrat individuel du patron avec chacun de ses ouvriers, n'aboutit pas toujours à des conséquences très heureuses. Et cet exemple montre bien que le libre contrat tel que l'entendent les individualistes n'est pas toujours un bon facteur de règle-

(44) Voir D. 1866-1-84.

(45) Au sujet des abus des amendes, voir Le Gouvrian, *Disc. à la Ch.*, s. du 4 nov. 1892, p. 1424.

(46) Voir *B. M. T.*, 1903, p. 825. Les tribunaux en l'absence de toute législation spéciale, esclaves des textes de droit commun, ne peuvent, à ce sujet, que ratifier les prétendues conventions des parties. Voir, à ce sujet : Cass., 16 mars 1903, *B. M. T.*, 1903, p. 312; 16 juillet 1906, D. 06-1-503; 17 juin 1907, D. 08-1-140; 28 mai 1910, *B. M. T.*, 1910, p. 977; *Revue* 8 mai 1911, *Gaz. Pal.*, 9 janv. 1912.

mentation des intérêts divers qui s'affrontent, en ce sens qu'il n'est pas un facteur universel d'organisation juridique, comme l'avaient cru les individualistes.

Aussi, la doctrine moderne n'explique-t-elle plus le règlement d'atelier d'après les principes du contrat individuel. Une importante portion de la pensée contemporaine restreignant ici, comme dans maints autres endroits, le champ d'application du contrat, ne voit, dans le règlement d'usine, qu'un droit purement objectif né de la nécessité de la production et qui, dans l'intérêt général, confère à l'employeur l'autorité de discipline.

L'usine n'est pas, comme ont pu le croire les individualistes qui n'ont jamais su comprendre la vie et l'importance propre d'une collectivité, une collection inorganique d'individus, mais, au contraire, « une institution organisée, ne pouvant vivre qu'à la condition qu'une loi collective maintienne entre ses membres l'ordre et l'harmonie nécessaires, et assure entre les manifestations successives et simultanées de leur activité la coordination et la subordination que requiert le succès de l'œuvre commune » (47). Cette loi collective c'est, évidemment, le règlement d'atelier. Et quel en sera le législateur, si ce n'est celui qui, le plus généralement, dans l'actuel régime industriel, détient encore la direction, assume les responsabilités et les risques, c'est-à-dire le patron. Celui-ci devrait avoir

(47) E. GOUNOT, *Princ. de l'aut. de la vol.* (op. cit.), p. 292.

le pouvoir réglementaire dans son usine comme le maire l'a dans sa commune (48).

Une telle solution de la question — il faut s'empres-
ser de le dire — ne saurait d'ailleurs être préju-
diciable aux intérêts ouvriers. Du fait que le patron
est le seul responsable du règlement d'atelier, sans
que l'on fasse intervenir le rôle fictif de l'ouvrier, il
est alors possible à l'Etat d'intervenir, par voie légis-
lative, pour faire disparaître du règlement les clau-
ses entachées d'injustice, qui ne peuvent plus se pro-
téger du titre fallacieux de « conventions des par-
ties ». Une autorité tutélaire, celle de l'Etat, se super-
pose à celle du patron — comme l'autorité du préfet
se superpose à celle du maire — lui interdisant toute
tentative d'abus ou d'excès de pouvoir.

Cette théorie, qui fait effort pour enlever au libre
contrat une part de sa suprématie, semble correspon-
dre assez heureusement aux besoins modernes, car
on peut constater que, dans tous les pays qui se sont
occupés de la question, et à peu près tous les pays
européens s'en sont occupés, excepté la France, le
législateur a invariablement décidé « que le patron
chef responsable de l'entreprise avait seul qualité
pour fixer les conditions dans lesquelles elle fonc-
tionnerait » (49). Cette solution appelant inévitable-
ment un contrôle de la volonté patronale, le règle-
ment d'atelier se trouve alors soumis ou à l'homolo-
gation gouvernementale (L. Suisse, 23 mars 1877, art.

(48) Voir E. GOUNOT. *Princ. de l'aut. de la vol.* (op. cit.), p. 292;
G. SCHELLE. *Le droit ouvrier* (op. cit.), p. 97 et 98.

(49) H. DESROYES DU ROURE. *Le régl. d'at.* (op. cit.), p. 194.

8), ou au visa de l'autorité administrative (C. ind. all. 134 c.; L'Autrichienne, 8 mars 1885, art. 88 h.). Les services administratifs sont éclairés sur la valeur du règlement et sur les véritables besoins qu'il doit satisfaire par des consultations ouvrières obligatoires, individuelles (C. ind. allemand, art. 134; l. belge, 15 juin 1896, art. 7; l. suisse, art. 8) ou collectives (l. norvégienne, c. 7 juin 1892, art. 32). Le règlement d'atelier paraît d'ailleurs à ces divers législateurs d'une utilité incontestable, aussi la plupart le rendent-ils obligatoire, pour peu que l'établissement soit de quelque importance (10 ouvriers en Belgique, 20 en Allemagne, 25 en Norvège), et, prévoyant le cas où un patron se contenterait d'un règlement d'usine insuffisant, énumèrent les dispositions dont l'insertion leur paraît plus particulièrement nécessaire, et dont ils rendent la rédaction obligatoire (L. belge, art. 2, 3, 5; l. suisse de 1877, art. 7; c. ind. allemand, art. 134 h.; c. ind. autrichien, 88 a.; c. ind. hongrois, art. 113; l. norvégienne, art. 32; l. russe, 3 juin 1880, art. 29).

En France, le législateur s'est montré jusqu'ici impuissant à prendre une décision au sujet du Règlement d'atelier ⁽⁵⁰⁾. Il n'a pas su suivre l'exemple des législations étrangères, et le projet Doumergue ⁽⁵¹⁾, dernier fruit d'une discussion parlementaire confuse, paraît, à leurs côtés, bien timide. Mais, toutefois, il semble bien acquis que, si le règlement d'atelier de-

(50) Voir DESROYES DU ROURE. Le règl. d'at. (op. cit.). Histoire d'une proposition de loi, p. 160 et s.

(51) Ch. Doc. Parl., n° 158, *J. Offic.*, p. 716.

vait faire l'objet d'une intervention législative, il lui serait difficile de ne pas s'échapper du cadre purement contractuel qui le défigure.

Et ce n'est là qu'un aspect particulier d'un phénomène plus général. En évoluant vers une expression plus pragmatique de son essence, le règlement d'atelier ne fait que suivre un mouvement qui englobe à peu près tout l'ensemble de la législation du travail. Comme l'a très justement fait remarquer M. le doyen Hauriou, les diverses créations de la législation du travail, telles que les assurances sociales, les retraites ouvrières, les organisations de prévoyance, les réglementations autoritaires du travail, ne sont, comme toute, que des « institutions » qui tendent à donner à l'ouvrier un peu de la sécurité du fonctionnaire, mais qui rétrécissent, par ailleurs, d'une façon considérable, le champ d'application du libre contrat ⁽⁵²⁾.

C'est que, pour l'ouvrier, plus que pour tout autre, le contrat se trouve être peu de sa part « l'acte de maîtrise d'une volonté créatrice de droit » ⁽⁵³⁾. Il n'a aucune part à la discussion contractuelle. Les avantages qui lui sont encore accordés à l'occasion du travail proviennent bien plus de l'action du législateur, voire de la générosité patronale, que de son action propre. L'obligation du paiement d'une indemnité en cas d'accidents, d'une retraite pour la vieillesse, se trouve, du fait de la loi, en dehors du champ de discussion du contrat, s'applique automatiquement, indépendamment de la volonté des parties.

(52) Précis de droit administratif (op. cit.), p. 677.

(53) R. SALEILLES. De la déclaration de volonté, 1901, p. 229.

Il en résulte qu'en définitive, la volonté de l'ouvrier produit peu d'effets juridiques. Et si on ajoute que l'employeur esclave, lui aussi, des contingences, par suite de la concurrence, ne peut offrir à ses ouvriers que des conditions de travail en rapport avec les conditions générales du marché du travail, il est facile d'en conclure que, fréquemment, dans les rapports d'employeurs à employés, la volonté des parties joue un rôle infiniment faible et que, somme toute, le phénomène juridique naissant ainsi n'approche en rien de l'aspect du contrat classique suivant la théorie individualiste.



Ainsi, le contrat tel que le concevaient les rédacteurs du Code Civil a reçu, du fait de son application dans le monde industriel moderne, des restrictions qui en limitent son efficacité à la fois quant à son monopole et quant à son application normale. Il n'est plus l'explication universelle de toutes les situations juridiques, et même quand il paraît devoir s'appliquer normalement, il perd, du fait des modifications économiques, ses caractéristiques fondamentales pour n'en conserver qu'une vaine apparence.

D'ailleurs, la leçon que nous donnent ainsi les lois ouvrières en nous montrant la faiblesse d'une technique purement contractuelle, se trouve confirmée fortement par les résultats obtenus dans d'autres domaines juridiques. Outre le contrat de travail, il en est bien d'autres qui « n'ont du contrat que le nom » (54)

(54) R. SALEILLES. De la déclaration de volonté (op. cit.), p. 289.

et qui représentent des phénomènes juridiques complètement déformés par le cadre contractuel : le contrat de transport, le contrat d'assurance, par exemple.

Il n'est pas plus possible, en effet, de discuter, c'est-à-dire marchander, avec une compagnie de transport ou d'assurance le prix de ses services, qu'il ne l'est pour l'ouvrier de discuter avec son patron.

Aussi, dans ces cas là, le législateur a-t-il dû encore intervenir : les tarifs des compagnies de chemin de fer sont soumis à l'homologation du Ministre des Travaux publics, et dans de nombreuses législations une réglementation analogue s'effectue pour les contrats d'assurances (L. suisse du 2 avril 1908, l. allemande du 30 mai 1908). D'ailleurs, cette dernière réglementation est, en France, depuis de nombreuses années, à l'état de projet : une proposition de loi a été déposée sur le bureau de la Chambre par le Gouvernement, le 12 juillet 1904; la Société d'Etudes législatives s'en est longuement occupée (55).

En fait donc, dans de telles conditions, il paraît bien difficile de ne pas voir dans les prescriptions de la lettre de voiture, de la police d'assurance, plutôt les articles d'un règlement imposé d'autorité au public que des clauses contractuelles. Plus généralement, l'expression « contrat d'adhésion » appliquée à ces sortes d'opérations juridiques et à toutes celles qui sont analogues, par laquelle les individualistes

(55) *Bull. de la Soc.*, 1906, p. 530 et s.; voir aussi G. MORIN. L'individualisme du Code Civil (*Rev. de Met. et de Mor.*, t. XXIV, p. 530).

pensent masquer une contradiction à leur système, semble être bien peu acceptable, pouvant être facilement remplacée par celle de : « soumission à un régime ou à un règlement qui est l'œuvre d'une volonté unilatérale » (56). La vérité, avec cette seconde définition, y gagne certainement.

Mais, par suite de l'abandon, au sujet des prétendus contrats d'adhésion, de la technique contractuelle pour une autre découlant d'une théorie réglementaire, on en arrive alors logiquement à concevoir un certain contrôle de ces règlements par la justice.

Pour les cas où le règlement émane de l'administration, d'un service public, le Conseil d'Etat a élaboré une théorie du « détournement de pouvoir » (57) en vertu de laquelle il se reconnaît le droit de contrôler les actes de l'administration, autrefois considérés comme discrétionnaires.

Poursuivant cette idée dans toutes ses conséquences, de nombreux juristes pensent que « les mêmes pouvoirs de contrôle doivent être accordés à la jurisprudence civile à l'égard des règlements privés » (58).

D'une façon générale donc, le droit paraît perdre de plus en plus la forme contractuelle que lui avait donnée les individualistes pour devenir surtout institutionnel, non abandonné à la seule réglementation des volontés individuelles, mais dominé par une idée de justice sociale, et suivre ainsi les tendances que

(56) Voir G. MORIN. L'individualisme du Code Civil (*Rev. de Met. et de Mor.*, t. XXIV, p. 563).

(57) Voir HAURIOU. Précis de droit administratif, 8^e éd., p. 457; G. MORIN. L'individualisme (op. cit.), p. 563.

(58) G. MORIN. L'individualisme..., p. 563; DUGUIT. Les transformations de droit privé (op. cit.), p. 131.

l'on a vu s'affirmer avec une réelle force dans les lois ouvrières.

III

On s'en souvient, les transformations du droit que prévoyait M. R. Saleilles comme devant faire suite à un certain abandon de la théorie contractuelle de 1804, dont on vient de voir les principales caractéristiques, étaient des « créations juridiques nées d'une éclosion coutumière et spontanée, inspirée par un sentiment de justice et d'équité, par on ne sait quelle intelligence d'une solidarité plus étroite et plus complète ». Il était inévitable, en effet, que les transformations économiques qui ont bouleversé tout le *xix^e* siècle aient des effets autres que celui de ruiner presque totalement un système juridique; elles devaient, par ailleurs, susciter une action créatrice. A la critique toute négative de l'individualisme devait succéder l'effort positif d'une élaboration du droit.

Dans le monde ouvrier en particulier, devant l'impuissance manifeste de l'individu isolé, devait s'ébaucher, pour la sauvegarde même de cet individu, *l'organisation des forces collectives*. La justice, ne pouvant plus s'obtenir uniquement par le respect de l'autonomie de la volonté, devait placer ailleurs les bases mêmes de son action et s'inspirer notamment des liens de solidarité unissant les hommes.

Le Syndicat s'est manifesté alors comme le véri-

table organisme capable d'assurer la protection de la famille ouvrière et d'établir une certaine organisation dans le monde industriel.

D'ailleurs, la nécessité du groupement comme facteur d'organisation des forces économiques ne s'est pas seulement fait sentir dans les relations de patron à ouvriers, mais encore dans celles des patrons entre eux. A côté du développement des Syndicats ouvriers, il faut noter aussi celui des ententes entre producteurs telles que les cartels et les trusts. Le « fair-play », nuisible aux ouvriers, l'a été aussi aux patrons, et ceux-ci, comme leurs employés, ont trouvé un remède dans l'association ⁽⁵⁹⁾.

Les groupements, au surplus, ne se sont pas cantonnés dans le seul domaine économique, ils se sont répandus « partout où il y a similitude d'intérêt entre les hommes » ⁽⁶⁰⁾. La loi de 1884, celle de 1901, qui lui a fait suite, ont permis une éclosion considérable d'associations. A vrai dire, comme l'a fait remarquer M. le Professeur Morin, « chaque jour nous entrons dans l'ère de la coopération et du fédéralisme » ⁽⁶¹⁾. Et force nous est bien de constater que le principe associatif dépasse la zone des intérêts privés et s'implante dans le droit public pour inspirer l'organisation de l'Etat, pour diriger les relations internationales avec la Société des Nations.

(59) Voir LYSIS. Vers la Démocratie nouvelle (Paris, Payot, 1917, p. 109).

(60) G. MORIN. La révolte des faits contre le Code (op. cit.), p. XII.

(61) G. MORIN, (op. cit.), p. XII.

Cette tendance générale du droit moderne vers l'association et le groupement s'est traduite avec l'intermédiaire du syndicat, dans le domaine du contrat, par la naissance d'une formule nouvelle d'accords entre patrons et ouvriers, la *convention collective*, qui, très représentative des aspirations modernes de justice économique, s'adapte avec bonheur aux besoins de notre industrie moderne en transposant la discussion des conditions du travail du plan individuel au plan collectif.

L'action collective qui en est l'essence est, en effet, le seul moyen de donner une solution à la crise du contrat. L'état de nécessité solidaire des ouvriers se traduisant par une cessation collective de travail, la grève, le seul moyen de terminer cette grève ou même de la prévenir, est certainement une fixation collective des conditions de travail ⁽⁶²⁾. Les ouvriers profitant de la force que leur donne leur cohésion se trouvent ainsi en mesure de discuter efficacement les clauses du contrat de travail. Et ils ont alors tout intérêt à conclure, grâce à l'action de leur Syndicat, un accord avec le patron ou Syndicat patronal d'après lequel « il est convenu que désormais, dans la ville ou dans la région, les contrats de travail individuels seront faits à des conditions déterminées au point de vue du montant du salaire, de la durée du travail, etc. » ⁽⁶³⁾.

(62) Voir A. ROUAST. Essai sur la notion juridique de contrat collectif dans le droit des obligations (*Thèse de Lyon*, 1919, p. 260).

(63) DUGUIT. Les transf. du droit privé, p. 132.*

Sans doute, la convention collective ne supprime pas de cette façon le contrat individuel par lequel l'ouvrier s'embauche dans une usine, mais elle a l'avantage de fixer par avance les clauses qu'il doit comporter. Et ainsi le contrat de travail n'est plus l'expression unique de la volonté patronale, mais plutôt le résultat d'une commune élaboration d'une libre discussion d'égal à égal.

Cependant un tel système d'accord, restant à l'état de coutume, devait, de toute évidence, comporter de nombreuses difficultés d'application. Il s'agissait, tout d'abord, de savoir si les syndicats avaient qualité pour traiter de pareils contrats et, dans l'affirmative, la jurisprudence n'hésitant pas à se prononcer pour celle-ci ⁽⁶⁴⁾, de déterminer quelles étaient les personnes soumises aux obligations que comportait la convention collective et quelle était la nature de ces obligations.

A toutes ces questions, il ne pouvait être raisonnablement répondu qu'en fonction d'une théorie juridique. Aussi, la convention collective fut-elle successivement considérée comme un sorte de mandat, une variété de gestion d'affaire, une stipulation pour autrui ⁽⁶⁵⁾. Mais en vérité, de conception toute moderne, elle ne pouvait que mal s'accorder avec les systèmes

(64) Voir DIJON, 21 juillet 1890, D. 93-1-24 ; Pand. 94-1-1 et note de M. DESLANDRES ; 16 déc. 1908, D. 09-1-76 et note de M. CAPITANT ; 7 juillet 1910, D. 11-1-201 et note de M. NAST ; 2 août 1911, S. 12-1-201 et note de M. WALH ; PARIS, 16 fév. 1911, D. 12-2-289 et note de M. NAST.

(65) Voir ROUAST. *Le contrat coll.* (op. cit.), p. 253 et s. et dans *Bull. Soc. études lég.*, 1097, p. 208, rapport de M. MORIN sur l'état de la jurisprudence et des lég. étrangères.

civilistes. Aussi fut-on obligé de l'appeler tout simplement contrat innommé ⁽⁶⁶⁾, ce qui était proprement une défaite. Contrat innommé, contrat « *sui generis* », reconnaît en effet M. Planiol, « ce sont des dénominations qui n'avancent à rien, car elles ne disent rien » ⁽⁶⁷⁾.

Et pourtant, en face de l'extension que prenait la convention collective de travail ⁽⁶⁸⁾, la fermeté d'une réglementation légale devenait de jour en jour plus nécessaire. Devant l'impossibilité de trouver dans le Code Civil une formule convenable, une loi devait intervenir pour marquer ce nouveau point d'évolution du droit. Ce fut la loi du 25 mars 1919 qui le fit enfin. Aussi est-ce d'après celle-ci que l'on peut apprécier véritablement les modifications que la convention collective a pu apporter au droit classique.

La loi du 25 mars 1919 (C. T. L. I., art. 31 et s.) eut tout d'abord le mérite d'indiquer en termes précis la nature et le domaine véritable de la convention collective du travail.

« La convention collective du travail, nous dit l'article 31, est un contrat relatif aux conditions de travail conclu, entre, d'une part, les représentants d'un syndicat professionnel ou de tout autre groupement d'employés, et, d'autre part, les représentants d'un

(66) Voir p. ex. PIC. *Traité du lég. ind.*, 4^e éd., n° 414.

(67) *Rev. Crit.*, 1909, p. 10. Une association méconnue, auteurs et directeurs de théâtre.

(68) 253 conventions coll. ont été passées en 1918. Voir déclaration de M. COLLIARD, ministre du travail, au Sénat, dans la séance du 27 février 1919, *J. Off.*, Déb., Parl.

syndicat professionnel ou de tout autre groupement d'employeurs, ou plusieurs employeurs contractant à titre personnel ou même un seul employeur.

« Elle détermine les engagements pris par chacune des parties envers l'autre partie et, notamment, certaines conditions auxquelles doivent satisfaire les contrats de travail individuels ou d'équipe que les personnes liées par la convention passent, soit entre elles, soit avec des tiers, pour le genre de travail qui fait l'objet de la dite convention. »

Il s'ensuit que ce contrat, d'une nature toute moderne et que seule a pu susciter la création des syndicats, se trouve avoir un champ d'application inusité jusqu'alors, puisqu'il peut englober plusieurs syndicats et que, d'autre part, en l'absence de convention spéciale, il peut avoir une compétence territoriale très étendue, celle de tout conseil de prud'hommes ou de justice de paix dont le secrétariat ou greffe aura reçu l'acte en dépôt (art. 31 d).

Mais cette largeur d'application n'entraîne cependant pas, à l'encontre de ce qu'on pourrait penser tout d'abord, un asservissement immédiat des individus. En effet, à analyser les règles de la convention collective du travail, quant aux personnes qui se trouvent liées par elle, on s'aperçoit bien vite que la liberté individuelle est généralement respectée. Ne sont liés, en effet, d'après la loi de 1919, d'une part, que les employés et les employeurs signataires de la convention et, d'autre part, ceux qui, lors de la conclusion de la convention sont membres du groupement adhérent et n'ont pas donné leur démission de celui-ci, et ceux

enfin qui adhèrent postérieurement à un groupement partie à la convention (art. 31 *h*). De plus, si la convention est de durée déterminée, ce qui a pour but d'engager complètement ceux qui y sont parties individuellement, il arrive fréquemment, en pratique, que les ouvriers, afin d'avoir une plus grande liberté, adhèrent au syndicat partie à la convention sans signer une adhésion individuelle à celle-ci, et conservent par suite la faculté constante de dénonciation unilatérale de ladite convention, laquelle ne peut leur être opposée que comme convention indéterminée.

Toutefois, dans un cas spécial, l'ouvrier se trouve entraîné dans une situation de droit malgré lui. C'est lorsque le syndicat adhérent à la convention dénonce celle-ci. Sa renonciation entraîne alors de plein droit celle de tous ses membres, nonobstant toute convention contraire (art. 31 *in fine*).

Malgré ce, on peut bien dire que le législateur de 1919 n'a pas trop sacrifié le droit individuel au droit collectif. La convention collective qu'il a conçue est, avant toute autre chose, un accord de volonté, qui met en jeu des collectivités sans doute, mais qui ne sont, en dernière analyse, formées que par des adhésions individuelles formelles. L'élément contractuel, il faut le reconnaître, n'est pas du tout exclu.

Cependant, la convention collective de travail n'est pas simplement contractuelle : elle participe aussi du caractère institutionnel. On a pu le constater déjà par ce fait qu'un syndicat partie à la convention entraîne obligatoirement en démissionnant la renonciation de tous ses membres à la convention. On peut

s'en rendre compte, plus encore, par la disposition de l'article 319, annulant, entre parties liées par la convention, tout accord contraire aux clauses de cette convention.

Ici, à la différence de ce qui avait été prescrit par l'article 1134, alinéa 2, du Code Civil, le consentement mutuel est impuissant à modifier la convention. Celle-ci, une fois conclue sous la forme de convention collective du travail, acquiert le caractère d'ordre public. Elle est véritablement la loi des parties. Mais ce que celles-ci ont pu faire ne pourra être défait. Leur volonté capable de créer se trouvera impuissante à modifier. Et, par là, l'œuvre nouvelle du législateur se montre vraiment novatrice, car elle porte une nouvelle atteinte au dogme de l'autonomie de la volonté.

Mais, à vouloir apprécier la convention collective autrement que par ses qualités d'antithèse avec la doctrine individualiste, et bien plutôt par les progrès qu'elle a fait accomplir au droit, il faut convenir qu'elle apparaît comme « la plus heureuse, la plus progressive solution » ⁽⁶⁹⁾ des difficultés engendrées par le contrat de travail. C'est en elle que l'on peut voir la véritable création juridique qui, dans le domaine du contrat, corresponde aux transformations du monde économique.

C'est elle seule, en effet, qui a su établir les bases réelles sur lesquelles se doivent équitablement discuter les conditions de travail. Sous le régime des rap-

(69) Henry DESROYS DU ROURE. Le règlement d'atelier et le contrat de travail (op. cit.), p. 149.

ports individuels, entre employeur et employés, le contrat de travail n'existe pas, a-t-il été dit plus haut, il ne saurait exister. L'inégalité des situations ne peut donner lieu à une libre discussion, condition indispensable d'un juste contrat. La convention collective remédie à cette inégalité en transposant la discussion du plan individuel au plan collectif, et rend possible par suite une équitable élaboration contractuelle, d'égal à égal, qui engendre un véritable contrat de travail. C'est là ce que voulait indiquer M. Raoul Jay quand il écrivait : « dans l'usine contemporaine qui occupe des centaines et des milliers d'ouvriers, le contrat sera collectif ou ne sera pas » (70).

Un autre avantage du contrat collectif est d'apporter une heureuse réglementation de la concurrence. Et cela aussi était indispensable dans le monde du travail ; la concurrence y joue, on le sait, un rôle néfaste. C'est elle par exemple qui, comme on l'a vu, paralyse un patron plus soucieux que d'autres des besoins ouvriers, l'empêche d'appliquer dans son usine des conditions de travail plus douces. C'est elle qui permet à certains ouvriers d'accepter des salaires inférieurs à ceux de leurs camarades pour prendre leur place. A tous ces désodres, la convention collective vient apporter une règle salubre. Libérant la volonté des parties du joug de la concurrence, elle lui permet de reprendre son indépendance et de redevenir prépondérante. C'est alors que tous les patrons d'une région peuvent accorder, par exemple, un mi-

(70) Le contrat collectif de travail, *Rev. d'Ec. pol.*, 1907.

nimum de salaire à leurs ouvriers et que ceux-ci, d'autre part, n'ont plus à craindre l'intervention de camarades dépréciant le salaire, celui-ci étant fixé par la convention. Le système anarchique du « franc jeu » disparaît devant une loi librement élaborée et consentie.

Aussi, la convention collective de travail doit-elle être considérée comme un excellent facteur d'organisation du travail. Rendant équitable le contrat de travail, elle permet, en muselant la concurrence, d'y apporter des améliorations. Elle peut intervenir, par ailleurs, grâce à la souplesse de son organisme, dans une réglementation minutieuse des conditions de travail. C'est ainsi qu'avec elle la question du règlement d'atelier ne doit plus exister. Elle est à même de la résoudre complètement ; en effet, ou bien elle contient dans son texte une rédaction complète du règlement intérieur de l'usine, ou elle prévoit, tout au moins, les conditions dans lesquelles il devra être rédigé et appliqué. Aussi, pour toutes ces réelles qualités, elle mérite bien d'avoir été appelée « la machine juridique indispensable de la grande industrie » (71).

Mais cependant, la convention collective, telle qu'elle apparaît avec la loi du 25 mars 1919, n'atteint pas le point d'évolution qu'on est en droit d'attendre d'un pareil organisme. Elle y est avant tout, comme

(71) R. JAY, L'org. du t. par des synd. prof. *Rev. d'Ec. Pol.*, 1894, p. 305.

on vient de le voir, à base contractuelle, c'est-à-dire n'existant que par l'effet d'adhésions individuelles. Et pourtant, à bien étudier son esprit et la puissance d'évolution qui y réside, on se rend compte rapidement que la convention collective, tout au contraire, doit être bien plus une loi véritable de la profession, qu'un simple contrat. Comme le dit, en effet, M. Jay, « On ne donnerait du contrat collectif qu'une idée incomplète et, par suite, inexacte, et on ne ferait surtout pas comprendre l'avenir qui peut lui appartenir, si on ne mettait en relief l'incontestable tendance qu'a le contrat collectif de travail à créer une législation professionnelle plus ou moins directement obligatoire pour tout un métier » (72).

Cette propension est d'ailleurs si forte, que même par le jeu de la loi de 1919, la convention collective tend dans la région où elle a été conclue, à s'imposer à tout le monde. Ainsi les patrons signataires de la convention s'engagent à n'appliquer dans leurs ateliers que les conditions de travail prévues par la convention, aussi, du même coup, tous les ouvriers en profiteront, qu'ils soient ou ne soient pas adhérents au contrat collectif. De même, les ouvriers parties au dit contrat, s'engageant à ne travailler qu'aux conditions prévues par celui-ci, il en résulte qu'un patron indépendant sera obligé d'admettre ces conditions s'il emploie des ouvriers syndiqués. Et il en sera de même pour l'adjudicataire des travaux publics dans une région où il existe une convention col-

(72) Le contrat collectif (op. cit.), p. 5.

lective, car le cahier des charges sera certainement inspiré des clauses de cette convention.

D'ailleurs, d'une façon générale, la convention collective, du fait qu'elle n'est pas obligatoire pour toute une industrie dans une région, peut entraîner des injustices certaines. En effet, un patron et des ouvriers non signataires de la convention collective ne sont en aucune façon liés par elle, et, par suite, le patron peut faire travailler ses ouvriers plus longtemps ou les payer moins et ceux-ci pourront accepter ces conditions. Il s'ensuit que les derniers feront concurrence à leurs camarades syndiqués et que, d'autre part, le patron pourra vendre sa production à un prix plus bas que celui de ses collègues, parties à la convention collective.

Celle-ci ne remplit plus alors son rôle qui est de supprimer la concurrence. C'est pourquoi, la convention collective, pour être efficace, doit être étendue le plus possible et même imposée comme une loi.

Mais alors nous nous trouvons en face d'une importante modification du droit public. Effectivement, le contrat collectif devenu obligatoire et ayant acquis force de loi, ne présente pas les caractères actuels des lois que nous reconnaissons aujourd'hui : il n'est dû qu'à la rédaction de simples particuliers, tandis que la loi telle que nous la concevons ne doit émaner que d'un organe d'Etat, Pouvoir central ou Parlement. Aussi, reconnaître à l'élaboration juridique des spécialistes d'une profession la même force obligatoire qu'à la loi, c'est évidemment bouleverser fa

conception de l'Etat sur laquelle nous vivons. C'est admettre au surplus, à l'encontre des principes constitutionnels d'aujourd'hui, qu'il peut y avoir des lois régionales et des lois de corporations ⁽⁷³⁾. En vérité, le contrat collectif obligatoire substituant la loi de la profession à la loi de l'Etat « c'est — comme l'a dit M. le Professeur Morin — la subversion de notre droit public » ⁽⁷⁴⁾.

Cela, le législateur de 1919 n'a pu se résoudre à l'accomplir. Le problème de la convention collective de travail, envisagé au point de vue du pouvoir obligatoire, est d'ailleurs trop strictement lié au pouvoir syndical proprement dit, pour que l'on ne soit pas obligé de demander, le cas échéant, au syndicat, certaines garanties de véritable capacité économique. La convention collective sera, somme toute, ce que sera le syndicat.

Mais toutefois, ce serait la méconnaître totalement que de ne pas apprécier, avec la création de 1919, l'évolution qu'elle représente. Il est certain qu'avec celle-ci, si on n'est pas allé jusqu'à sacrifier totalement l'individu à l'intérêt social, on n'a pas hésité cependant à rompre avec les principes individualistes, là où ils paraissaient par trop nuisibles à l'organisation du travail.

*
**

Ainsi, on se trouve, à la fin d'une étude sur le droit du contrat dans le monde du travail, complètement

(73) Voir G. MORIN. La révolte des faits contre le Code (op. cit.), p. 40 et s.

(74) Voir le même, p. 50.

éloigné du point de vue strictement individualiste du Code Civil. De même qu'après l'examen des travaux accomplis quant au droit de propriété par la législation du travail, on s'est rendu compte que celle-ci avait eu un rôle important dans la réalisation du principe moderne de la propriété fonction sociale, de même, dans le domaine des conventions, on s'aperçoit que les créations du droit ouvrier ont largement montré que le contrat ne doit pas être « l'acte de maîtrise d'une volonté créatrice de droit » des individualistes du siècle dernier, mais bien, suivant la pensée juridique moderne généralement admise, le « procédé d'adaptation des volontés à l'utilisation des efforts communs pour la satisfaction des intérêts individuels réciproques » (75).

En portant des limitations nombreuses au principe de la liberté des conventions, en introduisant dans notre droit au sujet des contrats entre majeurs la notion de lésion, en montrant combien la technique contractuelle peut aboutir à des résultats contraires à la réalité et combien il est nécessaire de chercher, en dehors d'une unique formule, des procédés nouveaux de convention, les lois ouvrières ont certes fait une rude critique de la théorie contractuelle de 1804. Elles ont aussi montré au législateur combien il est nécessaire à notre époque d'avoir une conception plus réaliste du contrat, où l'autonomie de la volonté se limite par la notion de solidarité; la liberté des conventions par celles de justice et d'utilité sociale.

(75) SALEILLES. De la déclaration de volonté (op. cit.), p. 228.

Aussi, dans le domaine du contrat tout spécialement, peut-on bien avoir « la conviction, comme l'a dit M. le Professeur Lambert, que la civilistique peut et doit recevoir de nombreux et décisifs enseignements de sa jeune rivale la législation ouvrière » (76).

(76) Le Code civil et la législation ouvrière (*Rev. Gén. du Droit*, V-1904, p. 152 et s.).

Conclusion

I

En résumé, l'examen critique des principales lois ouvrières, tel qu'il vient d'être réalisé, montre bien que celles-ci jouent dans la vie de notre droit un rôle qu'il convient de ne pas méconnaître. Loin d'être, ainsi que certains l'ont soutenu, des lois négligeables, de portée restreinte, peu susceptibles d'avoir une influence quelconque sur l'évolution générale du droit, elles se révèlent au contraire, après une étude réfléchie, comme les premières élaborations, dignes d'intérêt, d'un droit très éloigné de celui qui procède de l'œuvre de 1804, puissamment novateur, et qui, pour s'appliquer dans un milieu particulier, n'en est pas moins important, par la force même d'expansion qui réside en lui et se manifeste de tous les côtés.

En vérité, ainsi que l'a fait très justement remarquer M. Lorin, « *un Code du travail s'élabore contraire à l'esprit du Code Civil, un droit social tend à se substituer au droit individualiste* » (1).

(1) H. LORIN. *Idee individualiste ou idee chrétienne comme fondement du droit* (op. cit.), p. 65.

On l'a vu, en effet, à la conception autoritaire de la famille du Code Civil, la législation du travail en a substitué une autre sensiblement différente, plus souple, plus libérale, plus réaliste aussi, et qui tend à s'introduire peu à peu dans le droit commun : l'émancipation de l'ouvrière entraînant comme conséquence inéluctable l'émancipation de la femme en général ; l'organisation elle-même du groupe familial ouvrier, soucieuse des véritables fins de la famille, demeurant comme un exemple qui s'impose au législateur pour une réglementation moins contractuelle et plus institutionnelle de la famille en général, qui paraît si nécessaire aujourd'hui.

Dans la question de la responsabilité, la loi de 1898 sur les accidents du travail, introduisant dans notre droit la théorie du risque, a eu, elle aussi, une influence notable : elle a suscité d'une façon générale un élargissement de la notion de faute, là même où celle du risque n'a pas été préférée.

Au sujet du droit d'association, la législation du travail s'est encore trouvée à l'avant-garde : la loi sur les syndicats professionnels a été la première reconnaissance de la liberté d'association, celle de 1901 n'en a été que la conséquence ; dans le même sens, la liberté très large d'acquisition, accordée aujourd'hui aux syndicats, permet d'espérer que cette même liberté sera accordée un jour à toute association.

Le droit de propriété, d'autre part, a perdu par le fait des lois ouvrières le caractère exclusif qu'il avait dans la conception civiliste : il est devenu moins ab-

solu, moins individuel, il s'est nettement affirmé comme une véritable fonction sociale.

Le libre contrat enfin a subi lui aussi dans le Code du Travail une sérieuse critique : les principes de la liberté des conventions, du monopole du contrat, y ont été contredits ; la notion de lésion en particulier, si incertaine, si inefficace dans le droit civil, y a trouvé une reconnaissance sans équivoque, prémices d'une réglementation analogue dans le droit commun.

Mais, à vrai dire, la législation du travail n'a pas arrêté là son action novatrice. Elle a poussé plus avant ses tentatives de rénovation du droit. Désireuse d'accorder à l'ouvrier une protection véritablement efficace, elle a su accomplir aussi certaines réformes de technique susceptibles de permettre ce résultat. C'est ainsi qu'elle a été amenée notamment à introduire des innovations intéressantes dans les lois de procédure ; à fortifier au point de vue procédural lui-même, en dépit de certaines règles traditionnelles, l'action syndicale ; à rompre parfois le cadre juridique national, pour établir ses prescriptions sur un plan plus large, nettement international, garant d'une application plus certaine et plus complète semble-t-il. Et, par cela même, elle a déterminé des transformations du droit qui, dépassant le cadre des lois ouvrières, s'étendent à des domaines juridiques plus généraux.

C'est à ces derniers résultats législatifs, qui, certes, n'ont pas encore produit tous les effets que l'on est en

droit d'attendre d'eux, mais qui paraissent cependant lourds de sûres promesses, qu'il convient, au terme même de cette étude, de s'arrêter quelque peu. On verra, à leur sujet, une nouvelle fois, le rôle joué par la législation du travail dans l'élaboration de notre droit, on se rendra compte surtout de l'extraordinaire vitalité qui l'anime, de la puissance d'évolution qui est en elle.

Montrer d'ailleurs qu'à côté des réformes qui ont déjà pour la plupart porté leurs fruits, il en est d'autres qui ne sont peut être parfois qu'esquissées, mais qui font prévoir cependant des modifications juridiques profondes et qu'ainsi l'action novatrice de la législation du travail, loin de diminuer, se poursuit au contraire inlassablement, se projette avec netteté sur l'avenir, n'est-ce pas là le point primordial sur lequel il importe d'insister à la fin d'une étude sur l'évolution du droit? Evolution qui, elle, à vrai dire, n'est jamais terminée, se poursuivant sans cesse, le droit n'étant, comme l'a dit Ihering, qu'un « perpétuel devenir » (2).

II

Parmi les innovations apportées par la législation du travail dans « la mise en œuvre active, technique et pratique du droit » (3), et qui font prévoir des

(2) R. VON IHERING. La lutte pour le droit (op. cit.), p. 10.

(3) Définition de la procédure selon M. JAPIOT, dans son *Traité élémentaire de procédure civile et commerciale* (Paris, Rousseau, 1916, p. 1).

transformations juridiques plus générales, il faut noter tout d'abord *un certain effort de simplification et de modernisation des formalités procédurales*.

L'utilité d'une pareille tentative se conçoit aisément. Comme on l'a dit en effet « nous avons la procédure civile du temps des diligences » (4). Le Code de Procédure a gardé chez nous un formalisme, une complexité véritablement désuets. Il ignore à peu près toutes les transformations introduites, depuis sa promulgation, dans notre genre de vie, et aux besoins modernes de simplicité et de célérité oppose obstinément un abus de précautions, de lenteurs et de formalités.

Les ouvriers, comme on peut l'imaginer, ont souffert sérieusement des complications procédurières. Sans doute, l'institution de juridictions d'exception telles que celles des justices de paix, des conseils de prud'hommes, permettant une simplification de la procédure; l'organisation, d'autre part, de l'assistance judiciaire ont été pour eux d'un grand secours. Mais il faut bien le reconnaître, il s'est trouvé des cas, malgré ce, où ils ont pu être littéralement ruinés par des frais de procédure.

C'est ainsi qu'à la suite d'une saisie-arrêt de salaire, un ouvrier, pour une dette de 9 fr. 45, a été obligé de payer 49 fr. 60 de frais (5). On a pu voir d'ailleurs, dans des affaires analogues, les frais s'élever à 700 % du principal (6). L'Office du Travail a

(4) J. CRUET. La vie du droit (op. cit.), p. 250.

(5 et 6) Voir BENDER. Les imperfections de la loi sur la saisie-arrêt des salaires. Comment y remédier (*Rev. des Quest. prat.*, 1900, p. 113).

cité des cas où le total des frais s'est trouvé élevé de 1.693 % de la dette initiale (7). Il faut bien remarquer, en effet, que dans ces cas là, l'assistance judiciaire n'est qu'un secours apparent : le salarié débiteur est toujours obligé de payer les frais exposés par le créancier pour le recouvrement de sa créance : ce dernier en fait bien l'avance, mais il ne donne main-levée qu'après les avoir récupérés.

C'est pour remédier aux effets désastreux de l'exagération des frais de procédure que le législateur, soucieux des intérêts ouvriers, a été amené à accomplir une transformation des règles traditionnelles des voies d'exécution, extrêmement intéressante, surtout par sa valeur indicative d'une réforme probable plus générale. La loi du 27 juillet 1921 (modifiant celle du 12 janvier 1895, abrogée et remplacée par C. T., L. I., art. 67 et s.), en effet, ayant pour but de simplifier la procédure des saisies-arrêts des salaires, et de mettre fin aux excès de frais de justice dans ces cas là, a stipulé, entre autres dispositions progressives, que les exploits délivrés par huissier seraient supprimés et remplacés par des lettres recommandées du greffier.

La poste moderne se trouve être ainsi utilisée d'une façon notable dans la réalisation des formalités procédurales. La réforme n'a rien d'ailleurs qui soit trop téméraire. A notre époque, les progrès obtenus par les services de la poste sont remarquables. Il n'y a pas aujourd'hui une commune, un hameau, si éloignés soient-ils des centres, qui ne soient régulière-

(7) Enquête de l'Office du Travail, 1899.

ment et journellement desservis par les agents-postaux. Comment alors se refuser à ne pas employer ces moyens modernes de correspondance et s'en tenir, pour la signification des actes, au ministère d'huissier tel qu'il était conçu il y a cent-vingt ans?

Aussi peut-on espérer raisonnablement que la réforme entreprise pour la saisie-arrêt des salaires sera certainement admise un jour d'une façon plus générale. Un projet de loi a d'ailleurs été déposé tendant à modifier les articles 68 et 69 du Code de Procédure civile et à autoriser la signification des actes judiciaires par la voie de la poste ⁽⁸⁾. Il est même prévu, dans ce projet, qu'en cas d'extrême urgence le président pourra ordonner que l'exploit soit adressé au destinataire même par la voie télégraphique ou par toute autre voie rapide.

Un nouveau Code de Procédure commence ainsi à s'élaborer qui sera en harmonie avec notre époque de communications postales rapides et de télégraphie. Et ici encore, la législation du travail se trouve à l'avant-garde.

*
**

Une autre disposition novatrice importante, adoptée par la législation du travail dans le domaine de la procédure, est certainement celle qui a consisté, en dépit du principe traditionnel qui exige un intérêt personnel pour intenter une action — « pas d'intérêt pas d'action » —, à permettre aux syndicats *d'exercer une action en justice pour la seule défense*

(8) Ch. des Députés, 10 mars 1925, annexe n° 1351.

de l'intérêt professionnel, considéré indépendamment de celui de chacun des membres du syndicat.

Comme on le sait, dans les premiers temps de l'application de la loi de 1884 organisant le syndicat professionnel, on avait pensé que celui-ci n'avait le droit d'exercer que « les actions qui, n'étant pas dans le commerce, ne peuvent être exercées par aucun de ses membres », suivant les propres termes de M. Waldeck-Rousseau, l'auteur de la loi ⁽⁹⁾. De la sorte, l'action syndicale ne devait être recevable que si individuellement chacun des membres du syndicat se trouvait dans l'impossibilité juridique d'agir pour son compte, à raison du même fait, faute de pouvoir justifier d'un intérêt individuel suffisant. Il ne pouvait y avoir selon cette théorie, cumul des actions syndicales et des actions individuelles des syndiqués. Si ces dernières étaient possibles, l'action syndicale devait par cela même cesser d'être recevable.

Interpréter la loi de 1884 de cette façon, certainement, « c'était méconnaître que l'atteinte portée au droit d'un seul, surtout si elle est systématique et se renouvelle, peut léser le droit de tous; c'était ne laisser au syndicat que des actions d'ordre moral, c'est-à-dire inefficace, et c'était commettre enfin « l'erreur individualiste qui consiste à ne considérer l'intérêt professionnel que dans l'isolement de l'ouvrier » ⁽¹⁰⁾. La jurisprudence cependant fut fidèle pendant un

(9) *Recueil périodique de procédure civile*, 1887, p. 49.

(10) G. SCHELLE. *Le droit ouvrier* (op. cit.), p. 71.

certain temps aux directives de M. Waldeck-Rousseau ⁽¹¹⁾.

Mais toutefois, au fur et à mesure que le nombre des syndicats augmenta, l'importance de leur rôle social se dégageant, une tendance libérale s'affirma dans la jurisprudence, qui admit la coexistence d'une action syndicale avec des actions individuelles, toutes les fois que l'action syndicale était justifiée par un intérêt collectif évident, et qu'elle avait spécialement pour objet, la défense des intérêts généraux de la profession. En 1907, cette conception de l'action syndicale se trouvait d'ailleurs généralement admise à la Cour de Cassation ⁽¹²⁾.

Puis subitement, un revirement de la jurisprudence se produisit avec un arrêt de la Chambre Criminelle du 20 décembre 1907. « Attendu, disait cet arrêt, qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent seul servir de base à une intervention civile devant les juridictions répressives... que... si un syndicat.... a le droit de se porter partie civile dans les poursuites du Ministère Public contre les délits préjudiciables aux intérêts qu'il représente, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts dont il s'agit aient été directement lésés par le fait délictueux » ⁽¹³⁾.

On le voit, la règle traditionnelle « pas d'intérêt pas d'action » avait, à la Chambre Criminelle, repris son influence. La décision du 20 décembre 1907 fut

(11) Trib. Civ. Arras, 13 juin 1888, D. 90-3-55 ; Civ., 8 fév. 1893, D. 93-1-241, S. 96-1-329 et note WALH ; Rouen, 7 janv. 1903, *Gaz Pal.*, 1903-1-240.

(12) Voir Crim. cass., 29 juillet 1907, D. 09-1-129.

(13) Cité par CAPITANT et CUCHE. C. de L. I. (op. cit.), p. 123.

d'ailleurs suivie de beaucoup d'autres dans le même sens (14), pendant que la Chambre des requêtes et la Chambre civile restaient fidèles à leur jurisprudence libérale (15). Un arrêt solennel, rendu le 5 avril 1913, mit fin à l'incertitude qui naissait de ces divergences en consacrant la solution favorable à la recevabilité des actions syndicales intentées concurremment avec les actions individuelles (16).

Le législateur n'a fait que confirmer par la suite cette solution libérale. C'est ainsi qu'il a stipulé dans l'art. 33 K de la loi du 10 juillet 1915 (C. T., L. I., T. III) relative au salaire minimum des ouvrières à domicile, que « les syndicats professionnels peuvent exercer une action civile basée sur l'inobservation de la présente loi sans avoir à justifier d'un préjudice ». De la sorte la règle « pas d'intérêt pas d'action » se trouve nettement écartée. Le syndicat demandeur doit simplement prouver que son intervention en justice est utile à l'intérêt général des ouvrières.

La loi du 12 mars 1920, renouvelant l'organisation syndicale, consacre la même théorie. Elle établit que les syndicats professionnels peuvent, devant toutes les juridictions, exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent (L. du 21 mars 1884, article 5 nouveau). « Le texte nouveau, fait remarquer

(14) Crim. Cass., 21 nov. 1908, S. 10-1-211 ; 10 fév. 1911, D. 11-1-218.

(15) Voir sur la question un rapport très complet de M. le Conseiller FALCIMAIGNE, D. 14-1-65.

(16) S. 1920-1-49. Voir aussi Crim., 21 nov. 1913, D. 14-1-297.

à ce sujet M. Toubeau, permet aux syndicats professionnels de veiller eux-mêmes à l'application des lois et des règlements qui régissent leur profession... Il est bien évident que, désormais, aucun tribunal ne pourra refuser à un syndicat le droit d'intervenir judiciairement dans une poursuite exercée contre l'auteur d'une infraction à ces lois ou règlements » (17).

Par cette nouvelle orientation du juge et du législateur, l'erreur individualiste des débuts de l'application de la loi de 1884 se trouve ainsi nettement corrigée. Le syndicat acquiert enfin la possibilité de jouer un rôle social important. Grâce à la réforme d'une règle de procédure, il s'affirme véritablement comme représentant de la profession. Son action en justice, en effet, n'est plus fondée sur l'intérêt, mais sur une notion plus large, celle de la fonction. On lui reconnaît, suivant l'expression même de l'arrêt de 1913, la « mission légale » de défendre « l'intérêt collectif de la profession envisagée dans son ensemble », et le juge chargé d'admettre son action en justice doit veiller seulement à ce que son but soit conforme à la fonction du syndicat, sans prendre en considération l'intérêt particulier qui peut la justifier. L'action syndicale ainsi conçue devient d'ailleurs un adjuvant précieux de la loi. Elle renforce l'organisation juridique de la profession. Elle corrobore d'une façon notable, dans le domaine correctionnel ou cri-

(17) TOUBEAU. L'action en justice des syndicats professionnels depuis la loi du 12 mars 1920 (*Rev. Pol. et Parl.*, X-1920, p. 114 et s.).

minel, l'action du Ministère Public, en faisant encourir au délinquant, en sus de l'amende, l'obligation du paiement d'une certaine somme en dommages-intérêts. Elle permet même au Tribunal ou à la Cour un dosage plus adéquat de la peine, en lui accordant la faculté de suppléer, le cas échéant, à une insuffisance du tarif de l'amende, par une condamnation pécuniaire au profit du syndicat figurant dans l'instance comme partie civile.

Mais à vrai dire, le syndicat doté d'un tel pouvoir d'ester en justice, véritablement exorbitant du droit commun, s'est trouvé appelé de ce fait — et c'est là que l'on voit l'influence des lois ouvrières dans l'organisation juridique de notre société — à jouer un rôle assez éloigné de celui qu'il remplissait dans les premiers temps de la mise en œuvre de la loi de 1884. Alors que tout d'abord on l'employait surtout dans le domaine industriel pour porter remède aux conflits ouvriers, on pensa par la suite, principalement grâce à l'avantage de son action en justice conçue d'une façon si large, qu'il serait d'une grande utilité dans bien des domaines autres que ceux pour lesquels on l'avait pratiquement organisé.

Les pharmaciens ⁽¹⁸⁾, les médecins ⁽¹⁹⁾, l'employèrent pour lutter contre des faits de concurrence déloyale susceptibles de nuire au bon renom de leurs professions. Les commerçants s'en servirent, tout particulièrement semble-t-il, pour se défendre contre les

(18) Voir notam. Crim., 11 janvier 1915, D. 15-1-62.

(19) Voir notam. Grenoble, 29 mars 1909, sans Cass., S. 10-1-333,

fraudes (20). Les producteurs de matières alimentaires pour faire respecter les avantages de l'appellation d'origine (21). Le législateur facilita ou confirma d'ailleurs cette évolution par de nombreuses interventions. Au sujet des fraudes alimentaires notamment il rappela le droit pour les syndicats de collaborer à la répression en exerçant une action civile en dommages-intérêts accessoirement à l'action publique (L. des 10 juillet 1906, 29 juin 1907, 20 février 1911). Il fit de même pour les appellations d'origine (L. du 6 mai 1919).

Ainsi, on voit que la technique syndicale, par un phénomène qui n'est pas sans quelque analogie avec celui déjà constaté au sujet des sociétés coopératives, s'applique avec bonheur dans les milieux les plus divers. Une fois de plus, il faut constater que l'organisation juridico-sociale de notre société moderne se trouve en germe, en grande partie, dans les créations de la législation du travail.

*
**

Une autre innovation de la législation du travail dans la réalisation technique et pratique du droit, et qui marque un point caractéristique dans l'évolution de ce dernier, est celle qui a consisté à établir au moyen d'accords internationaux, *l'application d'une même disposition légale protectrice des travailleurs dans plusieurs pays étrangers*.

Dès que les lois ouvrières furent assez importan-

(20) Voir notam. Amiens, 2 mai 1913, D. 13-3-244 (Synd. nat. de la viticul.).

(21) Voir BENDER. De la délimitation du Bourgogne et du Beaujolais, 1913.

tes, quant à leur champ d'application et quant à leurs prescriptions, il apparut, en effet, que le nouveau droit qui naissait ainsi et qui imposait aux industriels des obligations parfois très lourdes, ne pouvait être véritablement organisé que par une réglementation internationale ; une nation isolée ne pouvant en prendre l'initiative sans mettre ses industriels en infériorité sur le marché mondial.

Aussi de nombreux esprits réclamèrent-ils une entente entre les nations pour l'application des lois protectrices des travailleurs. Eclairés par les travaux d'Owen, de Daniel Legrand, de Wolowski, les groupes socialistes, parlementaire ou syndicaux, tant en France, en Suisse et en Belgique, qu'en Allemagne et en Autriche, menèrent une campagne très vive à ce sujet. Vers 1889, le mouvement d'opinion créé en ce sens fut si intense, que le gouvernement helvétique proposa aux puissances la réunion à Berne d'une conférence diplomatique, pour déterminer les bases d'une convention internationale du travail. Mais alors, l'Empereur d'Allemagne, Guillaume II, désireux de montrer la hardiesse de ses conceptions sociales et de s'attirer la sympathie des classes ouvrières, se substitua d'autorité au gouvernement Suisse et convoqua à Berlin, par ses fameux rescrits du 5 février 1890, la première conférence internationale pour l'étude des questions ouvrières. Ce fût, à vrai dire, un échec complet. Aucune décision positive ne put être prise. Une proposition de la Suisse, relative à la création à Berne d'un Office International de Renseignements, ne fut même pas jugé réalisable.

Plus heureux fut l'effort fait en France lors de l'exposition universelle de 1900. A cette époque là, en effet, fut organisé un Congrès pour la protection légale des travailleurs qui, groupant des hommes politiques, des chefs d'industrie, des professeurs, des fonctionnaires, put aboutir à la formation d'une Association Internationale pour la protection légale des travailleurs. Cette association donna immédiatement des preuves de sa vitalité, en fondant, à Bâle, un Office International du Travail, centre de documentation publiant un bulletin ; en organisant des congrès internationaux portant sur des questions nettement limitées, proposées suivant l'opportunité de leur réglementation internationale.

Le premier de ces congrès eût lieu à Cologne, en 1902. Après avoir reconnu la nécessité d'une intervention législative pour supprimer deux sources de misères particulièrement dignes d'attention, le travail de nuit des femmes dans l'industrie, l'emploi du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes, il décida d'intervenir auprès du gouvernement helvétique, pour le prier de prendre l'initiative d'une conférence internationale, qui aboutirait, au moyen de conventions diplomatiques, à faire accepter et sanctionner cette double réforme par les pays représentés. La Suisse accepta. Deux conférences diplomatiques eurent lieu à Berne en 1905 et 1906, l'une préparatoire, l'autre définitive. Elles aboutirent à l'acceptation par sept puissances de l'interdiction du travail de nuit des femmes, à l'adoption, à l'unani-

mité des quatorze puissances représentées, de la suppression du phosphore blanc ⁽²²⁾.

Par la suite, d'autres Congrès internationaux ont eu lieu à Lucerne en 1908, à Lugano en 1910, à Zurich en 1912. En septembre 1913, à Berne, au cours d'un congrès préparatoire, on jeta les bases de deux conventions nouvelles : l'une sur l'interdiction du travail de nuit des jeunes ouvriers, l'autre sur la fixation à dix heures de la journée de travail des femmes et des jeunes ouvriers. Et ce fut la guerre seule qui empêcha la réunion de la conférence diplomatique qui devait voter l'année suivante ces nouvelles conventions ⁽²³⁾.

Parallèlement à l'activité de l'Association Internationale, certains gouvernements corroborèrent l'élaboration d'un droit international ouvrier, en créant une forme nouvelle de pacte diplomatique : le traité de travail — Traité généralement conclu entre deux pays et ayant pour but la réglementation des questions relatives aux ouvriers de ces deux pays qui se déplacent de l'un dans l'autre.

Le premier en date fut le traité franco-italien du 15 avril 1904 (renouvelé par celui du 30 septembre 1919) ⁽²⁴⁾. Il a rendu commun aux deux pays le service de la caisse d'épargne postale, égalisé le traitement des ressortissants de chacun des deux Etats en

(22) Voir P. PIC. Chronique dans *Quest. Prat.* (1905 et 1906) et *Rev. Gén. de Dr. Intern. Ju.*, 1907, p. 495 et s.

(23) Voir *Bull. Min. Trav.*, 1913, p. 991.

(24) Voir M. PIC. La convention franco-italienne de travail et le droit international (*Rev. Gén. de Dr. Intern. Pub.*, 1909, p. 515 et s.) ; sur le nouveau traité, voir *Bull. Min. Ttra.*, 1920, p. 1 à 22.

cas d'accidents du travail et assuré un contrôle mutuel des lois protectrices du travail des femmes et des enfants.

L'exemple donné par les deux grandes nations latines a d'ailleurs été suivi et l'on peut citer, à côté du Traité franco-italien, l'arrangement franco-belge du 21 février 1906, la convention franco-luxembourgeoise du 27 juin 1906, celles entre la France et l'Angleterre du 3 juillet 1909, entre la France et la Pologne du 7 décembre 1919; les conventions du 15 avril 1905 entre la Belgique et le Luxembourg, 27 février 1906 entre l'Allemagne et la Belgique, 27 mars 1920 entre l'Italie et l'Argentine.

Mais cependant, sans mésestimer les avantages très réels que peuvent procurer à la classe ouvrière de tels traités, il faut bien reconnaître qu'ils ne constituent toutefois qu'une faible réalisation du droit ouvrier international. Ils sont, en effet, de peu d'étendue, et se bornent d'ailleurs à établir des concordances entre deux législations sans créer véritablement un droit nouveau. Plus progressif certes apparaît le traité de paix du 28 juin 1919 qui, reprenant dans une section spéciale l'œuvre commencée par l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, y rassemble un certain nombre de dispositions tendant à améliorer le sort des travailleurs dans l'ensemble des pays civilisés.

Ce traité, à vrai dire, constitue par cela même un fait sans précédent dans les annales du droit international public : il est le premier traité de paix s'occupant des questions ouvrières. La Conférence de

Paris en l'élaborant a voulu, en effet, afin « d'établir la paix universelle qui ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale » ⁽²⁵⁾, ne pas séparer la paix militaire, obtenue par les efforts conjugués des alliés, de la paix sociale, qui, de même, doit s'obtenir par une entente entre les pays civilisés.

La treizième partie du Traité de Versailles, qui témoigne de cette louable intention, constitue, de ce fait, un document de droit international de la plus grande importance. Les auteurs y reconnaissent tout d'abord la nécessité d'une réglementation internationale des problèmes du travail — « Attendu, disent-ils, que la non adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain, fait obstacle aux efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leur propre pays... » — Ils posent ensuite les bases d'un organisme permanent officiel qui doit assurer la réglementation internationale des questions ouvrières. Cette organisation comprend d'une part une Conférence Générale du Travail, dans les cadres de la Société des Nations, composée de délégués gouvernementaux, patronaux, ouvriers; d'autre part, un Bureau International du Travail, fonctionne sous la direction d'un conseil d'administration composé d'une façon analogue. Les rédacteurs du traité formulent enfin un certain nombre de principes généraux destinés à servir de directives aux « Communautés industrielles » qui doivent s'efforcer de les appliquer dans leur réglemen-

(25) Traité de Versailles, 13^e partie, préambule.

tation personnelle du travail, « autant que les circonstances spéciales dans lesquelles elles peuvent se trouver le permettent. » (26).

La première conférence générale du Travail prévue par le Traité de Versailles a eu lieu bientôt après la signature de celui-ci, à Washington, du 25 octobre 1919 au 25 novembre 1919. Elle a voté successivement six projets de conventions se rapportant à la journée de huit heures, au travail de nuit des femmes et des enfants, aux secours à accorder aux femmes en couches. Cette conférence a eu notamment pour effet d'amener la France, par anticipation, à instituer chez elle la journée de huit heures. Exemple suivi d'ailleurs par bien d'autres nations qui, déférant à l'invitation de l'Assemblée de Washington, ont adopté, elles aussi le principe des trois huit. On peut citer parmi ces dernières la Suisse, la Belgique, la Pologne, la Suède. D'autres nations d'ailleurs, qui n'ont pas pu admettre complètement le principe de la journée de huit heures, l'ont cependant, pour répondre aux instances de Washington, appliqué dans certains cas particuliers (27).

Après la conférence de Washington, le Bureau International du Travail s'est organisé à Genève. Il a commencé la centralisation et la publication de documents concernant la réglementation internationale du travail. Il a effectué des enquêtes internationales.

(26) 13^e partie, section II. Voir d'autre part P. PIC. Les questions ouvrières devant la Conférence de la Paix (*Rev. Bleue*, 1919).

(27) Voir MAHAÏM. L'organisation du travail de la Société des Nations et la Conférence de Washington (*Rev. Ec. Inter.*, XII-1920).

Il a préparé enfin l'ordre du jour de conférences nouvelles.

Le Conseil d'Administration du Bureau International a tenu d'ailleurs plusieurs sessions à Paris, Londres, Gênes et Genève. Elles ont été suivies par une seconde Conférence générale en juin-juillet 1920, s'occupant du travail des marins; d'une troisième en octobre 1921 à Genève, au sujet du travail agricole. Depuis lors, la Conférence générale du travail se réunit chaque année à Genève.

Ainsi, soit par l'action propre de documentation au Bureau International du Travail, soit par l'influence des conférences générales, s'organise peu à peu une entente entre les nations, permettant une solution plus efficace des problèmes ouvriers, se dresse « pierre par pierre, comme l'a dit M. Pic, l'édifice imposant de la législation internationale du travail » (28).

Mais, à vrai dire, la réglementation internationale du travail, telle que l'a organisée en dernier lieu le Traité de Versailles, n'est qu'un point particulier d'un problème plus général. Plus que la question ouvrière, la question sociale tout entière devient de nos jours une question internationale. Les féconds résultats de la solidarité des peuples pendant la période douloureuse de 1914-1918 ont, en effet, montré à ceux-ci l'intérêt qu'ils avaient à rechercher la paix sociale dans une mutuelle entraide, à s'épauler les uns les autres pour la conquête d'une justice meilleure et plus complète.

(28) P. PIC. *Traité élém. de légis. indus.* (op. cit.), p. 103.

Aussi le traité de paix de 1919 contient-il des formules nouvelles de solidarité, la Société des Nations qui en est issue s'occupe-t-elle de nombreuses questions qui ne sont pas proprement politiques ou même ouvrières, mais qui intéressent cependant par quelque point la paix sociale des peuples.

La lutte contre le commerce des stupéfiants, des publications licencieuses, tels sont, par exemple, les problèmes sociaux pour lesquels on songe aujourd'hui à employer une réglementation inaugurée, il y a vingt ans, pour les questions ouvrières et que le Traité de Versailles a su si fortement rénover.

La technique internationale d'élaboration du droit prend ainsi, en agrandissant son champ d'application, une importance nouvelle, s'affirme comme un procédé plein d'avenir. Aussi quand on voit son développement actuel et que l'on songe ensuite à ses débuts, à l'époque où l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs en était à ses premières tentatives de réglementation légale internationale, on comprend une fois de plus combien la législation du travail est en vérité une législation d'avant-garde.

Ses promoteurs ont su des premiers voir l'avantage qu'il y avait à ne pas se contenter du champ national pour la réglementation légale. Après avoir reconnu la solidarité qui unit les hommes dans un groupe et la nécessité par suite d'avoir des lois inspirées de cette vérité, ils ont su comprendre que les nations, elles aussi, sont unies par une certaine soli-

darité, qu'elles ne sauraient impunément se désintéresser les unes des autres, et qu'il peut être utile de savoir mettre en jeu ce phénomène social pour la conquête d'une justice meilleure.

« Plaisante justice qu'une rivière borne », disait amèrement Pascal, de nos lois. De cette justice là les pionniers de la législation du travail n'ont pas voulu se contenter. Ils ont fait tous leurs efforts pour que la protection légale des travailleurs soit la plus large possible, qu'elle dépasse les frontières des Etats, les bornes des continents. Et ce faisant, ils ont admirablement préparé et facilité l'œuvre de large collaboration internationale, politique et sociale, que l'on a vu naître du Traité de Versailles, que depuis l'on voit se poursuivre et se perfectionner.

III

Ainsi donc, on le voit, aux points les plus divers de l'évolution générale du droit, on trouve toujours à la source des réformes modernes les efforts de la législation du travail. Au sujet des problèmes de procédure comme de ceux d'élaboration du droit, les techniques nées des lois ouvrières, mieux adaptées aux besoins modernes que les procédés traditionnels, tendent à se généraliser. Dans ces questions, comme dans celles de l'organisation de la famille, de la propriété, du contrat, le droit ouvrier s'affirme vérita-

blement novateur, sa naissance apparaît comme le signe de transformations juridiques plus générales.

Ce résultat est parfaitement normal. Les causes économiques qui ont provoqué l'apparition du droit ouvrier, suscité les réformes que l'on sait, ont été en effet d'une trop large étendue, d'une trop forte intensité pour ne pas avoir une répercussion sur tous les points de notre organisation sociale. L'avènement du machinisme, le développement de la grande industrie, n'ont pas eu seulement pour conséquence de faire naître des questions de droit particulières, mais bien aussi de nécessiter au sujet des problèmes sociaux fondamentaux, des solutions nouvelles en rapport avec les données nouvelles.

La civilisation moderne, à vrai dire, procède tout entière du machinisme, « elle est sortie, pour ainsi parler, de la marmite de Papin » (29), comme l'a dit M. Cruet. Aussi, l'influence des lois ouvrières sur l'évolution de notre droit n'a-t-elle rien d'extraordinaire, elle est tout simplement la *traduction juridique* d'un phénomène plus général. En nous montrant les progrès réalisés dans nos lois par le droit nouveau issu de la transformation de notre société, et dont la législation du travail est une des plus nettes représentations, elle ne fait qu'indiquer d'une façon spéciale les modifications opérées dans notre société par le fait d'une transformation économique.

(29) J. CRUET. La vie du droit (op. cit.), p. 245.

La législation du travail, somme toute, n'est pas douée d'une mystérieuse puissance de fécondation pour ainsi dire; si elle a suscité, par imitation, dans des disciplines juridiques différentes, des créations progressives, c'est que ses promoteurs, les premiers, ont pu faire l'expérience des conditions nouvelles dans lesquelles nous placent les transformations industrielles qui modèlent aujourd'hui notre époque. « Le droit, a-t-on dit, ne domine pas la société, il l'exprime » (30). C'est justement, en effet, parce que la législation du travail a parfaitement exprimé la société nouvelle que l'on voit ses directives partout suivies, son esprit se propager dans la « juricité » tout entière.

D'une façon générale aujourd'hui, il faut bien le reconnaître, il n'est guère possible, en raison du genre de vie nouveau qu'ont fait naître les transformations économiques que l'on sait, de conserver le droit élaboré antérieurement à ces transformations. Alors que l'organisation de la société d'avant l'avènement de la grande industrie incitait tout naturellement à l'individualisme, à l'isolement, permettait une organisation autoritaire de la famille, une conception absolue et exclusive de la propriété, les conditions actuelles de l'existence, caractérisées par une forte concentration dans les centres urbains et une augmentation de l'activité de chacun, font disparaître au contraire cet isolement, nécessitent plus de liberté et d'indépendance pour les membres de la

(30) J. CRUET, *La vie du droit* (op. cit.), p. 336.

famille, une conception moins intransigeante de la propriété.

Et c'est cela même qu'ont exprimé les lois ouvrières. Avec elles, l'individu est sorti de son isolement qui n'était pour les faibles qu'un tragique abandon. La notion de l'individu isolé, purement intellectuelle à vrai dire, s'est trouvée remplacée par la notion expérimentale de l'individu vivant en société. A un droit uniquement subjectif s'est substitué une organisation juridique objective et réaliste. Aussi les statuts respectifs de la famille, de la propriété, des relations économiques, se sont-ils trouvés dans le droit ouvrier fortement influencés par des considérations d'utilité et de justice sociales, les notions de liberté individuelle et d'autonomie de la volonté contrebalancées par celle de la solidarité.

Mais le droit qui prit ainsi corps, considéré évidemment dans son esprit et non dans ses particularités techniques, ne pouvait pas être l'apanage exclusif de la classe ouvrière : suscité par un phénomène économique qui se généralisait, il devait lui aussi voir son influence s'étendre. La conception novatrice et progressive de la justice sociale, issue des lois ouvrières, devait s'imposer au législateur moderne d'une façon générale.

Et c'est ainsi qu'à notre époque de machinisme et de grande industrie, le législateur a trouvé « dans la rumeur de l'usine, dans le tumulte de la rue, sur les champs de bataille économique, au sein des syn-

dicats » ⁽³¹⁾, le sens véritable du droit, l'orientation nécessaire qu'il doit subir pour la réalisation d'une justice plus sûre et plus humaine.

Vu :

LE DOYEN,

Montpellier, le 27 Mars 1926.

M. MOYE.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

Montpellier, le 27 Mars 1926.

G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 27 Mars 1926.

LE RECTEUR.

J. COULET.

(31) H. LORIN. Idée individualiste ou idée chrétienne comme fondement du droit (op. cit.), p. 65.

Bibliographie

- BARTHÉLEMY-TERRAT. — Du régime de la propriété dans le Code Civil (*Livre du Centenaire du Code Civil*, t. I, p. 329 et s.).
- BEUDANT (Ch.). — Le droit individuel et l'Etat (Paris, Rousseau, 1891).
- BRY (G.). — Les lois du travail industriel et la prévoyance sociale. Législation ouvrière (6^e éd., Paris, Sirey, 1921).
- BULLETIN DU MINISTÈRE DU TRAVAIL (*Ancien Bulletin de l'Office du Travail*) (Paris, Librairies Armand Colin et Berger-Levrault).
- CAPITANT (H.) et CUCHE (P.). — Cours de législation industrielle (2^e éd., 1921).
- CHARMONT (J.). — Le droit de l'esprit démocratique (Montpellier, Coulet ; Paris, Masson, 1908).
- La renaissance du droit naturel (Montpellier, Coulet ; Paris, Masson, 1910).
- Les transformations du Droit civil (Paris, Armand Colin, 1912).
- CRÉTINON. — Le point de vue individualiste et le point de vue social dans le droit (*Semaine Sociale de Bordeaux*, 1909, p. 126 et s.).
- CRUET (J.). — La vie du droit ou l'impuissance des lois (Paris, Flammarion, 1908).
- CUCHE (P.). — En lisant les juristes philosophes (Paris, De Gi-gord, 1919).
- DELZONS (L.). — La famille française et son évolution (Paris, Colin, 1913).
- DESJARDINS (A.). — Le Code Civil et les ouvriers (*Revue des Deux Mondes*, 15, III, 1888).

DESROYS DU ROURE (H.). — Le règlement d'atelier et le contrat de travail (*Thèse, Paris, 1910*).

DIJOL (M.). — La justice dans les contrats et les obligations lésionnaires (avec préface de M. Paul Bureau) (Paris, Sirey, 1918).

— La participation des ouvriers à la gestion (*La Démocratie, 10, III, 1923*).

DUGUIT (L.). — Les transformations générales du droit privé depuis le Code Napoléon (Paris, Alcan, 1912).

GAUMONT (J.). — Histoire abrégée de la coopération en France et à l'étranger (Paris, Rieder).

GÉNY (F.). — Méthode d'interprétation et source en droit privé positif (avec préface de R. Saleilles, 1899) (2^e éd., Paris, Lib. Génér. D. et J., 1919).

GIDE (Ch.). — Cours d'Economie politique (6^e éd., 1920).

GIDE (Ch.) et RIST (Ch.). — Histoire des doctrines économiques (4^e éd., 1922).

GOUNOT (E.). — Le principe de l'autonomie de la volonté en droit privé (*Thèse, Dijon, 1912*).

HAURIOU (M.). — Précis de droit administratif et de droit public (9^e éd., 1919).

— Notes au Sirey : 1918-3-25, 23-3-57.

IHERING (R. Von). — La lutte pour le droit (Paris, Maresq, 1890).

JAPIOT (R.). — Traité élémentaire de Procédure civile et commerciale (Paris, Rousseau, 1916).

JAY (R.). — La protection légale des travailleurs (2^e éd., Paris, Sirey, 1910).

— L'œuvre de la législation du travail (*Semaine Sociale de France, Dijon, 1910, p. 102*).

LACROIX (P.). — Mysticisme juridique et mysticisme social (Toulouse, Privat, 1924).

LAGARDE (P. de). — La responsabilité civile et l'assurance (*Thèse, Montpellier, 1925*).

LAMBERT (E.). — Le Code Civil et la législation ouvrière (*Revue Générale du Droit, V-1904, p. 152 à 166*).

LÉON XIII. — Encyclique « Rerum Novarum » (Edition Spes, 1923).

LEREBOURS-PIGEONNIÈRE (P.). — La famille et le Code Civil (*Livre du Centenaire du Code Civil, t. I, p. 265 et ss.*).

- LORIN (H.). — Idée individualiste ou idée chrétienne comme fondement du droit (*Semaine Sociale de Bordeaux*, 1909, p. 63).
- MAGNAN DE BORNIER (J.). — L'individu, l'Etat et le Syndicat (*Thèse*, Montpellier, 1921).
- MAHER (A.). — L'autonomie de la volonté (*Thèse*, Montpellier, 1913).
- MAYNAU (J.). — Les fictions de contrat dans le Code Civil et depuis le Code Civil (*Thèse*, Montpellier, 1925).
- MILLERAND (A.). — La politique sociale sous la troisième République (*Revue Politique et Parlementaire*, 1906).
- MORIN (G.). — La révolte des faits contre le Code (Paris, Grasset, 1920).
- L'évolution du droit de propriété (*Le Salariat nouveau*, X-1922).
- PIC (P.). — Traité élémentaire de législation industrielle (5^e éd., 1922).
- La réforme du Code Civil et le nouveau Code du Travail (*Revue Trimestrielle de Droit Civil*, 1911).
- PICARD (E.). — Le droit pur (Paris, Alcan, 1899).
- PICARD (R.). — Le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises (Paris, Rivière, 1919).
- PLANIOL. — Traité élémentaire de Droit civil (8^e éd., 1921).
- QUESTIONS PRATIQUES (*Revue mensuelle de Droit ouvrier et d'Economie politique et sociale*) (Paris, A. Rousseau).
- ROUAST (A.). — Essai sur la notion juridique de contrat collectif dans le droit des obligations (*Thèse*, Lyon, 1909).
- ROUME (J.). — A propos de la méthode juridique (*Thèse*, Montpellier, 1922).
- SALEILLES (R.). — Préface au livre de M. Gény : Méthode et sources (op. cit.).
- De la déclaration de volonté (Paris, Pichon, 1901).
- SCELLE (G.). — Le Droit ouvrier (Paris, Colin, 1922).
- TANON. — L'évolution du Droit et la conscience sociale (Paris, Alcan, 1900).
- THALLER. — Le Code Civil et le Droit ouvrier (*Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1904, p. 472).
- TISSIER. — Le Code Civil et les classes ouvrières (*Livre du Centenaire du Code Civil*, t. I, p. 71 et s.).

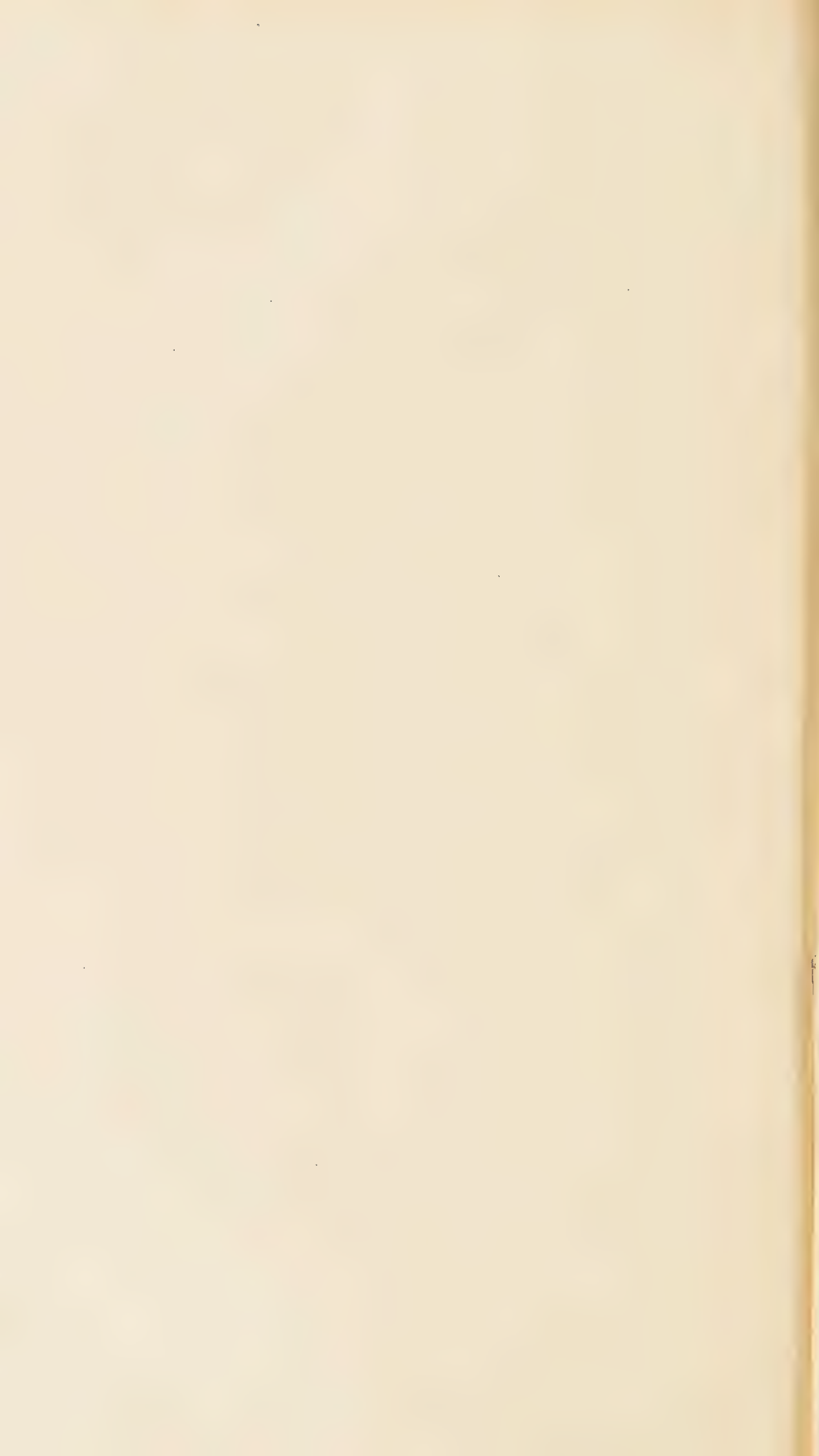


TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	9
I. — <i>Les transformations et l'évolution du droit</i>	9
II. — <i>L'action novatrice de la législation du travail.</i> — Elle est une législation de classe, d'intervention, d'association	13
III. — <i>Plan</i>	29
CHAPITRE I. — LA FAMILLE	33
I. — <i>La famille et le Code civil.</i> — Les véritables be- soins de la famille sont ignorés ; nécessité d'une cer- taine émancipation, d'une certaine protection	34
II. — <i>Action émancipatrice des lois ouvrières.</i> — a) Lois concernant la femme ouvrière ; influence de cette législation sur l'émancipation générale de la femme. — b) Lois concernant l'enfant ouvrier. — c) Apparition d'une nouvelle conception juridique de la discipline familiale	41
III. — <i>Action protectrice des lois ouvrières.</i> — Pro- tection du patrimoine familial, du foyer, de la race. — Les lois ouvrières donnent bien le modèle de ce que doit être la législation nouvelle de la famille ..	59
CHAPITRE II. — LA PROPRIÉTÉ	79
I. — <i>Le droit de propriété et le Code civil.</i> — Le droit de propriété est strictement absolu et personnel. Conception peu en harmonie avec les besoins de la grande industrie. — Nécessité d'une limitation des droits du propriétaire dans l'intérêt de la so- ciété, d'une certaine socialisation de la propriété.	80

- II. — *Modifications apportées à la réglementation de la propriété dans le Code.* — a) Limitation des droits du propriétaire : législation de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs ; indemnisation des accidents professionnels ; risque professionnel ; application de la notion de risque dans le droit commun. — b) Abandon de la crainte des biens de main-morte ; patrimoine syndical ; vers une législation plus large du droit d'association 90

- III. — *Etude des tendances modernes de la socialisation de la propriété.* — La société coopérative dans le monde ouvrier ; son utilisation dans le commerce, l'agriculture, l'armée. — La participation des ouvriers aux bénéfices et à la gestion des entreprises. — De la propriété considérée comme fonction sociale 122

CHAPITRE III. — LE CONTRAT 149

- I. — *Le contrat dans le Code civil.* — Le libre contrat est l'explication universelle des obligations et des droits. — Le système du Code civil insuffisant dans le monde du travail. — Nécessité de la limitation de la liberté des conventions, de la limitation du champ d'application du contrat, de la codification des formules nouvelles de convention 150

- II. — *Modifications apportées à la réglementation civiliste du contrat.* — a) Limitation de la liberté des conventions : réglementation légale du travail ; la lésion ; loi sur le salaire minimum. — Vers une reconnaissance plus large du principe de la lésion. — b) Limitation du champ d'application du contrat : explication juridique nouvelle du règlement d'atelier, du contrat de travail. — Vers un droit institutionnel et non plus contractuel 160

- III. — *Codification des formes nouvelles de convention.* — Nécessité du groupement pour la conclusion des contrats de travail. La convention collective du travail. Conception moderne de la liberté contractuelle limitée par des considérations de justice et d'utilité sociale 186

CONCLUSION	201
I. — <i>Un code du travail s'élabore contraire à l'esprit du Code civil</i>	201
II. — <i>L'action rénovatrice de la législation du travail est incessante. — Son rôle dans la simplification et la modernisation de la procédure, dans l'élabora- tion d'un droit international</i>	204
III. — <i>La législation du travail, expression juridique de la civilisation moderne</i>	222
BIBLIOGRAPHIE	227





IMP. BOSC FRÈRES & RIOU

• 42, QUAI GAILLETON •

• • • • • LYON • • • • •



